

PARLEMENT
DE LA
COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

Session 2005-2006

21 AVRIL 2006

RAPPORT ANNUEL

DE LA COMMISSION NATIONALE PERMANENTE DU PACTE CULTUREL (2005)

TABLE DES MATIERES

Chapitre I: La loi du Pacte culturel et le législateur en 2005	4
Chapitre II: Le fonctionnement de la Commission et de ses services	15
Chapitre III: Les plaintes et leur traitement	16
A. Nombre, origine et teneur des plaintes	17
1. Nombre de plaintes par langue	17
2. Nombre de plaintes par province	21
3. Nombre de plaintes selon l'importance des communes	22
4. Nombre de plaintes selon leur objet	23
5. Nombre de plaintes selon la tendance des plaignants	29
B. Analyse des avis et des conciliations	32
1. Etat de la question	33
2. Classification des décisions	36
3. Analyse des décisions	38
4. Analyse des votes	41
Annexe A: Composition de la Commission nationale permanente du Pacte culturel	42
Annexe B: Registre cumulatif des décisions (personnes)	45
Annexe C: Registre cumulatif des décisions (communes)	72
Annexe D: Registre cumulatif des décisions (tendance du plaignant)	87
Annexe E: Registre cumulatif des décisions (institutions et services)	92
Annexe F: Proposition de loi modifiant la loi du 16 juillet 1973, en vue de scinder la Commission permanente du Pacte culturel (Chambre)	123
Annexe G: Avis du Conseil d'Etat concernant la proposition de loi modifiant la loi du 16 juillet 1973, en vue de scinder la Commission permanente du Pacte culturel (Chambre)	138

Annexe H:	Proposition de loi modifiant la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques (Sénat)	146
Annexe I:	Proposition de décret modifiant et complétant le décret du 28 janvier 1974 relatif au Pacte culturel et visant l'instauration d'une Commission flamande du Pacte culturel (Parlement flamand)	149
Annexe J:	Vraag om uitleg over de Cultuurpactwetgeving en de mogelijke defederalisering van de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie (Parlement flamand)	152
Annexe K:	Vraag om uitleg over de verkoop van een ontmoetingscentrum in Stuivekenskerke tegen het advies van de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie in (Parlement flamand)	156

CHAPITRE I

La loi du Pacte culturel et le législateur en 2005

A. La loi du Pacte culturel et le législateur fédéral en 2005

1. Une proposition de scission de la Commission nationale permanente du Pacte culturel

Le 27 janvier 2005, les députés B. Laeremans, K. Bultinck et O. Depoortere ont déposé une proposition de loi modifiant la loi du 16 juillet 1973 et visant à scinder la Commission nationale permanente du Pacte culturel (Pièces imprimées, Chambre des Représentants, doc. 51 n° 1572/001) (voir annexe F).

Les auteurs de cette proposition de loi partent du constat que la loi du 16 juillet 1973 (loi du Pacte culturel) a désormais plus de 30 ans d'existence et que des modifications et bouleversements fondamentaux se sont produits tant dans la société qu'au sein des formations politiques. Ainsi, les diverses réformes de l'Etat depuis 1972 ont entraîné une défédéralisation poussée de l'Etat national (fédéral) et de nombreuses compétences sont passées dans l'escarcelle communautaire et régionale. Au niveau culturel, les trois Communautés jouissent du reste d'une autonomie totale. Dans son travail législatif, le pouvoir décrétoal flamand a intégré un grand nombre des principes essentiels du Pacte culturel. Il a même été jusqu'à approuver un « décret relatif au Pacte culturel » (décret du 28 janvier 1974), ce qui rend une loi fédérale pratiquement superflue, estiment les auteurs de la proposition dont question.

Les auteurs de la proposition estiment que la Commission du Pacte culturel est un lourd organe administratif car son fonctionnement est encore toujours fédéral. Même si les parlements communautaires désignent eux-mêmes leurs propres représentants au sein de la commission, les décisions sont prises collégialement et les membres d'une communauté participent au processus décisionnel relatif aux dossiers relevant de l'autre communauté. Ceci est contraire à toute logique fédérale ainsi qu'au principe de l'autonomie des trois Communautés.

Les auteurs de la proposition de loi rappellent également à ce propos l'allocation prononcée par Monsieur De Batselier, président du Parlement flamand, lors de la

prestation de serment des membres de la Commission du Pacte culturel le 1^{er} juillet 2003. Monsieur De Batselier dit notamment ceci: « En tant que président du Parlement flamand, j'ai le plaisir de vous remettre en mémoire la résolution du Parlement flamand, par laquelle celui-ci demande la scission de la Commission nationale permanente du Pacte culturel en trois chambres communautaires. Le Pacte culturel est en effet une matière fédérale, ce qui en fait un anachronisme dans notre fédération, la culture relevant des compétences exclusives des Communautés. Il va dès lors sans dire que la compétence relative au Pacte culturel doit être transférée aux Communautés. En Flandre, un cadre décretaal prenant davantage en compte les dynamiques d'aujourd'hui peut se substituer à l'ancien cadre légal empreint de cloisonnement désuet et de politisation ».

Le transfert de la législation du Pacte culturel aux Communautés n'étant pas encore possible pour l'instant, les auteurs de la proposition se limitent à une scission de la Commission du Pacte culturel en trois commissions, une pour la Communauté française en Wallonie et à Bruxelles, une pour la Communauté flamande en Flandre et à Bruxelles et une pour la Communauté germanophone.

Pour le surplus, l'arrêté royal du 16 novembre 1976 fixant le règlement d'ordre intérieur de la Commission nationale permanente du Pacte culturel et l'arrêté royal du 3 juin 1976 fixant le statut des présidents et des membres de la Commission nationale permanente du Pacte culturel et organisant le fonctionnement de celle-ci sont abrogés. Ces règles de fonctionnement doivent être fixées en toute autonomie par les Communautés.

Les principes susmentionnés se traduisent dans la proposition de loi par une série d'adaptations aux articles 21 à 26 de la loi du Pacte culturel du 16 juillet 1973. Ainsi l'article 3 de la proposition dispose qu'au sein de chaque Communauté est instituée une « Commission culturelle permanente », qui a pour tâche de contrôler l'observance des dispositions de la loi du Pacte culturel (modification de l'article 21). L'article 4 régit la désignation des membres des commissions culturelles permanentes par les trois Parlements communautaires (modification de l'article 22). L'article 5 comporte la réglementation relative au mandat des membres et à l'élection des présidents et vice-présidents (modification de l'article 23). Les articles 6 à 10 de la proposition proposent une série « d'adaptations et de modifications cosmétiques » dans la rédaction des articles 24 à 26 de l'actuelle loi du Pacte culturel.

2. Un avis du Conseil d'Etat

Le 23 février 2005, le président de la Chambre des Représentants a saisi le Conseil d'Etat d'une demande d'avis sur la proposition de loi de Messieurs B. Laeremans, K. Bultinck et O. Depoortere modifiant la loi du 16 juillet 1973 et visant à scinder la Commission nationale permanente du Pacte culturel. L'assemblée générale de la section de législation du Conseil d'Etat a rendu son avis sur ladite proposition au Parlement le 11 avril 2005 (Pièces imprimées, Chambre des Représentants, doc. 51 n° 1572/002) (voir annexe G).

La section de législation du Conseil d'Etat constate que la loi du Pacte culturel du 16 juillet 1973 a été prise en exécution de l'actuel article 131 de la Constitution. La compétence pour prendre les mesures nécessaires à la protection des minorités idéologiques et philosophiques et l'obligation y relative reviennent, selon l'article 131 de la Constitution, au législateur fédéral. Cette compétence n'est toutefois pas exclusive; conformément à l'article 11, deuxième phrase, de la Constitution, des décrets destinés à garantir les droits et libertés des minorités idéologiques et philosophiques peuvent également être adoptés. Les réglementations en cette matière doivent respecter le système global de répartition de compétences qui préside aux relations entre l'autorité fédérale, les Communautés et les Régions.

D'après la section de législation du Conseil d'Etat, il n'est pas interdit d'instituer dans ce domaine plusieurs organes dont la compétence serait délimitée en fonction de la région linguistique concernée. Lorsque le législateur fédéral crée pareilles institutions, celles-ci doivent cependant revêtir un caractère fédéral. Or, dans la proposition soumise, l'accent est fortement mis sur l'instauration de commissions culturelles permanentes au sein des Communautés, notamment en ce qui concerne la désignation des membres, les crédits de fonctionnement, le statut des fonctionnaires, etc.. En raison de leur caractère communautaire marqué, ces organes peuvent difficilement être institués par le législateur fédéral.

Dans son avis, la section de législation met en lumière un mécanisme auquel on peut recourir pour la représentation des entités fédérées au sein d'organes fédéraux. Il s'agit en l'espèce de l'application de l'article 92 ter, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. Cet article prévoit ce qui suit: « Le Roi règle, par

arrêté délibéré en Conseil des ministres, pris de l'accord des gouvernements compétents, la représentation des Communautés et des Régions, selon le cas, dans les organes de gestion ou de décision des institutions et organismes nationaux, notamment consultatifs et de contrôle, qu'Il désigne. » Etant donné que du point de vue du concept, la proposition de loi ne tient pas compte de la nécessité de l'adoption d'un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, pris de l'accord des Gouvernements de Communauté, le législateur fédéral ne peut contraindre les Parlements de Communauté à désigner les membres des commissions culturelles permanentes (cf. article 22 de la proposition). La section de législation du Conseil d'Etat en conclut que la proposition de loi à l'examen viole l'article 131 de la Constitution. La proposition excède les compétences fédérales parce qu'elle institue des organes de contrôle dont le statut est dépourvu de caractère fédéral et qu'elle impose aux Parlements communautaires des obligations quant au fonctionnement de ces organes.

Dans une note de bas de page, le Conseil d'Etat attire également l'attention sur l'éventuelle irrégularité de la composition de la Commission nationale permanente du Pacte culturel et les difficultés qui peuvent en découler. Cette composition s'effectue sur la base de l'article 22 de la loi du 16 juillet 1973. Le Conseil déclare à ce sujet: « Indépendamment même du fait que cette loi est issue d'une proposition de loi non soumise à la consultation de la section de législation du Conseil d'Etat, on peut relever que le contexte juridique et institutionnel de la période au cours de laquelle cette loi a été adoptée, notamment quant aux règles de composition des Conseils culturels, diffère de celui qui gouverne aujourd'hui l'autonomie des Parlements des Communautés par rapport aux Chambres du Parlement fédéral ».

3. Une proposition de loi au Sénat

Le 25 avril 2005, Madame A.-M. Lizin, présidente du Sénat, a déposé une proposition de loi modifiant la loi du 16 juillet 1973. Celle-ci vise à étendre à cinq ans la durée du mandat des membres de la Commission nationale permanente du Pacte culturel et à lier le renouvellement de ce mandat à la recomposition des Parlements de Communauté (Pièces imprimées, Sénat belge, session 2004-2005, doc. 3 – 1144/1) (voir annexe H).

Dans ses développements, la présidente du Sénat observe que les membres de la Commission du Pacte culturel sont désignés par les Parlements de Communauté et ce,

trois mois après le renouvellement des Chambres législatives. Comme le renouvellement des Parlements de Communauté ne coïncide plus avec celui des Chambres législatives, il se peut, dans l'état actuel de la législation, que la composition politique de la Commission du Pacte culturel ne soit plus proportionnelle à la composition politique des Parlements de Communauté. Pour pallier ce problème, la présidente du Sénat propose trois mesures. La durée du mandat des membres de la Commission du Pacte culturel est portée de quatre à cinq ans (article 2 de la proposition). Le mandat desdits membres est lié à la recomposition des Parlements de Communauté. Aux termes de la proposition, il expire désormais six mois après le renouvellement intégral des Parlements de Communauté (article 3 de la proposition). Enfin, l'on prévoit une disposition transitoire, en vertu de laquelle le mandat des membres actuels expirera six mois après le prochain renouvellement intégral des Parlements de Communauté (article 4 de la proposition).

La proposition de loi est examinée le 28 juin 2005 en Commission de l'intérieur (Pièces imprimées, Sénat belge, session 2004-2005, doc. 3 – 1144/2). Plusieurs membres de la commission interviennent. Aux yeux de Monsieur Happart, la Commission nationale permanente du Pacte culturel joue certainement encore un rôle au niveau local. Monsieur Moureaux est, lui aussi, convaincu qu'elle a toujours sa place dans le système politique actuel. Monsieur Collas exprime sa satisfaction quant au fait que la Communauté germanophone soit également représentée au sein de la commission. Monsieur Van Peel déclare qu'il soutiendra cette proposition de loi jugée logique, même si le mode d'application du Pacte culturel dans le passé a engendré une série d'effets pervers. Enfin, Monsieur Buysse renvoie à la demande du président du Parlement flamand de scinder la Commission nationale permanente du Pacte culturel en trois chambres communautaires ainsi qu'à la résolution adoptée par le Parlement flamand en ce sens.

S'agissant de la discussion des articles de la proposition, les articles 1er à 4 sont chacun adoptés à l'unanimité des 13 membres présents de la Commission de l'intérieur. L'ensemble de la proposition de loi a également été adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

Lors de l'examen de la proposition de loi en séance plénière du Sénat, la proposition de loi a été approuvée à l'unanimité (62 voix sur les 62 sénateurs présents) (Pièces

imprimées, Sénat belge, session 2004-2005, doc. 3 – 1144/3). Le projet a été transmis à la Chambre des Représentants en vue d'un traitement ultérieur.

B. Le Pacte culturel et le pouvoir décrétoal flamand en 2005

Le 12 octobre 2005, les députés flamands E. Arkens et R. Verreycken ont déposé au Parlement flamand une proposition de décret modifiant et complétant le décret du 28 janvier 1974 relatif au Pacte culturel. La proposition vise à instaurer une Commission flamande du Pacte culturel (Parlement flamand, Pièces imprimées, pièce 496 (2005-2006) – N° 1) (voir annexe I).

Les auteurs de la proposition de décret se fondent sur l'article 11 de la Constitution, qui déclare le législateur tant fédéral que communautaire compétent pour la protection des droits et libertés des minorités politiques et idéologiques. Ils constatent que suite à la défédéralisation de plus en plus poussée de l'Etat national, la législation du Pacte culturel et, surtout, la composition et le fonctionnement de la Commission nationale permanente du Pacte culturel ne se sont pas mis au diapason des évolutions politiques et sociétales. Le fait que la Commission nationale permanente du Pacte culturel soit toujours composée à l'échelon national et que les membres d'une communauté participent au processus décisionnel relatif à des plaintes émanant de l'autre communauté est contraire à toute logique fédérale et à l'autonomie des Communautés, estiment les auteurs de la proposition.

Aussi souhaitent-ils recourir aux possibilités offertes par l'article 11 de la Constitution et créer, outre l'actuelle Commission fédérale du Pacte culturel, une Commission flamande du Pacte culturel. L'objectif de la proposition de décret est que les plaintes sur des matières culturelles flamandes soient traitées par une juridiction composée exclusivement de membres désignés par le Parlement flamand. Si cette situation entraîne la coexistence d'une Commission flamande du Pacte culturel et d'une Commission nationale permanente du Pacte culturel, le Parlement flamand et les partis flamands peuvent renoncer à leur droit de déléguer des représentants au sein de la Commission fédérale du Pacte culturel, de telle sorte que celle-ci cessera de fonctionner par la force des choses. La logique fédérale et la justice seront ainsi rétablies.

Sous l'angle pratique, ces objectifs sont réalisés par le biais d'une série de modifications apportées au décret du 28 janvier 1974 relatif au Pacte culturel, plus précisément aux dispositions de son chapitre X. L'article 21 prévoit la création d'une Commission flamande du Pacte culturel, qui a pour tâche de contrôler l'observance des dispositions du décret relatif au Pacte culturel. Conformément à l'article 22, la Commission flamande du Pacte culturel se compose de 13 membres effectifs et de 13 membres suppléants, désignés par le Parlement flamand selon la représentation proportionnelle des groupes politiques composant ce parlement. Le mandat des membres expire trois mois après le renouvellement du Parlement flamand (modification de l'article 23). La Commission adresse annuellement un rapport sur ses activités au Parlement flamand.

C. Autres activités au Parlement flamand

1. Une demande d'explications sur la défédéralisation de la Commission nationale permanente du Pacte culturel

Le 13 janvier 2005, le député flamand R. Verreycken s'est adressé, en Commission de la Culture, de la Jeunesse, des Sports et des Médias, au Ministre flamand de la Culture au sujet d'une éventuelle défédéralisation de la Commission nationale permanente du Pacte culturel (Parlement flamand – C 73 – CUL 7 – jeudi 13 janvier 2005) (voir annexe J).

L'interpellant constate qu'en tant qu'institution, la Commission nationale permanente du Pacte culturel a raté le coche de la réforme de l'Etat. La commission n'a pas suivi l'évolution de la défédéralisation de l'appareil d'Etat. Il en résulte que les membres flamands doivent se prononcer sur les dossiers francophones et vice-versa. Il rappelle également qu'en 1995, ses collègues Van Peel (CD&V), Hancké (SP.A), Denijs (VLD), Lauwers (Spirit) et Geysels (Groen) ont réclamé, via une résolution, la scission de la commission en trois chambres communautaires. Une résolution approuvée à juste titre. Le 1^{er} juillet 2003, lors de la prestation de serment des membres de la Commission nationale permanente du Pacte culturel, le président du Parlement flamand, Monsieur De Batselier, a également demandé que le cadre législatif suranné soit remplacé par un cadre décrétoal prenant en compte les dynamiques contemporaines. Le député Verreycken souhaite notamment que le Ministre lui dise pourquoi l'on ne s'est pas encore attelé à la transposition de la

résolution de 1995. Ce problème a-t-il été inscrit à l'ordre du jour du Forum des réformes institutionnelles? Enfin, Monsieur Verreycken plaide en faveur de l'instauration d'une Commission flamande du Pacte culturel par le Parlement flamand, ce qui peut être réalisé par le biais du décret relatif au Pacte culturel.

Le député flamand S. Vanackere fait également référence à l'approbation de la résolution Van Peel en mars 1995. Le Parlement flamand parle d'une seule voix à ce propos. Dans le cadre de l'homogénéisation des paquets de compétences, les instruments qui veillent à une mise en œuvre correcte des compétences flamandes doivent aussi devenir du ressort de la Communauté flamande. Son groupe exige l'exécution de la résolution du Parlement flamand ou, si possible, la recherche d'autres solutions créatives.

Dans sa réplique, le Ministre B. Anciaux se déclare clairement partisan d'une défédéralisation de la Commission nationale permanente du Pacte culturel et de la poursuite de la régionalisation de la législation du Pacte culturel. La législation du Pacte culturel présente des mérites historiques, a fortiori en matière de démocratisation de la politique culturelle et de logique de participation. Le Ministre continue de soutenir les principes que sont le dialogue dans le processus de préparation de la politique, le subventionnement d'activités et la gestion pluraliste d'institutions. Cela étant, il souhaite aussi que la dimension culturelle se reflète le plus largement possible et ne se limite pas uniquement à une traduction en mouvances idéologiques et philosophiques. Il entamera prochainement une discussion avec les partis démocratiques concernant l'actualisation du Pacte culturel en un pacte interculturel. Dans le cadre d'un respect mutuel, le Ministre défend l'idée d'une communautarisation de la législation du Pacte culturel et, partant, de la Commission nationale permanente du Pacte culturel. Il désire que les différentes Communautés de ce pays puissent, par l'intermédiaire du pouvoir décrétoal, supprimer, compléter, modifier, remplacer ou conserver d'importantes dispositions de la législation du Pacte culturel.

2. Une demande d'explications sur la mise en œuvre des décisions de la Commission nationale permanente du Pacte culturel

Il est également intéressant de signaler la demande d'explications adressée le 24 mars 2005 par le député flamand J. Verstreken au Ministre flamand de la Culture en

Commission de la Culture, de la Jeunesse, des Sports et des Médias du Parlement flamand (Parlement flamand – C 159 – CUL 18 – jeudi 24 mars 2005) (voir annexe K).

Le député flamand J. Verstreken expose d'abord la procédure ayant abouti à l'avis de la Commission du Pacte culturel en ce qui concerne la décision de la ville de Dixmude de vendre le centre de rencontre « Reigersvliet » de Stuivekenskerke. Dans ses recommandations, la commission somme les autorités de Dixmude de trouver dans les plus brefs délais une alternative acceptable pour la vie associative de Stuivekenskerke. L'interpellant s'enquiert auprès du Ministre de la mesure dans laquelle il surveillera la mise en œuvre des recommandations de la Commission du Pacte culturel.

Dans sa réponse, le Ministre de la Culture B. Anciaux observe que le centre de rencontre « Reigersvliet » de Stuivekenskerke ne fait pas partie du centre culturel, subventionné sur la base du décret du 13 juillet 2001 portant stimulation d'une politique culturelle qualitative et intégrale. Le Ministre a appris que la ville de Dixmude offrirait une solution alternative à la vie associative de Stuivekenskerke. Il ne souhaite toutefois pas se prononcer sur la situation concrète, étant donné qu'il s'agit d'une question locale pour laquelle les autorités locales disposent de compétences et responsabilités propres.

D. Un avis du Conseil de la Culture

Dans le cadre de la discussion parlementaire sur la suppression, l'actualisation et la défédéralisation du Pacte culturel, la Commission de la Culture, des Sports, de la Jeunesse et des Médias du Parlement flamand a sollicité l'avis du Conseil de la Culture, l'organe consultatif officiel de la Communauté flamande en matière de politique culturelle.

Le Conseil de la Culture a rendu son avis le 15 mars 2005. Il juge essentiel que la compétence liée au Pacte culturel soit attribuée aux Communautés flamande, française et germanophone. Le cadre légal doit être adapté et actualisé en une nouvelle réglementation décrétable. Il y a également lieu de prévoir un successeur flamand à la Commission nationale du Pacte culturel. Les conclusions du Conseil de la Culture sont les suivantes:

- « 1. La législation du pacte culturel est encore une matière fédérale. Il s'agit d'un anachronisme, vu que dans notre structure de l'Etat, les matières culturelles relèvent de la compétence exclusive des Communautés. A l'échelon fédéral, la compétence pour le pacte culturel doit être attribuée aux Communautés flamande, française et germanophone. C'est là une condition essentielle.
2. Une fois cette première étape réalisée, le cadre légal initial peut être remplacé par une réglementation (décrétale) adaptée. Nous optons pour la création d'un nouveau cadre réglementaire dans lequel certaines préoccupations de l'ancien pacte culturel sont coulées dans une forme nouvelle.
3. Dans cette réglementation sont précisées une série d'options démocratiques fondamentales afin que notre communauté soit garante d'ouverture, de diversité, de participation et d'implication. Ces principes connaissent une évolution dynamique, sur tous les terrains sociaux, en particulier dans le domaine de la politique culturelle. Nous décrivons les nouveaux principes en vertu desquels nous continuons à souscrire à la non-discrimination des minorités idéologiques et philosophiques ainsi qu'au fait que les autorités publiques doivent impliquer le citoyen dans la politique culturelle par le biais d'une participation et d'une (co)gestion.
4. L'offre (socio)culturelle que les pouvoirs publics organisent ou subventionnent doit tendre à l'ouverture et à la diversité et promouvoir la participation et l'implication, de manière à ce que tous les groupes de la population et les individus y aient accès.
5. Les questions stratégiques afférentes à la politique culturelle sont soumises aux organes consultatifs idoines pour les différents niveaux politiques. Ces organes consultatifs sont composés de représentants de la société civile et, si besoin est, de représentants d'autres acteurs culturels et d'experts engagés. Dans la composition desdits organes, l'on veille à la diversité, la qualité et l'expertise. Les mandataires ne sont pas questionnés sur leur engagement politique.
6. La gestion des institutions culturelles doit également s'articuler autour de la diversité, la qualité et l'expertise.

7. En cas de non-respect des règles, les victimes (supposées) peuvent s'adresser à une instance qui est accessible à tous et qui vise la médiation et la conciliation, bref au successeur flamand approprié de la Commission nationale permanente du Pacte culturel. »
-

CHAPITRE II

Le fonctionnement de la Commission et de ses services

L'assemblée plénière de la Commission nationale permanente du Pacte culturel s'est réunie à trois reprises en 2005, à savoir les 7 mars, 30 mai et 24 octobre 2005. Les séances se sont tenues dans une salle de réunion de la Chancellerie du Premier Ministre, rue de la Loi 16 à 1000 Bruxelles.

En 2005, le bureau de la Commission du Pacte culturel a siégé quatre fois, à savoir les 24 janvier, 11 avril, 26 septembre et 28 novembre 2005.

Le nombre de séances de l'assemblée plénière est donc inférieur à celui de 2004. Au total, la Commission a rendu dix avis ou constats de conciliation et pris acte de deux retraits de plaintes.

La Commission du Pacte culturel n'ayant pas vu sa composition modifiée à la suite des élections régionales et communautaires, cette composition ne correspond plus aux forces en présence au sein des Parlements communautaires.

Une nouvelle collaboratrice administrative, Lydie Helsen (F), a rejoint par mutation l'administration de la Commission du Pacte culturel le 1^{er} novembre 2005, suite au départ à la retraite de Madame Jocelyne François au 1^{er} juillet 2005.

A signaler également qu'un inspecteur (F) est en congé de maladie de longue durée depuis le mois de mai 2005. Depuis lors, les services d'inspection fonctionnent avec un effectif réduit.

CHAPITRE III

Les plaintes et leur traitement

Introduction

Comme de coutume, le chapitre III offre un aperçu des plaintes déposées et de leur traitement.

Le présent rapport annuel concerne la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2005, mais il contient également les chiffres cumulés pour la période 1975-2005. Concrètement, ce chapitre rassemble les données statistiques relatives au nombre de plaintes, à leur origine et à leur teneur. Des informations sont également fournies au sujet des avis émis et des conciliations qui ont abouti.

Une tendance marquante concerne le fait que ces dernières années, l'avis des services administratifs de la Commission nationale permanente du Pacte culturel est de plus en plus sollicité avant même que l'autorité ne prenne une décision.

A. NOMBRE, ORIGINE ET TENEUR DES PLAINTES1. Nombre de plaintes par langue

Les tableaux ci-dessous présentent le nombre de plaintes introduites selon la langue ainsi que le niveau auquel les décisions contestées ont été adoptées. Le tableau I.1 fait apparaître qu'en 2005, 22 plaintes ont été déposées contre des décisions prises au niveau local (villes et communes), aucune plainte n'a été introduite contre des décisions prises au niveau intermédiaire (autorités provinciales, associations intercommunales,...) et aucune plainte n'a été déposée contre des décisions prises au niveau national ou communautaire (gouvernement fédéral ou gouvernements des Communautés).

Tableau I.1 - Nombre de plaintes selon la langue
Période du 01.01.2005 au 31.12.2005

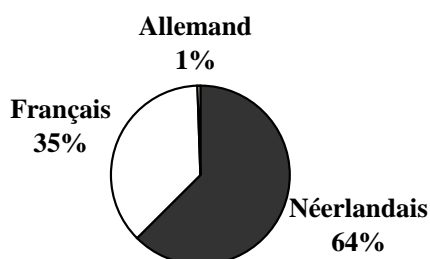
	Fédéral/Com.	Intermédiaire	Local	Total
Néerlandais	0	0	21	21
Français	0	0	1	1
Allemand	0	0	0	0
Total	0	0	22	22 (*)

(*) Les plaintes introduites émanent de 8 communes différentes.

Tableau I.2 - Nombre de plaintes par langue - Période du 01.01.1975 au 31.12.2005

	Fédéral/Com.	Intermédiaire	Local	Total	%
Néerlandais	114	30	626	770	64,06%
%	14,81%	3,90%	81,30%	100%	
Français	52	40	333	425	35,36%
%	12,24%	9,41%	78,35%	100%	
Allemand	3	0	4	7	0,58%
Total	169	70	963	1202	
%	14,06%	5,82%	80,12%	100%	

**Nombre de plaintes par langue
Période du 01.01.1975 au 31.12.2005**



Au cours de la période 1975-2005, seules 7 plaintes germanophones ont été dénombrées; elles figurent dans un tableau distinct (Tableau I.3), leur nombre étant minime.

**Tableau I.3 - Plaintes germanophones
Période du 01.01.1975 au 31.12.2005**

Objet	Niveau		Tendance
	Communautaire	Local	
Articles 15-16	0	1	{a}
Article 20	3	0	{b}
Articles 8-9	0	3	{c}
Total	3	4	

{a} déposée par un utilisateur neutre

{b} déposées par des associations d'utilisateurs socialistes (2 plaintes) et la tendance PDB (1 plainte)

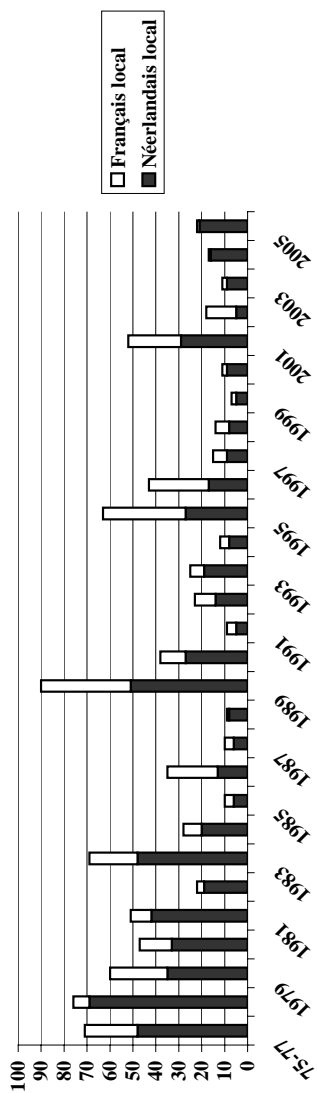
{c} déposées par Ecolo (2 plaintes) et une liste de cartel (1 plainte)

Tableau I.4 - Evolution des plaintes au niveau local
Période du 01.01.1975 au 31.12.2005

Comparaison : Total des plaintes (local + intermédiaire + Com.)	Année	Néerlandais local	Français local	Total local
84	75-77	48	23	71
77	1978	69	7	76
68	1979	35	25	60
55	1980	33	14	47
70	1981	42	9	51
31	1982	19	3	22
90	1983	48	21	69
33	1984	20	8	28
14	1985	6	4	10
36	1986	13	22	35
20	1987	6	4	10
17	1988	8	1	9
94	1989	51	39	90
42	1990	27	11	38
22	1991	5	4	9
43	1992	14	9	23
41	1993	19	6	25
15	1994	8	4	12
72	1995	27	36	63
54	1996	17	26	43
27	1997	9	6	15
17	1998	8	6	14
10	1999	5	2	7
14	2000	9	2	11
61	2001	29	23	52
20	2002	5	13	18
20	2003	9	2	11
33	2004	16	2	18
22	2005	21	1	22
1202	Total	626	333	959 (*)

(*) Ce total n'inclut pas les quatre plaintes germanophones introduites au niveau local.

Evolution des plaintes au niveau local

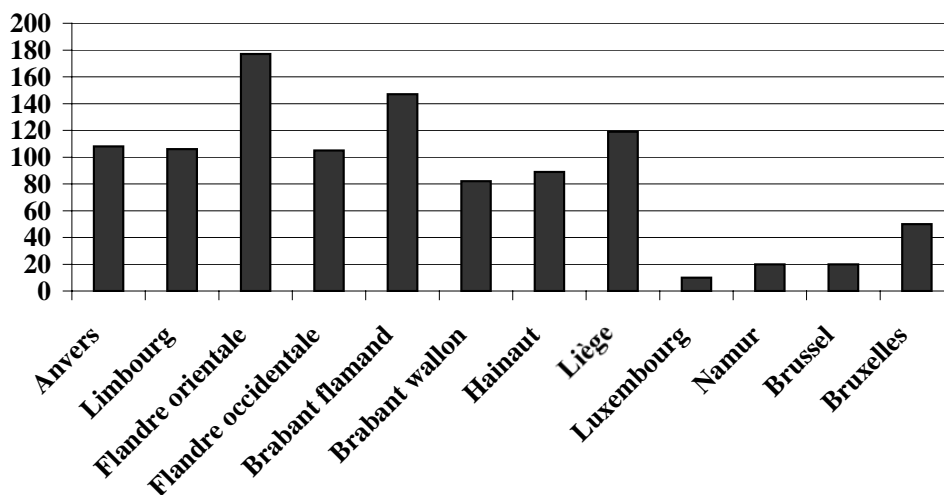


2. Nombre de plaintes par province

Le tableau ci-dessous donne un aperçu du nombre de plaintes déposées contre des décisions prises aux niveaux administratifs local et intermédiaire dans une province déterminée.

Tableau II.1 - Répartition par province
Période du 01.01.1975 au 31.12.2005

Provinces	Total		flamandes		francophones	
		%		%		%
Anvers	108	10,45%		16,29%		
Limbourg	106	10,26%		15,99%		
Flandre orientale	177	17,13%		26,70%		
Flandre occidentale	105	10,16%		15,84%		
Brabant flamand	147	14,23%		22,17%		
Brabant wallon	82	7,94%				22,16%
Hainaut	89	8,62%				24,05%
Liège	119	11,52%				32,16%
Luxembourg	10	0,97%				2,70%
Namur	20	1,94%				5,41%
Brussel	20	1,94%		3,02%		
Bruxelles	50	4,84%				13,51%
Total	1033	100%	663	100%	370	100%



REMARQUE:

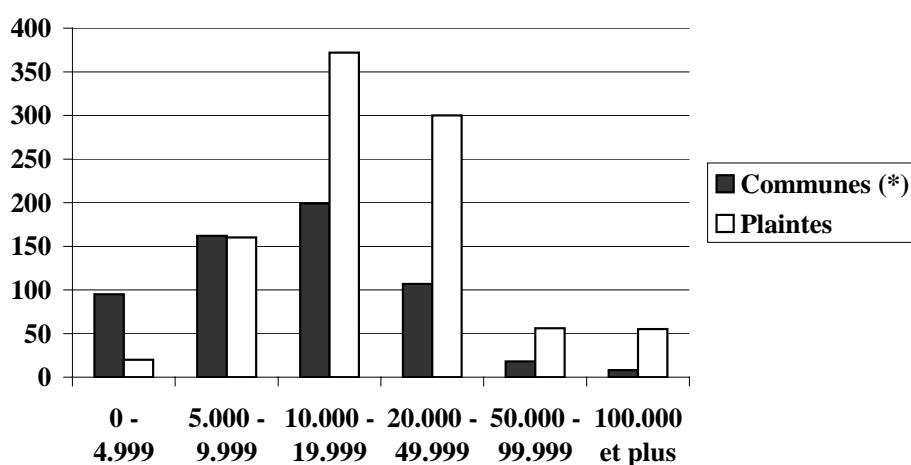
Il est possible que par rapport à l'ensemble des plaintes introduites, le nombre de plaintes réparties par province ne corresponde pas à la réalité étant donné qu'une même plainte peut être déposée par plusieurs personnes et/ou qu'elle peut traiter de différents objets.

3. Nombre de plaintes selon l'importance des communes

Pour le tableau ci-après, l'on a choisi comme critère le nombre d'habitants de la commune dont est issue la plainte. Le nombre d'habitants influence en effet largement le degré de développement de la vie associative et exerce probablement une influence sur l'existence effective des tendances. Le tableau reprend uniquement les plaintes déposées contre des décisions prises au niveau local.

Tableau II.2 - Nombre de plaintes selon l'importance des communes
Période du 01.01.1975 au 31.12.2005

Habitants	Communes (*)		Plaintes	
	Nombre	%	Nombre	%
0 - 4.999	95	16,13%	20	2,08%
5.000 - 9.999	162	27,50%	160	16,61%
10.000 - 19.999	199	33,79%	372	38,63%
20.000 - 49.999	107	18,17%	300	31,15%
50.000 - 99.999	18	3,06%	56	5,82%
100.000 et plus	8	1,36%	55	5,71%
Total	589	100%	963	100%



(*) Les chiffres de la population datent du 1er juillet 2004. Elles ont été publiées au site <http://www.statbel.fgov.be/>.

4. Nombre de plaintes selon leur objet

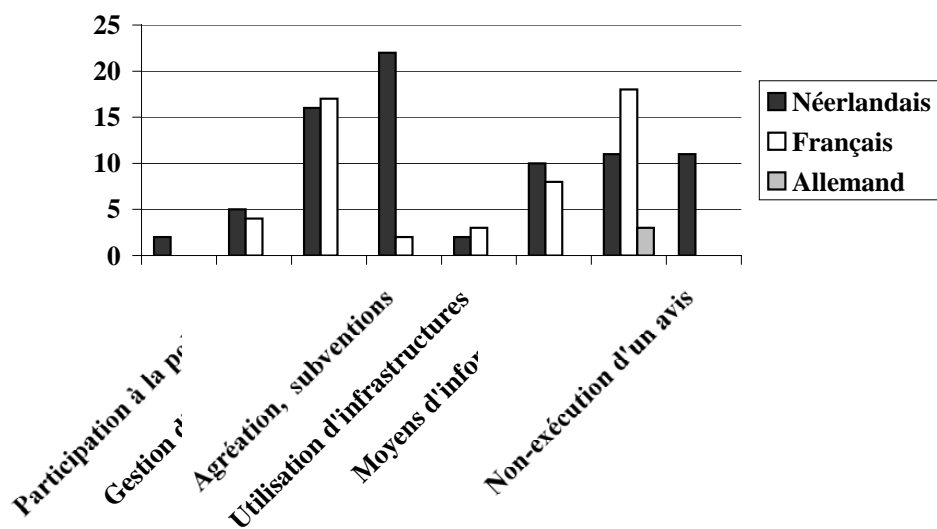
Le classement selon l'objet se fonde sur les modalités d'application de la loi du 16 juillet 1973. Les tableaux ci-dessous sont également classés d'après le niveau administratif.

a) *Niveau fédéral et communautaire*

**Tableau III - Nombre de plaintes selon leur objet (féd. et com.)
Période du 01.01.1975 au 31.12.2005**

Objet	Néerlandais	Français	Allemand	Total	%
Décret (article 2)	2	0	0	2	1,18%
Participation à la politique culturelle et aux conseils consultatifs (articles 3, 6, 7)	35	4	0	39	23,08%
Gestion d'infrastructures et d'institutions (articles 8, 9)	16	17	0	33	19,53%
Agréation et/ou octroi de subventions (articles 10, 11, 12, 13, 14)	27	2	0	29	17,16%
Utilisation et/ou exploitation d'infrastructures (articles 4, 5, 15, 16, 17)	2	3	0	5	2,96%
Accès aux moyens d'information (articles 18, 19)	10	8	0	18	10,65%
Personnel (article 20)	11	18	3	32	18,93%
Non-exécution d'un avis, recommandation et conciliation (articles 24, 25)	11	0	0	11	6,51%
Total	114	52	3	169	100%

**Nombre de plaintes selon leur objet (féd. et com.)
Période du 01.01.1975 au 31.12.2005**

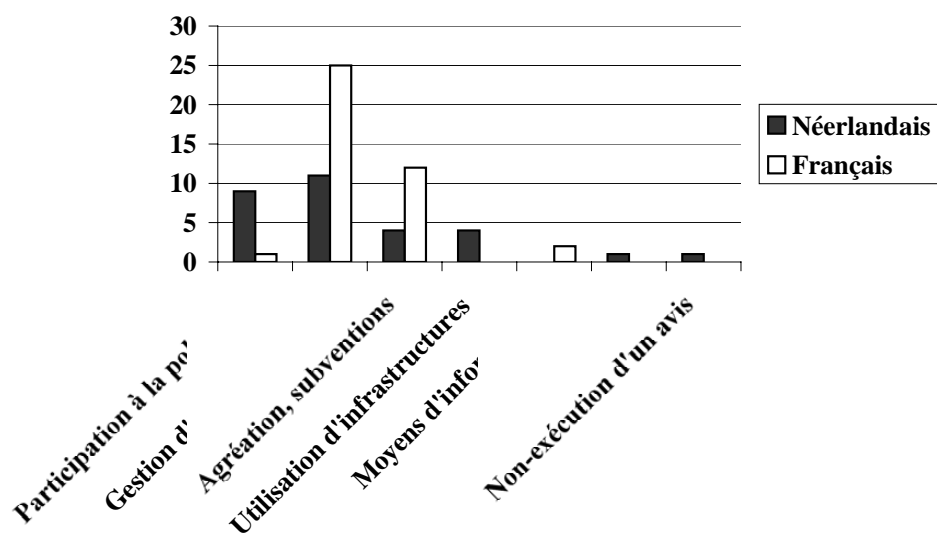


b) Niveau intermédiaire

**Tableau IV - Nombre de plaintes selon leur objet (intermédiaire)
Période du 01.01.1975 au 31.12.2005**

Objet	Néerlandais	Français	Total
Participation à la politique culturelle et aux conseils consultatifs (articles 3, 6, 7)	9	1	10
Gestion d'infrastructures et d'institutions (articles 8, 9)	11	25	36
Agréation et/ou octroi de subventions (articles 10, 11, 12, 13, 14)	4	12	16
Utilisation et/ou exploitation d'infrastructures (articles 4, 5, 15, 16, 17)	4	0	4
Accès aux moyens d'information (articles 18, 19)	0	2	2
Personnel (article 20)	1	0	1
Non-exécution d'un avis, recommandation et conciliation (articles 24, 25)	1	0	1
Total	30	40	70

**Nombre de plaintes selon leur objet (intermédiaire)
Période du 01.01.1975 au 31.12.2005**



c) Niveau local

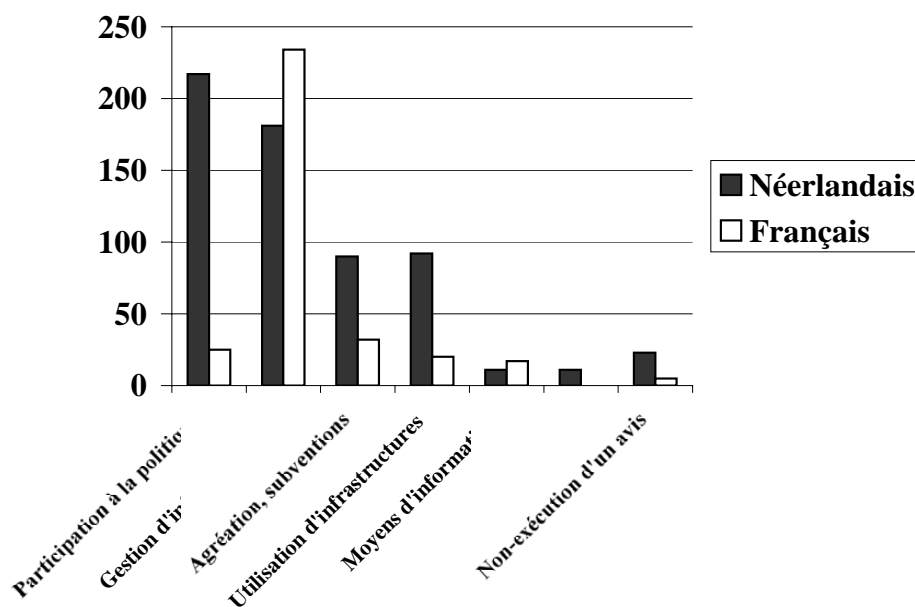
Tableau V - Nombre de plaintes selon leur objet (local)**A. Période du 01.01.2005 au 31.12.2005****B. Période du 01.01.1975 au 31.12.2005**

Objet	Néerlandais			Français			Total		
	A	B	B%	A	B	B%	A	B	B%
Participation à la politique culturelle et aux conseils consultatifs (articles 3, 6, 7)	13	217	34,72%	0	25	7,51%	13	242	25,26%
Gestion d'infrastructures et d'institutions (articles 8, 9)	3	181	28,96%	0	234	70,27%	3	415	43,32%
Agréation et/ou octroi de subventions (articles 10, 11, 12, 13, 14)	1	90	14,40%	0	32	9,61%	1	122	12,73%
Utilisation et/ou exploitation d'infrastructures (articles 4, 5, 15, 16, 17)	2	92	14,72%	0	20	6,01%	2	112	11,69%
Accès aux moyens d'information (articles 18, 19)	2	11	1,76%	1	17	5,11%	3	28	2,92%
Personnel (article 20)	0	11	1,76%	0	0	0,00%	0	11	1,15%
Non-exécution d'un avis, recommandation et conciliation (articles 24, 25)	0	23	3,68%	0	5	1,50%	0	28	2,92%
Total	21	625	100%	1	333	100%	22	958	100%

Remarque : Une plainte néerlandophone ayant pour objet l'article 2 de la loi du Pacte culturel n'a pas été reprise dans le tableau.

La différence relative entre les plaintes néerlandophones et francophones est remarquable. 70% des plaintes francophones concerne l'application des articles 8 et 9 afférents à la gestion d'institutions et organes culturels, dans lesquels la représentation des tendances politiques est mise en cause. Par contre, les plaintes néerlandophones portent généralement sur les articles 3, 6 et 7 (représentation des utilisateurs au sein d'organes consultatifs) ainsi que sur les articles 8 et 9 (gestion d'infrastructures et institutions).

**Nombre de plaintes selon leur objet (local)
Période du 01.01.1975 au 31.12.2005**



5. Nombre de plaintes selon la tendance des plaignants

La loi du Pacte culturel opère une distinction entre les utilisateurs et les tendances idéologiques et philosophiques. La pratique nous a appris qu'il existe en effet de nettes différences entre les catégories de plaignants : d'une part, les groupes politiques représentés au sein des autorités publiques ; d'autre part, les utilisateurs adhérant ou non à une tendance idéologique ou philosophique.

Il est, dès lors, intéressant d'examiner la proportion entre ces catégories.

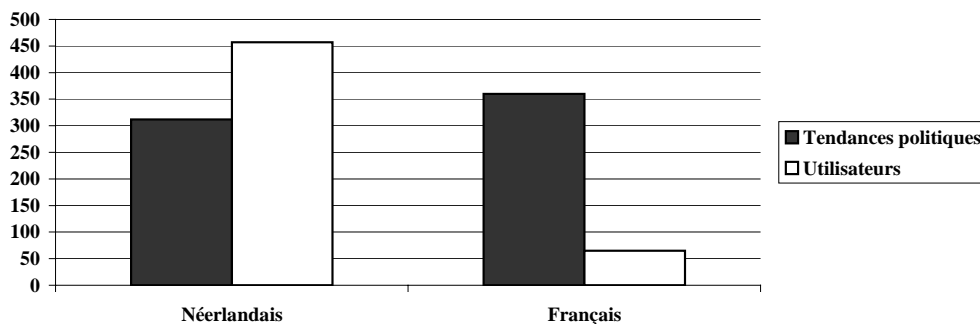
Tableau VI - Nombre de plaintes selon la tendance des plaignants

A. Période du 01.01.2005 au 31.12.2005

B. Période du 01.01.1975 au 31.12.2005

Tendance	Néerlandais			Français			Total		
	A	B	B%	A	B	B%	A	B	B%
Tendances politiques	5	312	40,52%	1	360	84,71%	6	672	56,23%
Utilisateurs	16	458	59,48%	0	65	15,29%	16	523	43,77%
Total	21	770	100%	1	425	100%	22	1195	100%

Proportionnellement, la différence entre les plaintes francophones et néerlandophones est significative. Les plaintes néerlandophones sont plus souvent déposées par des utilisateurs, tandis que 85% des plaintes francophones sont introduites par des tendances politiques.

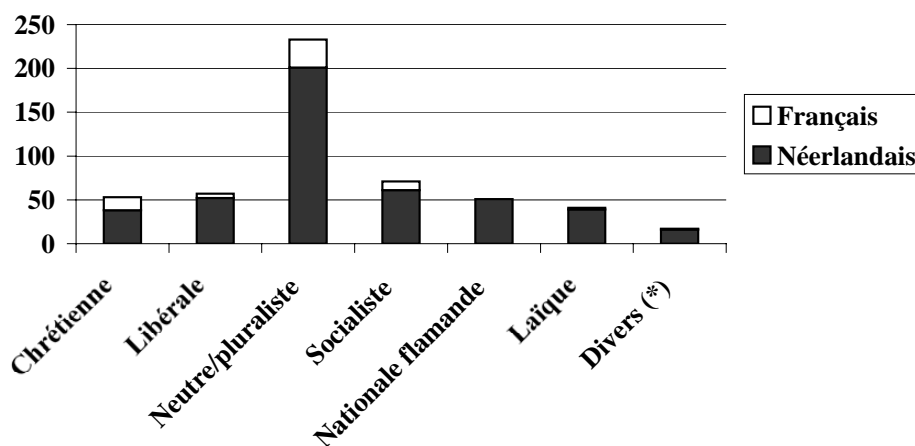


Il est bien entendu également possible d'étudier, dans chacune de ces catégories, comment s'établissent les rapports entre les diverses tendances. Le plaignant détermine la tendance à laquelle il appartient. Les tableaux sont basés sur ces données. Après analyse du rapport annuel de 1990, il nous a été demandé d'établir un aperçu des tendances des autorités incriminées. Cette enquête a eu lieu au cours de l'année 1991; toutefois, la diversité des tendances est tellement importante que la lecture de ces données ne permet pas d'en dégager une conclusion. Il est cependant apparu que la tendance du plaignant n'est, pour ainsi dire, jamais celle de la partie incriminée.

a) Nombre de plaintes d'après la tendance des utilisateurs

Tableau VI bis - Nombre de plaintes d'après la tendance des utilisateurs
Période du 01.01.1975 au 31.12.2005

Tendance	Néerlandais		Français		Total	
		%		%		%
Chrétienne	38	8,30%	15	23,08%	53	10,13%
Libérale	52	11,35%	5	7,69%	57	10,90%
Neutre/pluraliste	201	43,89%	32	49,23%	233	44,55%
Socialiste	61	13,32%	10	15,38%	71	13,58%
Nationale flamande	51	11,14%	0	0,00%	51	9,75%
Laïque	39	8,52%	2	3,08%	41	7,84%
Divers (*)	16	3,49%	1	1,54%	17	3,25%
Total	458	100%	65	100%	523	100%



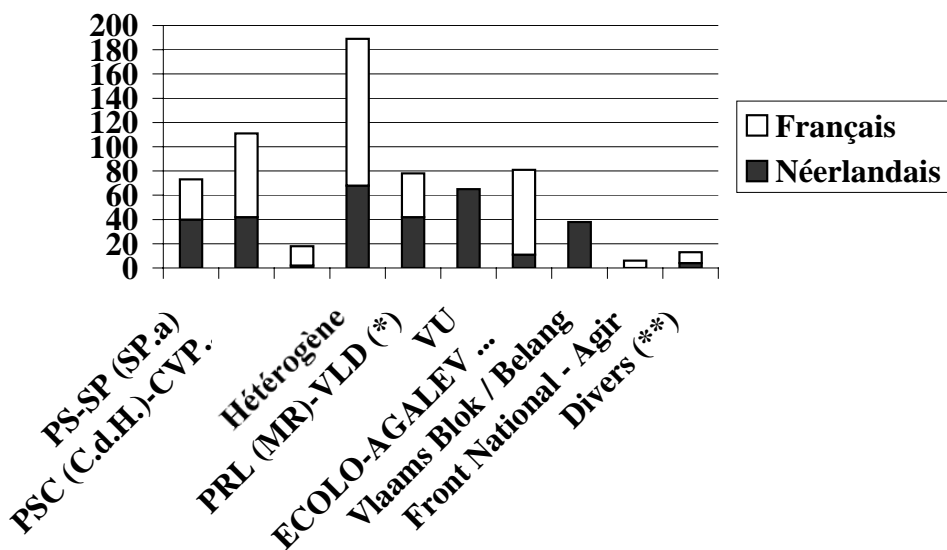
(*) La catégorie "Divers" comprend actuellement 6 dossiers émanant de la tendance marxiste et 11 dossiers de diverses associations de défense de l'environnement.

En 1997, une plainte germanophone a été introduite par une association pluraliste.

b) Nombre de plaintes d'après la tendance des groupes politiques

Tableau VI ter - Nombre de plaintes d'après la tendance des groupes politiques
Période du 01.01.1975 au 31.12.2005

Tendance	Néerlandais		Français		Total	
		%		%		%
PS-SP (SP.a)	40	12,82%	33	9,17%	73	10,86%
PSC (C.d.H.)-CVP (CD&V)	42	13,46%	69	19,17%	111	16,52%
FDF	2	0,64%	16	4,44%	18	2,68%
Hétérogène	68	21,79%	121	33,61%	189	28,13%
PRL (MR)-VLD (*)	42	13,46%	36	10,00%	78	11,61%
VU	65	20,83%	0	0,00%	65	9,67%
ECOLO-AGALEV (Groen!)	11	3,53%	70	19,44%	81	12,05%
Vlaams Blok / Belang	38	12,18%	0	0,00%	38	5,65%
Front National - Agir	0	0,00%	6	1,67%	6	0,89%
Divers (**)	4	1,28%	9	2,50%	13	1,93%
Total	312	100%	360	100%	672	100%



(*) 1 plainte néerlandophone a été déposée par le PRL.

(**) Parmi les "Divers" figurent le P.C./K.P. (6 plaintes), le R.W. (2 plaintes), l'UDRT/RAD (4 plaintes).

B. ANALYSE DES AVIS ET DES CONCILIATIONS

L'analyse des avis et des conciliations fait l'objet des rubriques suivantes :

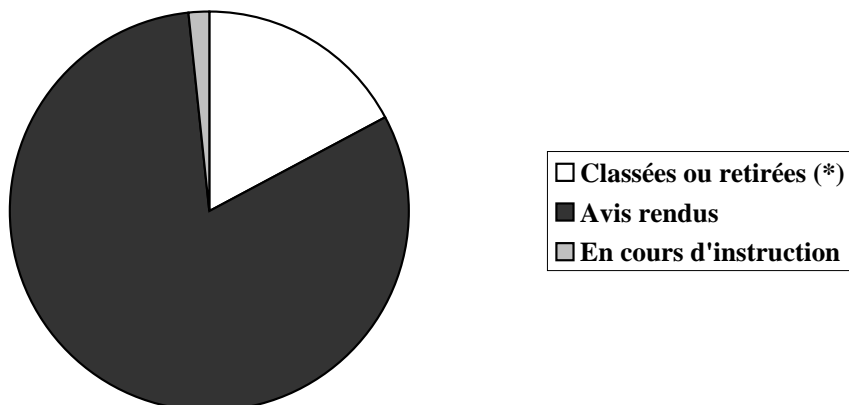
- 1) Etat de la question
- 2) Classification des décisions
 - a) Plaintes déclarées recevables et irrecevables
 - b) Répartition, selon la décision, des plaintes déclarées recevables
- 3) Analyse des décisions
 - a) En cas d'irrecevabilité de la plainte
 - b) En cas de recevabilité de la plainte
- 4) Analyse des votes

1. Etat de la question

La répartition des décisions, telle qu'elle apparaît dans le tableau VII, traduit la situation au 31 décembre 2005 des plaintes déposées à cette date, traitées ou non. Une donnée intéressante concerne le nombre d'avis rendus au fil des ans (voir tableau VII bis). Les conciliations et décisions de 2005 sont reprises dans les tableaux VIII et IX.

**Tableau VII - Etat des plaintes déposées
Situation au 31.12.2005**

Plaintes	Néerlandais		Français		Allemand		Total	
		%		%		%		%
Classées ou retirées (*)	154	20,00%	50	11,76%	1	14,29%	205	17,05%
Avis rendus	598	77,66%	370	87,06%	6	85,71%	974	81,03%
En cours d'instruction	18	2,34%	5	1,18%	0	0,00%	23	1,91%
Total	770	100%	425	100%	7	100%	1202	100%

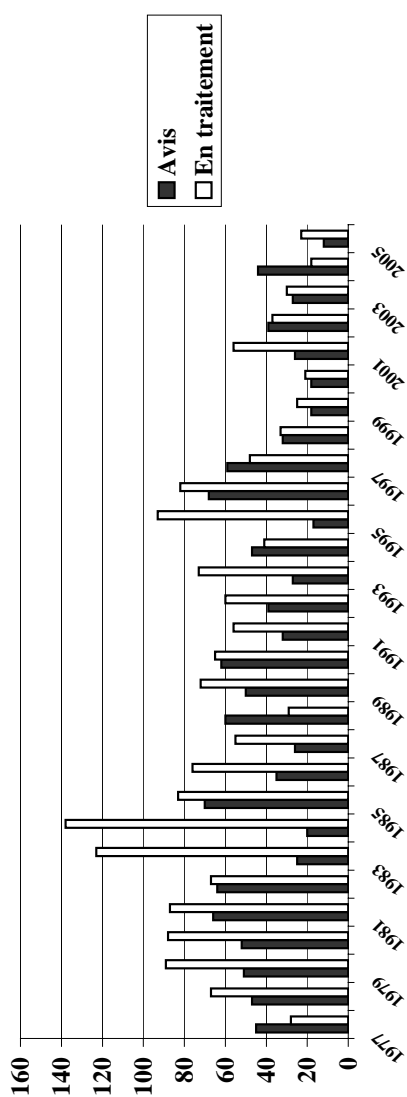


(*) Certaines plaintes sont retirées après qu'une conciliation, non enregistrée comme telle, a été réalisée par l'intermédiaire de la Commission.

Tableau VII bis - Nombre de dossiers traités/dossiers en traitement

	Néerlandais	Français	Allemand	Total	En traitement
1977	29	16		45	28
1978	34	13		47	67
1979	41	10		51	89
1980	33	19		52	88
1981	46	20		66	87
1982	55	7	2	64	67
1983	20	5		25	123
1984	13	7		20	138
1985	39	30	1	70	83
1986	21	14		35	76
1987	21	5		26	55
1988	33	27		60	29
1989	27	23		50	72
1990	30	31	1	62	65
1991	22	10		32	56
1992	25	14		39	60
1993	21	4	2	27	73
1994	27	20		47	41
1995	8	9		17	93
1996	30	38		68	82
1997	30	29		59	48
1998	19	12	1	32	33
1999	12	6		18	25
2000	10	8		18	21
2001	21	5		26	56
2002	16	23		39	37
2003	17	10		27	30
2004	36	8		44	19
2005	9	3		12	23

Nombre de dossiers traités/dossiers en traitement



2. Classification des décisions

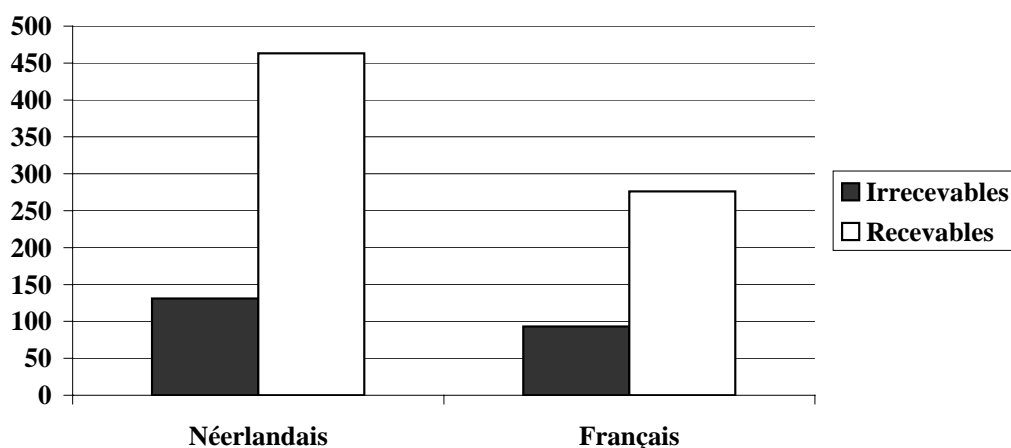
a) Plaintes déclarées recevables et irrecevables

Tableau VIII - Plaintes déclarées recevables et irrecevables

A. Période du 01.01.2005 au 31.12.2005

B. Période du 01.01.1975 au 31.12.2005 (*) ()**

Décisions	Néerlandais			Français			Total		
	A	B	B%	A	B	B%	A	B	B%
Irrecevables	0	131	22,05%	0	93	25,20%	0	224	23,26%
Recevables	7	463	77,95%	3	276	74,80%	10	739	76,74%
Total	7	594	100%	3	369	100%	10	963	100%

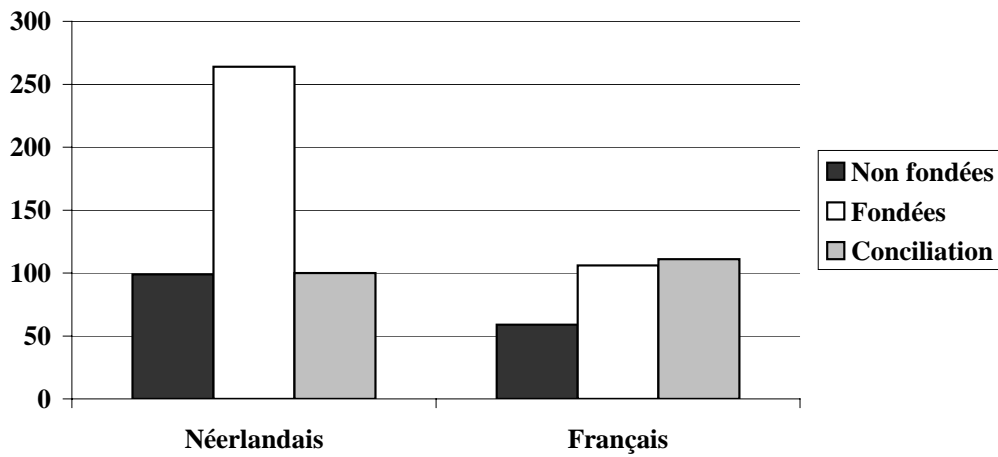


(*) Deux plaintes germanophones ont été déclarées recevables et fondées, l'une en 1982, l'autre en 1985. En 1990, une plainte germanophone, déclarée recevable, a abouti à une conciliation. En 1993, deux plaintes germanophones ont été examinées. Elles ont été déclarées recevables, l'une étant fondée, l'autre non fondée. En 1998, une plainte germanophone a été déclarée recevable et fondée.

(**) Contrairement au tableau VII bis, le tableau VIII n'inclut pas les plaintes retirées. En 2005, deux plaintes néerlandophones ont été retirées, si bien que le nombre total de retraits s'établit à 204 : 153 néerlandophones, 50 francophones et 1 germanophone.

b) Répartition, selon la décision, des plaintes déclarées recevables**Tableau IX - Les plaintes déclarées recevables****A. Période du 01.01.2005 au 31.12.2005****B. Période du 01.01.1975 au 31.12.2005**

Plaintes recevables	Néerlandais			Français			Total		
	A	B	B%	A	B	B%	A	B	B%
Non fondées	0	99	21,38%	1	59	21,38%	1	158	21,38%
Fondées	5	264	57,02%	2	106	38,41%	7	370	50,07%
Conciliation	2	100	21,60%	0	111	40,22%	2	211	28,55%
Total	7	463	100%	3	276	100%	10	739	100%



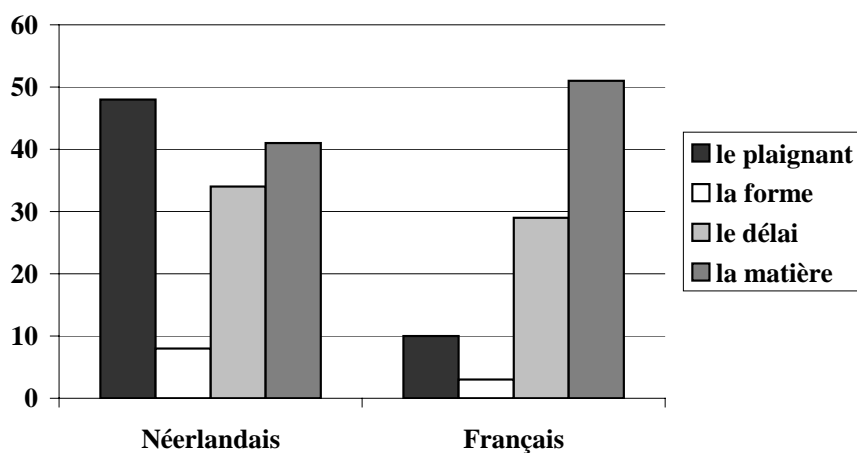
Deux plaintes germanophones ont été déclarées recevables et fondées, l'une en 1982, l'autre en 1985.

En 1990, une plainte germanophone s'est clôturée par une conciliation. En 1993, une plainte germanophone a été déclarée fondée, tandis qu'une autre a été déclarée non fondée. En 1998, une plainte germanophone a été déclarée fondée.

3. Analyse des décisionsa) Irrecevabilité de la plainte

Tableau X - Plaintes irrecevables
Période du 01.01.1975 au 31.12.2005

Irrecevables selon	Néerlandais	Français	Total
le plaignant	48	10	58
la forme	8	3	11
le délai	34	29	63
la matière	41	51	92
Total	131	93	224

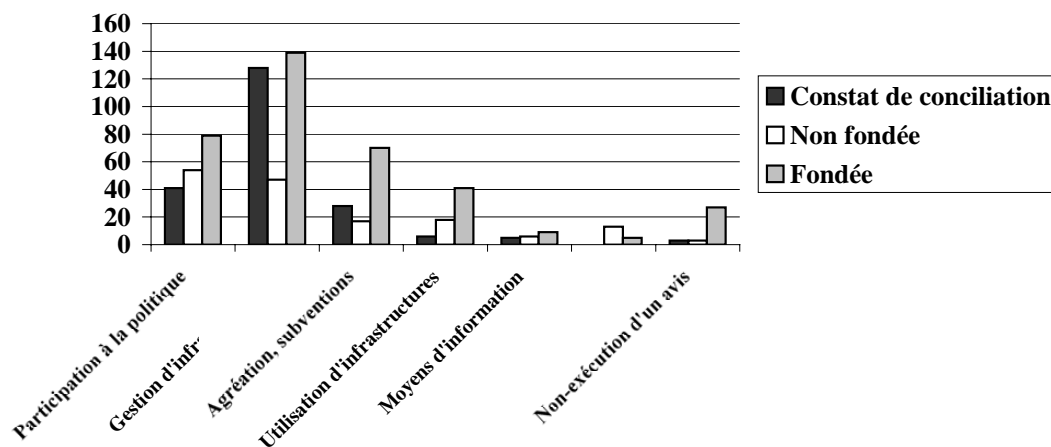


Sur les 58 dossiers déclarés irrecevables quant au plaignant, 25 l'ont été sur la base de l'article 21 de la loi du Pacte culturel, lequel dispose notamment que le plaignant doit faire preuve d'intérêt. Pour les 33 autres plaintes, l'avis a été rendu sur la base de l'article 3, §1^{er}, de la loi du Pacte culturel stipulant que les utilisateurs et les tendances idéologiques et philosophiques qui invoquent la loi du Pacte culturel doivent accepter et respecter les règles de la démocratie.

b) Recevabilité de la plainte**Tableau XI - Ventilation des décisions selon l'objet de la plainte et la langue - Période du 01.01.1975 au 31.12.2005**

Objet	Constat de conciliation			Non fondée			Fondée		
	NL	FR	Total	NL	FR	Total	NL	FR	Total
Participation à l'élaboration de la politique culturelle et aux conseils consultatifs	34	7	41	52	2	54	76	3	79
Gestion d'infrastructures et d'institutions	40	88	128	21	26	47	65	74	139
Agréation et/ou octroi de subventions	17	11	28	10	7	17	56	14	70
Utilisation et/ou exploitation d'infrastructures	6	0	6	11	7	18	34	7	41
Moyens d'information	1	4	5	2	4	6	3	6	9
Personnel	0	0	0	2	11	13	5	0	5
Non-exécution d'un avis, recommandation ou conciliation	2	1	3	1	2	3	25	2	27
Total	100	111	211	99	59	158	264	106	370

**Ventilation des décisions selon
l'objet de la plainte et la langue
Période du 01.01.1975 au 31.12.2005**



4. Analyse des votes

En 2005, la Commission nationale permanente du Pacte culturel a traité 12 dossiers, dont 2 ont abouti à une conciliation.

Il est intéressant de noter que depuis 1989, un affinement a été apporté dans les conclusions émises par la Commission du Pacte culturel pour les plaintes déclarées fondées. Quand il est observé que les autorités incriminées ont adopté les mesures nécessaires pour pallier le problème contesté mais que la partie plaignante n'accepte pas de conciliation, la Commission rend un avis déclarant la plainte recevable et fondée, tout en constatant que la plainte a entre-temps perdu son objet. Pareil cas ne s'est pas présenté en 2005.

Jusqu'en 1997, le rapport annuel donnait un aperçu des votes émis par la Commission du Pacte culturel au sujet des différents dossiers. Une distinction était opérée entre une approbation à l'unanimité, à la majorité et à la quasi-unanimité. Le but était d'indiquer les matières pour lesquelles la Commission n'obtenait pas l'unanimité des voix. Après un certain temps, il est apparu que cette répartition était dénuée de sens. L'on peut toutefois remarquer que jusqu'à ce jour, 80 % des décisions ont été prises à l'unanimité.

Annexe A**COMPOSITION****COMMISSION NATIONALE PERMANENTE DU PACTE CULTUREL**

Fin 2005, la Commission nationale permanente du Pacte culturel était composée comme suit:

Membres effectifs néerlandophones

- M.-L. DECKERS, Molenstraat 58 – 9130 Kieldrecht (CD&V)
M. VAN DER ELST, Drossaard Van Ophemlaan 13 – 1930 Zaventem (CD&V)
A. VRANCKEN, Kasteelstraat 16 – 3071 Kortenberg (CD&V)
G. VAN HOOFTSTADT, Berrekesstraat 5 – 3053 Haasrode (CD&V)
I. VRANCKEN, Gierkenstraat 3 – 3511 Kuringen (VLD)
O. DE WANDEL, Kersenstraat 8 – 9600 Ronse (VLD)
E. VANDENBOSSCHE, Serge Ecksteinlaan 6 – 1731 Zellik (VLD)
W. VAN OSSELAER, Leerhoeklaan 3 – 2180 Ekeren (VB)
J. VANSLAMBROUCK, Tulpenlaan 38 – 2240 Massenhoven (VB)
H. WAEGE, Kazernestraat 80 – 1000 Brussel (SP.A)
V. CLAES, Boudewijnstraat 26 – 2018 Antwerpen (SP.A)
H. VAN GORP, Maleizenstraat 76 – 3020 Herent (Groen!)
H. VAN DE VIJVERE, Brusselsestraat 290 bus 8 – 3000 Leuven (Indép.)

Membres suppléants néerlandophones

- E. BUELENS, Ridderstraat 56 bus 1 – 3000 Leuven (CD&V)
J. BOULOGNE, Leopold Béosierlaan 21 – 3010 Kessel-Lo (CD&V)
Ch. STIVIGNY, Rood-Kruisstraat 6b – 3890 Gingelom (CD&V)
P. WARSON, Bodemstraat 9 – 3600 Genk (CD&V)
G. PELOSIE, Koningslosteenweg 108 – 1800 Vilvoorde (VLD)
P. DE VISSCHER, Leeuwerikweg 35 – 3140 Keerbergen (VLD)
H. MEERT, Lorkenlaan 17 – 1820 Steenokkerzeel (VLD)
R. LIEVENS, Merestraat 42 – 9420 Erpe-Mere
M. VAN WINKEL, Nikolaas Gombertstraat 14 – 8000 Brugge (VB)
T. SIERENS, Marathonstraat 24 – 9000 Gent (SP.A)
N. (SP.A)
N. (Groen!)
E. MAES, Vaartdijk 10 – 2800 Mechelen (Indép.)

Membres effectifs francophones

- F. CULOT, Rue de la Buyère 124 – 4100 Seraing (MR)
A. OLIKIER, Place de Bronckart 21 – 4000 Liège (MR)
F. PALMANS, Avenue des Neuf Provinces, 5 bte 2C – 1083 Ganshoren (MR)
Ph. LEGRAIN, Avenue Jules Henin 28/ét. 1 – 6000 Charleroi (MR)
R. COULON, Avenue des Fougères 19 – 1301 Bierges (MR)
J. LEPRINCE, Place de Luttre 4 – 6230 Pont-à-Celles (PS)
D. PELLETTI, Rue du Quinconce 10 – 7110 Houdeng-Aimeries (PS)
S. VANOMMESLAEGHE, Rue Ducale 7-9 – 1000 Bruxelles (PS)
J.-P. DELFOSSE, Clos de Hesbaye 54 – 4300 Waremme (PS)
Ph. LESNE, Rue des Florales 89 bte 183 – 1200 Bruxelles (Ecolo)
M. HORDIES, Rue du Moulin à Vent 23 – 1460 Ittre (Ecolo)
J. BURLET, Rue de la Résistance 182 – 4351 Remicourt (CDH)
M. DAGNEAU, Rue Emile Vandevandel 39 – 1470 Genappe (CDH)

Membres suppléants francophones

- E. POPPE, Avenue Jupiter 91a bte 7 – 1190 Bruxelles (MR)
M.-Chr. VERMER, Rue en Rhée 49 – 5500 Dinant (MR)
E. PEPIN, Rue du Beffroy 36/41 – 6000 Charleroi (MR)
J.-M. LIENARD, Boulevard de l'Hôpital 17 – 7800 Ath (MR)
N. SONVILLE, Plaine de la Sartre 24B/03 – 4500 Huy (MR)
B. CADRANEL, Avenue Molière 517, 1050 Ixelles (PS)
G. DOUTRELEPONT, Rue Jean Paquot 36 – 1050 Bruxelles (PS)
N. (PS)
J. CHARLIER, Avenue de l'Observatoire 215/23 – 4000 Liège (PS)
L. MONNIEZ, Rue Arbre Ste. Barbe 27 – 4500 Tihange (Ecolo)
N. (Ecolo)
I. VAN STEEN, Rue Forgeron 64 – 7100 La Louvière (CDH)
J. DELFOSSE, Avenue Paul Vanden Thoren 15 – 1160 Bruxelles (CDH)

Membres effectifs germanophones

I. PAULUS, Alter Malmedyer Weg 44 – 4700 Eupen (CSP)

L. ARENDT, Hauptstraße 122 – 4760 Manderfeld (Büllingen) (PFF)

Membres suppléants germanophones

W. LASCHET, Völkersberg 18 – 4728 Kelmis (CSP)

N. TREINEN, Scheidweg 9 – 4700 Eupen (PFF)

Membres à voix consultative germanophones

J.-L. VELZ, Krinkelt 11 – 4760 Büllingen (SP)

R. ARIMONT, Feldstraße 16 – 4710 Herbesthal (PDB)

N. HALMES, Pavéestraße 1 – 4700 Eupen (Grünen)

Composition du bureau de la Commission nationale permanente du Pacte culturel

Le 22 septembre 2003, l'assemblée plénière de la Commission nationale permanente du Pacte culturel a désigné les membres du bureau à l'unanimité des voix:

Présidents:	O. De Wandel et Ph. Lesne
Premiers vice-présidents	M.-L. Deckers et A. Olikier
Deuxièmes vice-présidents:	J. Vanslambrouck (remplacé par W. Van Osselaer) et J.-P. Delfosse
Troisièmes vice-présidents:	H. Waege et J. Burlet
Quatrièmes vice-présidents:	H. Van Gorp et A. Jonckheere (remplacée par M. Hordies)
Cinquième vice-président:	H. Van de Vijvere
Sixième vice-président:	I. Vrancken

Pour la Communauté germanophone, les deux membres effectifs ont été désignés membres du bureau, à savoir I. Paulus et L. Arendt.

Conformément à l'article 12 de l'arrêté royal du 16 novembre 1976, les membres à voix consultative suivants ont pu participer aux séances du bureau: J.-L. Velz, R. Arimont et N. Halmes.

Annexe B**CUMULATIEF REGISTER VAN DE UITSPRAKEN****REGISTRE CUMULATIF DES DECISIONS****(1976 - 2005)****PERSONEN****PERSONNES**

ABBELOOS	828
ADDIERS	333
ADRIAENSEN	083
ADRIAENSSENS	021 - 099 - 752
AELBRECHT	173
AGNEESSENS	494
ALBERT	964 - 984
AJANOHUN A-D	613
ANDRE	461
ANNEMANS G	599
ANTHEUNIS	338
ANTOINE	421
ANTOINE D.J.	538
ANTOONS	638
ARCKENS	395
A.R.G. (fracties-groupes)	616
ASSELMAN	109
AUSLOOS	949
AUSSEMS	507
BACQUELAINE	423
BAECKELANDT	183
BAERT	046 - 047 - 048
BAES	087
BAETEN	034
BAL	526
BALLIEUR	032
BAS	263
BASECQ	023

BASTAERTS	711
BASTIEN	170
BATON E	594b
BAUER	698b
BAYENS	347
BECKER	896 - 900 - 932
BECKERS	627
BECQ	086
BEEKEN	835
BEELAERT	238
BEERENS	297
BEERTS	691
BEGUIN	293
BEKAERT	183
BEKE	255 - 265 - 663 - 696 - 712 - 726 - 727 - 728 - 734 - 747 - 761a - 761b - 904 - 1079 - 1080
BELGRADO	084
BELIS	065
BELLEFONTAINE	033
BELLEMANS	113
BELLENS	519
BERCKX	216 - 268 - 836 - 842 - 880 - 905 - 915
BEREMANS	158
BERTRAND	154 - 168
BETHUNE	183 - 865
BEYEN	112 - 147
BEYSEN	119
BIEFNOT	542
BIENAIME	454
BIJNENS J	996
BIJNENS R	610
BILLEN	333
BILLIET	183
BLADT	714
BLOMME	343
BLONDEEL	183
BODEUX	853
BOEY	559 - 704 - 710
BOGAERT	087
BOGAERTS	065 - 082

BOHEZ	230
BONDROIT	068 - 100
BONHEURE	512
BONHOMME	650
BORGHYS	021
BORRINI	955
BOSMAN	755 - 863
BOSMANS H	669
BOSMANS R	669
BOUCKAERT	1065
BOULET A	757
BOULY	1019
BOURBON	171
BOURGYS	511
BRADT	1065
BRAL	1038
BRASSEUR	019
BRION	062
BRISCO	202
BRISSART	028
BROENS	467
BROECKAERT	882
BROEKMANS	887
BRONCKART	577
BROSQUESOY	895
BRUSSEEL	940
BRUYR	848
BUCHMANN	110 - 135
BUELENS	1086
BUGGENHOUT G	860
BULCKAERT	534 - 539 - 664
BULTEREYS	894 - 903
BULTOT	242
BURLET	684
BUYSSCHAERT	785 - 786
BUYSSSE	154
CADI	1022
CAES	645
CAETHOVEN	138
CALLENS	183

CAMBIER	461
CARLIER	172 - 178 - 223
CARPENTIER	1012
CARRETTE	477
CARTUYNELS	219
CATRY	248
CAUDRON	407
CAULIER	461
CAUWENBERGHS F	611
CELINE	867 - 878
CEULEMANS	102
CEUX	797 - 798 - 799 - 800
CHABERT	084
CHAMPLUVIER	452
CHARELS	832
CHLEIDER	830
CHEVALIER	209
CHRISTIAENS en cs	683
CHRISTIAENS P	912 - 920
CHEYSENS	142
CLAES J	183 - 568 - 574
CLAESSENS	150
CLAEYS J.	183
CLAEYS V.	262
CLAUWAERT P	586
CLERFAYT	064 - 074 - 116 - 541
CLEYNHENS	084
CLIJSTERS	685
CLOOSEN	113
CLUYDTS	021
COCKX	008
COCQUERAUX	308
COEL R	608
COENE	149
COENEN	845 - 888a - 888b - 890 - 927 - 945b
COKAIKO	409
COLAERT	1068 - 1069 - 1100
COLET	028
COLETTE	021
COLLAER	080

COLLARD O	568 - 574 - 857
COLMAN	1043
COLIJN	528 - 596
COLONVAL R	614 - 751 - 754
COLSON	722
CONOOY	168
CONSEILLERS COMMUNAUX PS-PRL-PECA	924
CON'TRYN	024
COOLEN	569 - 580
COOLS	034
COOREMAN	921
COORMANS	125 - 130
COOYMANS	756
CORNELIS	024 - 086 - 248
CORNELISSEN	524
COSSEMENT	049 - 052 - 073
COULONVAUX	475 - 487
COPPENS	816
COUPEZ	180
COURTOIS	023
COUTIEZ	171
COX	359
CRAPS	393
CRAVATTE R	623
CROES	216
CROLS	192
CROONENBERGHS	299
CUYVERS	1037
DAEMS	222
DALCQ	857
DAMS	125 - 130
DAMSEAUX	016
DANIELS	981 - 985 - 986 - 993 - 1000 - 1074 - 1091
DANS	458
DANSART	1033
DARAS	877
DARGENT	513
DATH	461
DAUNE	642
DEBAAR	402

DE BACKER	017
DE BACKER-VAN OCKEN	014
DEBAERE	151
DE BAERE	142
DE BAERE A	561
DE BAERE F	624
DEBAUCHE	1073 - 1092
DE BECKER	439
DEBEIL	151
DE BELDER	130
DE BEUL	553
DE BIEVE	242
DE BLEECKER - INGELAERE	764
DE BLENDE	343
DE BLESSER	078
DE BOECK	1042
DE BOIS	064 - 074 - 116
DEBRABANDERE	183
DE BRABANTER	287
DE BROUWER	246
DE BROYER J	608 - 729
DEBRULLE	068
DE BRUYN	045 - 127
DE BRUYNE	217
DECAESTECKER	266
DE CALUWE	102
DE CAUTER	1077
DE CRAENE J	732
DECKERS N	620
DE CLERCQ L.	557
DE CLERCQ M.J.	299
DE CLERCQ S.	021 - 083 - 099 - 244 - 625
DECLOEDT	1076
DE COCK	050 - 051
DE CONINCK	199 - 640a - 640b
DE COSTER	737a - 737b
DE CORTE	155
DE CREMER	127
DECROCK	311
DE CROO	034

DE CUYPER	103 - 104 - 105 - 106 - 205 - 206 - 207 - 208 - 245 - 271 - 279
DE DECKER A	676 - 677
DE DEKEN	118
DE DEYNE	222
DE DONCKER	054 - 218
DE FAVER	1086
DEGALLAIX	461
DE GEEST	805
DE GENRET	183
DE GLAS	1102
DE GROODT	243
DE GRYSE	183 - 933
DEHAN	284
DEHAN de NERCIAT	544
DEHAYBE	019 - 028 - 030
DEHON	242
DE HON	120
DEHOUSSE	030
DEJAEGHERE	334
DE JONGHE	276 - 277 - 310 - 348 - 763 - 765 - 802
DE KEYN J.P.	522 a - 522b - 522c - 618
DE KERPEL C.	592a - 592b - 592c - 592d - 592e - 592f - 592g - 592h - 716a - 716b
DE KEULENAER	648 - 834
DE KEYSER	080 - 302
DE KINDER	420
DE KOSTER W	603 - 631
DE LAERE	567
DELANGHE	569 - 571 - 580
DELANGHE	451 - 571a
DE LAT	091
DELBART	461
DELCROIX	242
DE LEEBEEK	192
DELIEU	884
DE LOOF H	585
DE LOORE	567
DE MAGHT-AELBRECHT	1039
DEMACQ	016 - 030

DEMARETS	019
DEMEY	762
DE MEYER	018
DEMEULENAERE	846
DEMIL	261
DE MOOR	570 - 573 - 1095
DEMOTTE	826
DEMOULIN – LOUIS	909
DE MUNTER	215
DE NEVE	109
DENIL	970
DENYS	164 - 233 - 254 - 436
DENYS D	1046
DE PAUW	103 - 104 - 105 - 106 - 205 - 206 - 207 - 208 - 245 - 271
DEPOUREZ	092
DEPRE	152
DEPRETER	937
DEPREZ	102 - 382
DEPRINS	192
DE RAMMELAERE	183
DEROO	046 - 047 - 048
DE ROUCK	013
DERYCK	028 - 029 - 040
DE SAEGER	426
DESEYN	1043
DESCAMPS	454
DESCAMPS	1042
DESIRANT	032
DESMEDT	024 - 086 - 627
DE SMET	020 - 159 - 1071
DE SMET-DE PRINS	083
DESMEDT L.	627
DESMOUC	151
DESPRIET	046 - 047 - 048
DESTRAIT	174
DETHIER A.M.	026
DETHIER F	564 - 579 - 583
DETIENNE	377
DE TOLLENAERE	056 - 148
DETRY	031

DEVAUX	173 - 174
DE VILDER	261
DEVILLE	556
DE VLEESSCHOUWER	021 - 083
DE VOGEL	113
DE VOGELEER	091 - 092
DEVOOGHT	1086
DE VOS	262
DE VREESE	027 - 093 - 183
DEVRIENDT	555
DE VUYSERE	241
DEVUYST	525
DE WILDE	261
DE WINGHE	188 - 869 - 872 - 919
DE WINGHE R	991
DE WINTER	643
DE WISPELAERE	022
DE WIT	1077
DE WITTE	183 - 191
DE WOLF	091
DEWOLFS	1078
DE ZITTER R.	508 - 520
DE ZITTER W.	129
D'HAENE	1084 - 1093
D'HAESE R	871
D'HOLLANDER	965
DIANA	069
DIELS	033
DIERCKX	723
DILLEN	760a - 780
D'INVERNO	221 - 223 - 225 - 809
DIRCKX	211
DISSY	421
DOM	317
DONNER	178
DOUMONT	874
DOYE	461
DRICOT J	699
DRION D	769 - 801
DUBOIS Chr	693

DUBOIS F.	881
DUBOIS G.	376
DUBOIS J.	068
DUBREUCQ PH.	597
DUBUCQ	777 - 803
DUCARME	454
DUFRASNES	461
DULAC	461
DUMALIN	461
DU MONCEAU	017
DURIAU	1004
EECKHAUT	094 - 164
ELSEN	319
ENGELÉN	938 - 952
ENGLEBERT J.	600 - 675
ERICKX I.	604
ERNST	1025
ERPELS	274
EULAERTS	087
EYKENS	715
FABEY	238
FASTRE	458
FAUCQ	230
FEAUX	017
FEFKENNE	409
FELLER	072
FERDINAND K.	621
FEYT	356
FLAMERT	178
FRANZ Joseph	873
FREDERICKX	850
FRET L.	563
GALAND	378
GALANT	173
GANSEMAN	978
GARSOU	1025
GAST	566
GEENTJES	222
GEBRETS	262
GEERINCK	055

GEEROLFS	183
GEEROMS	1063a - 1063b
GELAY	870
GELINE	867
GEMMEKE	009
GEORGE	575 - 582 - 615
GERMONPREZ G.	617
GERRES	391
GERRITS	332
GEURTS	183
GEVAERT	1027
GEYVAERTS	082
GHIJSELINCK A.	586
GHIJSELINCK	262
GHISLAIN	026 - 389
GHISTELINCK	1071
GHYOOT	169
GIGNEZ	179
GILISSEN	195 - 314
GIKINET	827
GOBLET D'AVIELLA	017
GODDYN	159
GOEMAERE	1075 - 1076
GOL	674
GORTS	892
GOOSSENS	451
GOSSIAUX	026
GOVAERT	1086
GOUTIER	314 - 466
GOYVAERT	114
GOVERS	861
GRAFE	053 - 167 - 388 - 906
GRAUWELS	866
GROSJEAN	424 - 554
GUILBERT	254
HAEGEMAN	335
HALMES und cs	916
HAMAL	844
HANARD	458
HANIN	025

HANNES	657 - 671 - 713 - 759a - 759b
HANOT	1022
HANSSEN E.	576
HANSSENS-GOOSSENS	015
HASQUIN	692
HAUSTRATE	213
HAUTTEMAN	183
HAYDON	821 - 822
HEINE	221 - 223 - 225
HEMELHOFF	031 - 032
HENAU	103 - 104 - 105 - 106 - 205 - 206 - 208 - 245 - 271
HENDRICK	257 - 269
HENDRICKX	229
HENKENS	361
HENNEUX	171
HENRION	569 - 571 - 580 - 849
HENROTIN	454
HERMANS	286
HERMANUS	215
HERNE	179
HERZET	025
HEUNDERS	314
HEYLEN	125 - 655
HEYLSTRAETEN	110 - 135
HEYVAERT	234 - 913
HIMPE	065
HOLVOET	226
HOORELBEKE	151
HOORNAERT	794
HORDIES M	766
HOTYAT	569 - 571 - 580
HOUGARDY	064 - 074 - 116
HOULLEZ	908
HOUSIAUX	215
HOUTMANS P	678- 679 - 686
HUBAUX	030
HUON	171
HURTS	910
HUYGENS	215
HUYGHE	021

HUYTEBROECK E	680
IDE	847
JACOBS	128
JACOBS S.	630
JACQUES	144 - 227 - 312 - 350
JAMERS	551
JANDRAIN	859
JANNSEN	286
JANSSEN	126
JANSSENS	093 - 199 - 259 - 406 - 701
JANVIER	577
JASPERS H	570
JASPERS J.	918
JENSEN J-P	950
JEUNEHOMME	017
JEURISSEN	639 - 859
JOACHIM J	697
JONCRET	815
JONGBLOET	050 - 051
JORISSEN	1061a - 1061b
KALEK	1005 - 1006 - 1009 - 1010
KAJDANSKI	179
KALLINOWSKY	550
KEMPENAERS	080
KENDA	186
KERREMANS	110 - 135 - 264
KEYMOLEN	969
KINET B	695
KNEGTEL	211
KNOOPS	030 - 250
KOEKEN	024
KRONACKER	110 - 135
LADURON	911
LAHAUT	812
LACHAERT	120
LAGASSE	278 - 362 - 540
LALLEMAND	387
LAMBERT	097
LAMBERT	670
LAMBERT	970

LAMBOTTE	879a - 879b
LAMBRECHT D e.a.	943
LAMBRECHTS	389
LAMEIRE R	585
LAMPAERT	183 - 946a - 946b
LAMS	103 - 104 - 105 - 106 - 205 - 206 - 207 - 208 - 245 - 271
LANGENDRIES	028 - 041
LANOY	025
LAPRASSE - PARMENTIER	168
LAUREYS D	928
LEBEAU	409
LEBRUN	527
LEDOUX	183
LEENKNECHT	1046
LEENS	694
LEJEUNE	549
LEJON H	386 - 625
LEMANS W	625
LEMAIRE	778 - 898
LEMEY	183 - 191
LEONARD	049 - 052 - 073
LEROUX H	607
LEROY	129
LERUT	983
LESAGE	102
LETESSON	409
LEYS St.	889
L'HERMITTE	425
LIBERT	238 - 829
LIBERT E	689
LIBOTTON A	598a - 598b
LIGOT	376
LINDEMANS	320
LINSSENS	021
LOCUFIER	771
LOOS	999 - 1001
LOOSE	272
LOREFICE	743
LORENT	028
LOREZ	192

LORSIGNOL	651 - 859
LOWYCK	1086
LUYCKX	267
MACHELEIN	311
MADELEIN	514
MADOC	1072 - 1085
MAEREVOET	078
MAERTENS	324
MAES	066 - 078 - 338
MAES H	1040
MAHY	994 - 995
MAILLIARD M	931
MAJOR	379
MAL	072
MAN	665
MANS	150
MARCHAL	023
MARECHAL	856
MARECHAL B	885
MARDULYN	134
MARGINET	717a - 717b - 781 - 782
MARICQ	291 - 775
MARIEN	193
MARIQUE	154 - 219 - 926
MARSOUL	344
MARTENS	267
MARTENS J	589
MATTHYS	428
MAVEAU	547
MAWET	779
MAZY	238
MEDARD	198 - 228 - 309
MEERS A	398
MEERT	183
MEEUS	240
MELKEBEKE	098 - 164 - 233 - 1097
MENSALT	107
MERTENS	222 - 329
MESSEMACKERS	446 - 476
MESSIAEN	019

MEULEMAN	213
MEUNIER	162 - 957 - 958 - 959 - 960 - 961 - 962 - 963
MEURS	177
MICHEL	207 - 240 - 929
MIERMANS	197
MINNE	028 - 029 - 041 - 795 - 796
MINSART	434
MINTEN	406
MOENAERT	451
MOEYAERT	258
MOINIL	453
MOISE	194
MOLDEREZ J	462 - 584a - 584e - 595a - 595b
MOLLE	499
MONNON	215
MONSAERT	153
MONTEYNE	529 - 558
MOORS	223
MOREAL	844
MOREAU	883
MOREAU DE MELEN	025
MOREELS	038 - 1066 - 1094 - 1098
MOTTET J	593
MORTELMANS	034
MOTIER-HAESAERT	044 - 047
MOUTON	575 - 582 - 579
MULLER	366
MUSEUR	461
NACHTERGAELE	837
NAERT	283
NAISY	256
NEEFS	021
NELIS	347
NEUTS	034
NIVRARD A	730
NOEL	636
NOTE	1086
NOUWEN	066 - 094 - 121
NUTTE	049 - 052 - 073
NUYTEMANS	150 - 509

NYS	045
NYS R.	588 - 615
NIJSSEN	507
OEYEN-VLOEMANS	163
OHLES J.P.	629a
OLIVIER	151
OOMS	572
OPDEBEECK A	337
OSCE J.	590
OSSEMERT	274
OSTYN	451
PANIS	1088
PARDON G	708
PARIJS	050 - 051
PARMENTIER	108
PAROTTE	016
PATEROS A.	934
PATIT	971
PAS	214
PAULET CL	681 - 682 - 687
PAULUS	064
PAUWELS R	831 - 864
PAWLAK	967
PEELAERTS	199
PEERAER J	724
PEETERS	234 - 1060a - 1060b
PERNOT	1064a - 1064b
PERSIJN	056
PESSEMIER	162
PETEN	050 - 051
PETIT	454
PETITJEAN	072 - 089 - 776 - 838 - 839 - 868 - 942
PHILIPPINI	951
PICCIN J.C	605
PICKMAN	223 - 225
PIEËTTE	998
PIERLET	017
PIERSON	773
PIETQUIN	157
PILLOY	026

PIROTTE	030 - 053
PIRSON	966
PITTILIUS	034
PLAS	001 - 066 - 094 - 121
PLETINCK	1042
PLEYIERS	180
PLOMTEUX	171 - 172 - 180
POMA	204
PONCELET	980
PONCHAUT	181
PONTEUR	940
POOT	102
POSEN M.	578
POSWICK	481
POULLAIN	854
POUPKO	296
PREAUX	1025
PREVOST	212
PRIEELS	156
PRINGELS	612
PROCES-VAN CAMP	356
RAES R.	619 - 700 - 705 - 706 - 718 - 719 - 720
RAETS B	744 - 1002
RASCHAN	016
RASKIN	018
RASSCHAERT	347
RASSENFOSSE	629
REMICHE	016 - 019
RENARD	049 - 052 - 073
RENIERS	455
RENS	1088
REYNDERS D	925
REYNDERS JP	1025
RICHARD A	568 - 574
REUL	079 - 804 - 807 - 808 - 810 - 811
RINGOOT	214 - 530
ROBBRECHT	009 - 543
ROELS	1103
ROGGEN	152
RONSE	506

RONVAL	256
ROMAIN	496
ROOSE	233
RORIFE	458
ROTHIER	1044
ROUCHET	321
ROUSSEAU	403
ROWIE L	731
RUTGEERTS	088
RUTTEN	001 - 914
RUYCKX	052 - 073
RUYHAX	181
RYCKAERT	261
SAILLEY	026
SCHAERS	192
SCHAFFRATH-MEESEN	698a
SCHAMPHELEER	1039
SCHELFHOUT	833
SCHELTENS	945a
SCHARFF	392
SCHENUS	565
SCHEPERS	454
SCHIABELLO	941
SCHILLINGS	876
SCHÖFFERS	622
SCHOLLAERT	015 - 076 - 136 - 252
SCHOLLEN F.	602
SCHOOLS	050 - 051
SCHRANS	043 - 044 - 090
SCHREURS B.	902
SCHROONS	050 - 051
SCHUERMANS M.	620
SCHUYTEN	021
SECRETIN	342 - 581 - 819
SEGERS	560 - 997
SEGERS I.	562
SEGHERS	211
SELLESLACH	298 - 327 - 349 - 488
SELS M	792
SEMPELS	302

SERVAIS	221 - 223 - 225
SERVOTTE	097 - 107
SEVENOO	006 - 774
SEYNAEVE	788 - 789 - 790 - 791
SIMENON	143
SIMON e.a.	935
SIMONS	523 - 703
SIX	354
SLEURS	1008
SMEETS	690a - 690b - 852 - 987 - 988 - 989
SOENEN	609 - 634a - 641 - 646 - 647 - 702
SOLAU	019
SOLIE	192
SOMERS	018 - 061a - 061b - 070 - 085 - 146 - 161 - 200 - 357 - 968
SOMVILLE	979
SOMVILLE M. e.a.	601a - 601b
SONDAG	721
SPINNEWYN	954
STALLAERT	097 - 107
STARCQ	554
STASSEN	554
STASSIN	673
STEEL	1059a - 1059b
STEENS	192
STEENSELS	118
STEFFENS	050 - 051
STEINS	232
STEVENS	335 - 355
STIENNON	927
STIEVENART	862
STRIJMEERSCH	015
SWALENS	097
SWERON	507 - 899 - 923 - 944
SWERTS	033
TACK	035 - 546
TAELMAN	843
TAERWE	022
TANT	142
TEMMERMAN	261
TERNOEY	1086

THIEBAUT	184
THIRY	220
THOMA	770
THONES	359
THURIAUX	176
THYS	065 - 201
TIELENS	1058
TIEVENART	178
TIMMERMAN	040
TORDOIR	357
TOTTE	338
TREBOSSEN	626
TRICARD	178
TRICOT	746
TRIQUET	784
TRUYEN	303
T'SIOBBEL	164 - 233
TURF	211
TUTENEL e.a.	533
UYTTEBROEK	344
VAEL	133
VALEMBOIS	688
VALKE	379
VALKENBORGH	175
VAN AAL	016 - 017 - 032
VAN AELST	077
VAN ASSCHE	034
VAN AUDENHOVE	164
VAN AUTGAERDEN	352
VAN AUTREVE	261 - 279
VAN BELLEGHEM R.	591
VAN BRANDT	470
VAN BROECKHOVE	545
VAN BUGGENHOUT	024 - 123 - 175
VAN CAENEGHEM	189
VAN CAUWENBERGH	080
VAN CRONENBURG	391
VANDAELE	149
VANDAMME	151 - 325
VANDEBROECK	111

VANDEN BEMPT	352
VANDEN BERGE	353
VANDENBILCKE	169
VANDEN BORRE	141
VANDEBOSCH	893
VANDENBOSSCHE	115 - 251
VAN DEN BOSSCHE F.	385 - 840 - 841
VANDENBROECK	080
VANDENBULCKE	151
VANDENBUSSCHE	144 - 237 - 548 -552
VANDENDIICK	034
VANDEN DORPE	253
VAN DEN HEUVEL	021
VAN DEN KERKHOVE	237 - 735
VAN DEN POEL - WELKENHUYSEN	668
VANDEPITTE	183 - 258
VAN DER BEKEN	164
VANDEBREMPTEN	383
VAN DER BAUWHEDE	851
VANDEBEURGHT	813
VAN DER CRUYSEN	022
VAN DER DONCK	1105
VANDE DONCKT	118
VAN DER ELST	042a - 042b - 042c
VANDEMEERSCH	1086
VAN DER POORTEN	092 - 891a - 891b
VAN DER SANDE	024 - 050 - 051
VANDESTEEN	824
VAN DER STICHELEN	248
VANDESTRICHT	335
VAN DER TAELEN	021
VAN DER VEKEN	097 - 107
VANDEWAEREN R.	628
VANDESSEL	192
VANDEVELDE	164
VAN DE VELDE	233
VAN DE WALLE G.	630
VANDEWALLE	183 - 324
VAN de WOESTEYNE P	741
VANDEZANDE	351

VAN DIEST	045
VAN DROMME	199
VAN DUFFEL	091 - 147
VAN DURME W	753
VAN DUÛREN	137
VAN DYCK	069 - 121 - 158 - 275 - 1058 - 1074 - 1083 - 1091
VAN ELEWYCK	469
VAN ELSÉN	123 - 175
VAN ESBROECK	024 - 096
VAN ESPEN	1061a - 1061b
VAN GANSBEKE	233
VAN GELDER	318
VAN GIJSEGEM	347
VAN GINDEREN R.	570
VAN GODSENHOVEN	406
VAN GREMBERGEN	063
VANHAEGENDOREN	018a - 018b - 018c - 034
VANHAEMEL e.a.	672
VAN HAUTE	982
VAN HAUTHEM J.	606
VAN HECKE	661
VAN HISSENBOVEN	228 - 309
VAN HOECKE	1067 - 1070 - 1081 - 1089a - 1089b - 1096
VAN HONACKER	052
VAN HOOF	1062
VAN HOOGENBEMT	625
VAN HOORICK P	745
VAN HULLE	261
VAN HYFTE	725 - 740 - 767 - 772
VAN IN	169
VAN KELST	199
VAN LABEKE	319
VAN LAETHEM	091
VAN LANGENDONCK	061a - 061b - 070 - 146 - 161
VAN LANTSCHOOT	056 - 183
VAN LENT	018
VANLERBERGHE G	738a - 738b
VAN LIERDE	153
VAN LOOSEN	128
VAN LOOY	082

VAN LUYCK-VAN MAELE	192
VANMAECKELBERGHE	555
VANMAELE J	617
VANMARCKE	823
VAN MELE	260
VAN MOORHEM	1086
VAN MULLEM	825
VAN NEROM	222
VAN NIEUWENBORGH	1039
VAN NIEUWENHOVE	024
VAN NIEUWENHUYZE	414 - 415 - 416 - 417 - 418
VAN OFFELEN	019
VAN OOTEGHEM	046 - 047 - 048
VAN PAEMEL E	739
VAN PASSEL	045
VAN RENGEN	1104
VAN ROE	002 - 009
VAN ROMPAEY	211 - 930 - 1062
VAN ROMPUY	045
VAN ROY	024
VAN RYCKEGHEM	027 - 040 - 1007
VAN SCHOORISSE	1106
VAN SEVEREN	183
VANSIELEGHEM	027 - 093
VANSTAPPEN	024
VAN STEENKISTE	183
VAN STICHEL	014
VAN STRYDONCK	321
VANTOMME	548
VAN TONGERLOO	163
VAN VAERENBERGH	054 - 218
VAN VOSSELE	234
VANWAGENINGEN	856
VAN WEYENBERG	783 - 814
VAN WEYNSBERGE	246 - 736 - 748
VANWILDEMEERSCH	1067 - 1070 - 1081 - 1089a - 1089b - 1096
VAN ZELE	236
VERBAANDERD	107
VERBEECK	992
VERBEKEN	183

VERBIST	045
VERBOOMEN	050 - 051
VERBRUGGEN	183
VERBUSTEL	1040
VERDIN	820 - 855
VERCAMMEN W.	587a - 587b - 587c
VERCAUTEREN	214
VERCRUYSSSE	018
VERGEALEN	086 - 248
VERHAEGEN e.a.	939a - 939b
VERHAEGHE	151 - 1086
VERHAMME	183
VERHASSELT	990
VERHELST	1072
VERHENGEN	034
VERHEYDEN	154 - 189 - 317
VERHOFSTADT	211
VERKEST	183
VERLAINE	247 - 288
VERLINDEN	561
VERMASSEN	1099
VERMEIREN	259
VERMEULEN J.	243
VERMEULEN R.	484
VERNIERS	338
VERPAELE	046 - 047 - 048
VERRETH	024
VERREYCKEN	667 - 750 - 858 - 875 - 922 - 947 - 948 - 953
VERSAEVEL M	707
VERSCHAEREN	192
VERSCHOORE	071 - 117 - 190
VERSCHRAEGEN	1090
VERSCHUEREN	024
VERSLYPE	183
VERSYCK	046 - 047 - 048
VERVAEKE	183
VERVOORT	886
VERWERFT	222
VERWIMP	125 - 130
VIELLEFONT	275

VIJVERMAN	287
VINCENT	171
VINDEVOLGEL	768
WISEUR	972 - 973 - 974 - 1021
VISSERS	045
VOLCKAERT	132
VOLLEBERGH	733
VOLLEMAERE	050 - 051
VONCK	216
VRANCKEN	975 - 976 - 977
VOS	143 - 201
VRIAMONT J.	613
WAETERLOOS	046 - 047 - 048
WALLYN	139 - 346
WALRAET	1105
WALRAVE J.	566a
WALRAVE M.	635
WARGNIES	409
WATHIER	083
WAUMAN	1038 - 1044
WAUTERS Fr.	901
WAUTHIER	242
WAYAFFE e.a.	683
WAYENBORGS	199
WECKHUYSEN	045
WESPHAEEL B	749 - 793
WEYTENS	262
WIJFFELS	1086
WILLE	056
WILLAME	897
WISEUR	461
WISSE	1068 - 1069 - 1101
WOLLEBRANTS	192
WOUTERS	034
WOUTERS	1013 - 1014 - 1015 - 1016 - 1017 - 1026 - 1082
WULLEMAN	506
XHIGNESSE	314
YANS	435
ZANDERS J.P.	758a - 758b
ZAUWEN	108

ZUWKIR

168

Annexe C

CUMULATIEF REGISTER VAN DE UITSPRAKEN
REGISTRE CUMULATIF DES DECISIONS
(1976 - 2005)
PLAATSNAMEN
COMMUNES

AALST	1039
AALTER	056 - 057 - 058 - 149 - 477 - 735
AARLEN	849
AARSCHOT	080
AARTSELAAR	065
AISEAU - PRESLES	513 - 600 - 675 - 926
ALKEN	216 - 267 - 268 - 316 - 332 - 333
ANDENNE	238
ANDERLECHT	931
ANDERLUES	1005 - 1006 - 1009 - 1010
ANS	221 - 224 - 225 - 342 - 486 - 577 - 581 - 819 - 967
ANTWERPEN	002 - 003 - 004 - 007 - 119 - 211 - 243 - 272 - 298 - 365 - 535 - 619 - 667 - 715 - 739 - 750 - 756 - 834 - 875
Berchem	621 - 889
Borgerhout	922 - 937
Deurne	619 - 780
Merksem	321
ANZEGEM	823
AS	303
ASSE	162 - 969 - 978 - 982 - 983 - 1042

ASSENEDE	246 - 736- 748
AWANS	458
BEAUFAYS	674
BEAUMONT	644
BEERNEM	547
BEERSEL	590 - 630 - 652
BEGIJNENDIJK	045
BELOEIL	461
BERINGEN	111 - 852 - 886 - 892
BERLARE	347 - 441
BEVEREN	752
BIERBEEK	352 - 381 - 393 - 432 - 930
BILZEN	398
BINCHE	688
BLANKENBERGE	103 - 104 - 105 - 106 - 206 - 207 - 208 - 245 - 271
BLEGNY	403 - 629 - 1025
BONHEIDEN	082 - 193 - 598a - 598b
BOORTMEERBEEK	192 - 199 - 456
BORGERHOUT	667
BORNEM	078
BORSBEEK	572 - 934
BOUTERSEM	768
BRAINE-L'ALLEUD	031 - 032 - 511 - 512 - 856

BRASSCHAAT	831 - 864
BRECHT	815 - 816
BREDENE	128
BREE	123 - 175 - 463 - 993 - 1000
BRUGGE	169 - 451 - 661 - 1086
BRUSSEL/BRUXELLES	108 - 229 - 257 - 259 - 269 - 278 - 296 - 362 - 382 - 388 - 439 - 455 - 469 - 525 - 540 - 606 - 657 - 664 - 671 - 676 - 678 - 679 - 680 - 681 - 682 - 686 - 687 - 692 - 694 - 700 - 703 - 705 - 706 - 711 - 713 - 714 - 718 - 719 - 720 - 758a - 758b - 759a - 759b - 778 - 779 - 797 - 798 - 799 - 800 - 885 - 897 - 902 - 925 - 933
BÜTGENBACH	916
CHARLEROI	030a - 030b - 250 - 829 - 935
CHASTRE	1073 - 1092
CHATELET	133 - 434
CHAUDFONTAINE	202 - 240 - 423 - 424 - 425
CHAUMONT-GISTOUX	794
CHEVRON	879a - 879b
CHINY	1033
COLFONTAINE	256
COURCELLES	496
COURT-ST-ETIENNE	392 - 601
DUFFEL	337
DEERLIJK	833
DENDERLEEUV	599 - 943
DENDERMONDE	055 - 122 - 407 - 420 - 426 - 442 - 473 - 828

DENTERGEM	1007
DE PINTE	213
DIEPENBEEK	607
DIEST	528 - 596 - 792
DIKSMUIDE	266 - 325 - 950 - 1075 - 1076
DILBEEK	132 - 708 - 997
DILSEN-STOKKEM	845 - 888a - 888b - 890 - 927
DUFFEL	999 - 1001
DUITSLAND (BSD)	263
ECAUSSINES	673
EDEGEM	273
EKLO	006 - 235 - 236 - 656 - 725 - 740 - 741 - 753 - 767 - 772 - 848
EGEM	865
EGHEZEE	970 - 971
ENGIS	307
Hermalle-sous-Huy	387
ERPENT	884
ERPE-MERE	091 - 274
ESNEUX	564 - 579 - 583 - 593
ESSEN	563 - 570 - 861 - 910
ESTAIMPUIS	049 - 052
ETTERBEEK	226 - 548 - 408 - 548 - 552
EUPEN	232
EVERE	689

EVERGEM	063 - 440 - 771
Ertvelde	062
FLEMALLE	867 - 878
FLERON	276 - 277 - 310 - 348 - 623 - 670
FLEURUS	683
FLOBECQ	826
FLORENVILLE	452
FONTAINE L'ÉVÊQUE	
Forchie-la-Marche	475 - 487
FOREST	
Vorst	881
FRAMERIES	242
FRASNES-LEZ-ANVAING	812
GALMAARDEN	076a - 136 - 252 - 508 - 520
GANSHOREN	308
GAVERE	585 - 586
GENAPPE	638 - 642 - 651 - 817 - 818 - 859
GENK	498 - 531 - 723
GENT	043 - 044 - 046 - 047 - 048 - 090 - 092 - 217 - 255 - 265 - 343 - 484 - 663 - 696 - 712 - 726 - 727 - 761a - 761b - 728 - 734 - 747 - 764 - 774 - 894 - 903 - 904 - 940 - 1095
GERAARDSBERGEN	494 - 1088
GERPINNES	421
GLABBEEK	460
GRACE-HOLLOGNE	896 - 900 - 932 - 941 - 951 - 964 - 984
GREZ-DOICEAU	188 - 869 - 872 - 919 - 991

GRIMBERGEN	097 - 107 - 115 - 141 - 330 - 356 - 406 - 701 - 1040
Humbeek	141
Strombeek-Bever	115 - 126
GROBBENDONK	587a - 587b - 587c
HAACHT	087
HAINÉ-SAINT-PIERRE	870
HALLE	113 - 1013 - 1014 - 1015 - 1016 - 1017 - 1026 - 1082
HAMME	234
HASSELT	281 - 283
Kuringen	001
HECHTEL-EKSEL	147 - 323 - 551 - 610 - 975 - 976 - 977 - 981 - 1074
HEIST-OP-DEN-BERG	645
HEMIKSEM	611
HERENTALS	125 - 130 - 437
HERENTHOUT	275 - 345 - 367 - 368
HERGENRATH - KELMIS	698a - 698b
HERSTAL	170 - 195
HERZELE	153
HEUSDEN-ZOLDER	359
HEUVELLAND	311 - 770
HERON	908
HERVE	409 - 504
HODEIGE	648
HOEGAARDEN	949
HOEILAART	301 - 565

HOESELT	438
HORNU	883
HOUEMONT	853
HOUTHALEN-HELCHTEREN	037 - 479 - 480
HOUTHULST	354
HULDENBERG	081 - 912 - 920
HUY	537 - 575 - 582 - 616 - 697
IEPER	339
ITTRE	766 - 773 - 957 - 958 - 959 - 960 - 961 - 962 - 963
IZEGEM	280 - 285 - 324 - 450 - 506 - 555
JABBEKE	336 - 358 - 1072 - 1084 - 1085 - 1093
JEMEPPE-SUR-SAMBRE	157
JETTE	077 - 215 - 289
JODOIGNE	023
KALMTHOUT	150 - 509 - 510
KAPELLEN	561
KASTERLEE	
Lichtaart	317
KEERBERGEN	866
KELMIS	622 - 698a - 698b
KNESSELARE	013 - 027 - 040 - 093
KNOKKE-HEIST	589
KOEKELBERG	101 - 302 - 522 - 523 - 524 - 618
KOKSIJDE	137 - 732

KORTENBERG	253
KORTRIJK	334 - 640 - 805
KRAAINEM	154 - 219 - 220 - 291 - 492 - 775
KRUISSHOUTEM	295
KUURNE	155
LAARNE	189
LA LOUVIERE	998 - 1022
LANAKEN	067 - 318 - 562
LANDEN	198 - 228 - 241 - 309 - 344 - 517 - 893
LANGEMARK-POELKAPELLE	353 - 514
LEBBEKE	755 - 860 - 863 - 913 - 921
LEDE	329
LENNIK	
Sint-Kwintens-Lennik	054 - 218
LEUVEN	351 - 404 - 410 - 516 - 559 - 710 - 704
Heverlee	008 - 018a - 018b - 018c
Kessel-Lo	042a - 042b - 042c
Wijgmaal	042a - 042b - 042c
LICHTERVELDE	159 - 306 - 419 - 1012
LIEGE	167 - 168 - 376 - 377 - 378 - 383 - 466 - 749 - 769 - 793 - 801 - 844 - 873 - 877 - 906 - 909 - 917 - 955 - 987 - 988 - 989
Tilleur	196
LIMBOURG	284
LINTER	602
LOBBES	068 - 100

LOKEREN	592a - 592b - 592c - 592d - 592e - 592f - 592g - 592h - 716a - 716b 717a - 717b - 781 - 782 - 871
LOMMEL	519 - 669 - 986 - 1019
LONDERZEEL	543 - 785 - 789
LOUVAIN-LA-NEUVE	746 - 827
LOVENDEGEM	022
MAASEIK	662 - 685
MAASMECHELEN	620 - 690a - 690b - 891a - 891b
MALLE	124
MARCHIN	695
MECHELEN	011 - 024 - 050 - 051 - 096 - 357 - 612 - 628
MERCHTEM	814
MEEUWEN	660
MEISE	086 - 248
MERCHTEM	783
MERELBEKE	118 - 120 - 127 - 129 - 624
METTET	777 - 803 - 874
MOERBEKE	1090
MOMIGNIES	707 - 854
MONS	076 - 597 - 804 - 807 - 808 - 810 - 972 - 973 - 974
MORTSEL	744 - 1002
MOUSCRON	699
MUSSON	435 - 626
NAMUR	979 - 980

NANDRIN	731
NAZARETH	261 - 262 - 279
NEERPELT	985
NEUFCHATEAU	389
NEUPRE	809
NEVELE	484
NIJLEN	138 - 412
NINOVE	156 - 648 - 968
NIMY (Mons)	811
NIVELLES	433 - 584a - 584b - 584c - 584d - 584e - 584f - 584g - 584h 584i - 595a - 595b - 653 - 654 - 784 - 788 - 789 - 790 - 791 - 882
OOSTENDE	020 - 145 - 379 - 555 - 637
OOSTERZELE	335 - 366
Balegem	290
OPGLABBEEK	331 - 445 - 467 - 468 - 743
OPWIJK	214 - 297 - 603 - 631
OTTIGNIES-LOUVAIN-LA-NEUVE	017 - 721
OUDENBURG	846 - 851 - 928
OUD-HEVERLEE	427 - 672 - 763 - 765 - 802
OUDERGEM	533 - 534 - 539
OUPEYE	730
OVERIJSE	481 - 604 - 608 - 729
PECQ	895 - 924
PEER	066 - 069 - 094 - 112 - 121 - 158 - 165 - 938 - 952 - 1008 - 1058 - 1083 - 1091

PEPINSTER	402 - 566 - 635
PERUWELZ	171 - 172 - 173 - 174 - 175 - 180 - 181 - 182
Wiers	178 - 179
PERWEZ	453
PITTEM	824 - 825 - 946a - 946b
PUTTE	945a - 945b
PONT-A-CELLES	072 - 075 - 089 - 499 - 776 - 838 - 839 - 868 - 942
QUEVRY	830
RAGNIES	911
RANST	
Broechem	160 - 222
Emblem	160 - 222
Oelegem	160 - 222
REBECQ	605 - 813 - 994 - 995
RIEMST	143 - 201 - 355
RIXENSART	025
ROCHEFORT	658 - 659 - 666
ROESELARE	1043 - 1046
ROEULX	965
RONSE	470
ROOSDAAL	139 - 346
ROTSELAAR	526 - 939a - 939b
RUMST	733
SAINT-GEORGES	247 - 288
SAINT-GHISLAIN	186
SAINT-NICOLAS-L-LIEGE	194

Montegnée	197
SAINT-VINCENT-ALLEUR	223
SANKT-VITH	361
SCHAARBEEK	287 - 395 - 636 - 1004
SCHOTEN	518 - 576
SINT-GENESIUS-RODE	064 - 074 - 116 - 541 - 901
SINT-JANS-MOLENBEEK Molenbeek-Saint-Jean	134 - 184
SINT-KATELIJNE-WAVER	061a - 061b - 070 - 085 - 161 - 146 - 400
SINT-LAMBRECHTS-WOLUWE Woluwe-Saint-Lambert	737a - 737b - 738a - 738b - 847 - 898
SINT LAUREINS	588 - 615
SINT-LIEVENS-HOUTEM	015 - 567 - 573
SINT-NIKLAAS	338 - 745 - 1038 - 1044
SINT-PIETERS-LEEUEW	429
SIVRY-RANCE	454 - 614 - 751 - 754
STADEN	151
STEENOKKERZEEL	071 - 117 - 190
STEKENE	550
STOUMONT	879a
STROMBEEK-BEVER	724
TEMSE	515
TERNAT	320
TERVUREN	038 - 760a - 760b
TESSENDERLO	762

THIEU	862
TIELT	183 - 191 - 414 - 415 - 416 - 417 - 418 - 616
TIELT-WINGE	835 - 887
TIENEN	152 - 493 - 1078
TONGEREN	033 - 396 - 464 - 578 - 757 - 918
Vreren	033
TORHOUT	144 - 227 - 237 - 312 - 350
TREMELO	
Baal	140
TROGNEE	914
TUBIZE	028 - 029 - 041 - 795 - 796 - 966
TURNHOUT	954
UKKEL	019 - 299 - 474 - 574
Uccle	
VERVIERS	016 - 650
VILLERS-LE-BOUILLET	613
VILVOORDE	102 - 088 - 466 - 476 - 858 - 947 - 948 - 953
VIROINVAL	527
VLETEREN	449 - 478
VOEREN	397 - 507 - 899 - 923 - 944
VORST	209 - 176 - 230 - 305 - 319 - 568 - 881
Foret	
VOSELAAR	850
WAASMUNSTER	260

WACHTEBEKE	391
WAREGEM	665
WATERMAAL-BOSVOORDE Watermael-Boitsfort	239 - 569 - 571 - 580 - 722
WATERLOO	820 - 855 - 857
WELLEN	166
WEMMEL	521 - 905 - 915 - 936 - 942 - 990 - 992
WELKENRAEDT	876
WESTENDE Lombardsijde	035
WESTERLO	655
WETTEREN	591 - 649
WEVELGEM	634 - 702
WIELSBEKE	821 - 822
WILLEBROEK	005 - 021 - 083 - 099 - 244 - 472 - 625
WOMMELGEM	627
WUUSTWEZEL	929
WOLUWE-SAINT-LAMBERT Sint-Lambrechts-Woluwe	898
ZEDELGEM	258
ZINNIK Soignies	594
ZONHOVEN	668
ZOTTEGEM	251 - 385 - 609 - 641 - 646 - 647 - 840 - 841
ZULTE	254 - 436 - 834 - 837 - 843
ZUTENDAAL	286 - 691 - 996

ZWALM

098 - 164 - 233 - 1027 - 1037 - 1066 - 1067 - 1068 - 1069 -
1070 - 1071 - 1081 - 1089a - 1089b - 1094 - 1096 - 1097 -
1098 - 1099 - 1100 - 1101 - 1102 - 1103 - 1104 - 1105 -
1106

ZWEVEGEM

212

Annexe D

CUMULATIEF REGISTER VAN DE UITSPRAKEN
REGISTRE CUMULATIF DES DECISIONS
(1976 - 2005)
NAAR STREKKING VAN DE INDIENER
SUIVANT LA TENDANCE DU PLAIGNANT

GEBRUIKERS - UTILISATEURS

KRISTELIJK /CHRETIEN	001 - 123 - 156 - 223 - 224 - 225 - 320 - 343 -344 - 369 - 370 - 371 - 373 - 374 - 375 - 376 -377 - 380 - 383 - 555 - 560 - 587a - 587b - 587c - 611 - 624a - 624b - 683 - 730 - 757- 779 - 912 - 920 - 1059a - 1059b - 1063a - 1063b - 1064a - 1064b - 1067 - 1070 - 1071 - 1076 - 1081 - 1089a - 1089b - 1096 - 1097 - 1103 - 1104 - 1105 - 1106
LIBERAAL/LIBERAL	006 - 060 - 102 - 153 - 162 - 236 - 254 - 264 -282 - 283 - 292 - 295 - 297 - 300 - 301 - 304 -314 - 315 - 341 - 460 - 466 - 529 - 530 - 535 - 558 - 565 - 567 - 657 - 671 - 713 - 759a - 759b - 770 - 774 - 785 - 786 - 824 - 851 - 894 - 901 - 914 - 903 - 928 - 1065
MARXISTISCH/MARXISTE	008 - 211 - 322 - 340 - 387 - 407
NEUTRAAL-PLURALIST.	007 - 010 - 011 - 012 - 033 - 038 - 050 - 051 - 084 - 091 - 101 - 128 - 131
NEUTRE-PLURALISTE	134 - 144 - 150 - 152 - 163 - 165 - 172 - 173 - 177 - 179 - 182 - 185 - 193 - 194 - 197 - 198 - 209 - 214 - 216 - 220 - 226 - 227 - 228 - 230 - 237 - 241 - 256 - 263 - 266 - 267 - 268 - 270 - 273 - 274 - 275 - 284 - 289 - 291 - 298 - 299 - 302 - 305 - 309 - 310a - 310b - 310c - 312 - 313 - 316 - 318 - 319 - 321 - 323 - 326 - 327 - 329 - 331 - 332 - 333 - 349 - 350 - 359 - 365 - 367 - 381 - 384 - 386 - 390 - 393 - 394 - 397 - 398 - 400 - 410 - 419 - 422 - 429 - 439 - 440 - 448 - 467 - 468 - 470 - 474 - 480 - 483 - 488 - 489 - 491 - 492 - 499 - 507 - 509 - 512 - 516 - 531 - 533 - 534 - 538 - 539 - 544 - 545 - 546 - 547 - 551 - 554 - 557 - 559 - 562 - 578 - 591 - 609 - 612 - 621 - 632a - 632b - 632c - 632d - 632e - 632e - 632f - 634a - 634b - 641 - 642 - 646 - 649 - 656 - 665 - 669 - 670 - 684 - 685 - 687 - 702 - 704 - 710 - 715 - 724 - 725 - 735 - 739 - 740 - 741 - 752 - 756 - 762 - 766 - 767 - 768 - 805 - 831 - 836 -

837 - 842 - 845 - 848 - 852 - 864 - 871 - 879a - 880 - 882 - 888a - 888b
 - 889 - 890 - 891a - 891b - 892 - 899 - 902 - 905 - 908 - 913 - 915 -
 916 - 918 - 921 - 922 - 923 - 927 - 929 - 938 - 941 - 943 - 944 - 950 -
 952 - 955 - 978 - 981 - 982 - 983 - 984 - 985 - 986 - 993 - 996 - 1000 -
 1008 - 1013 - 1014 - 1015 - 1016 - 1017 - 1026 - 1027 - 1038 - 1039 -
 1040 - 1042 - 1043 - 1046 - 1058 - 1068 - 1069 - 1078 - 1079 - 1080 -
 1082 - 1086 - 1091 - 1099 - 1100 - 1101 - 1102

MILIEU/ECOLOGISTE

112 - 143 - 147 - 158 - 201 - 290 - 328 - 335 - 366 - 477 - 494

SOCIALISTISCH/SOCIALISTE

013 - 014 - 027 - 037 - 040 - 071 - 081 - 093 - 117 - 120 - 124 - 127 -
 160 - 174 - 178 - 180 - 181 - 191 - 222 - 231 - 232 - 235 - 246 - 251 -
 258 - 259 - 260 - 261 - 279 - 307 - 311 - 330 - 337 - 391 - 404 - 420 -
 426 - 437 - 443 - 444 - 445 - 498 - 505 - 508 - 513 - 514 - 517 - 520 -
 526 - 561 - 573 - 585 - 586 - 603 - 631 - 645 - 659 - 666 - 714 - 731 -
 732 - 736 - 745 - 748 - 821 - 822 - 840 - 841 - 862 - 1061a - 1061b -
 1066 - 1094 - 1098

VL. NATIONAAL / NATIONALISTE FLAMAND

009 - 056 - 057 - 058 - 062 - 088 - 149 - 200 - 281 - 308 - 345 - 357 -
 360 - 363 - 368 - 379 - 395 - 485 - 497 - 515 - 518 - 519 - 521 - 543 -
 604 - 608 - 619 - 634a - 634b - 640 - 663 - 667 - 696 - 702 - 712 - 728
 - 729 - 750 - 755 - 761a - 761b - 792 - 833 - 858 - 865 - 875 - 885 -
 886 - 904 - 922 - 937 - 992

VRIJZINNIG/HUMANISTE-LAIC

035 - 080 - 113 - 115 - 118 - 129 - 140 - 142 - 212 - 213 - 243 - 412 -
 432 - 484 - 490 - 525 - 572 - 623 - 627 - 648 - 664 - 711 - 758a - 758b
 - 771 - 778 - 815 - 816 - 834 - 837 - 843 - 861 - 910 - 930 - 931 - 940 -
 1060a - 1060b - 1062 - 1077

PARTIJPOLITIEKE FRACTIES - GROUPES POLITIQUES

SP.A

003 - 004 - 036 - 078 - 087 - 139 - 189 - 190 - 285 - 334 - 336 - 339 -
 346 - 347 - 358 - 385 - 428 - 441 - 469 - 528 - 548 - 552 - 570 - 596 -
 610 - 620 - 647 - 723 - 743 - 744 - 893 - 939a - 939a - 945b - 949 -
 1002

PS

023 - 026 - 028 - 029 - 031 - 032 - 041 - 049 - 052 - 068 - 073 - 100 -
 157 - 171 - 202 - 215 - 240 - 409 - 435 - 447 - 452 - 461 - 504 - 542 -
 644 - 658 - 737a - 737b - 795 - 796 - 826 - 924

CD&V 005 - 021 - 083 - 098 - 099 - 103 - 104 - 105 - 106 - 159 - 175 - 199 -
205 - 206 - 207 - 208 - 244 - 245 - 271a - 271b - 271c - 306 - 414 - 415
- 416 - 417 - 418 - 450 - 451 - 463 - 471 - 472 - 479 - 506 - 510 - 589 -
598a - 598b - 602 - 828 - 1019 - 1075

CDH 053 - 133 - 167 - 170 - 196 - 221 - 238a - 238b - 238c - 239 - 242 -
247 - 288a - 288b - 342 - 372 - 378 - 382 - 388 - 392 - 424 - 433 - 455
- 458 - 475 - 482 - 487 - 502 - 511 - 522a - 522b - 522c - 522d - 522e -
522f - 522g - 522h - 522i - 527 - 532 - 536 - 537 - 581 - 601 - 611 -
618 - 626 - 636 - 638 - 639 - 688 - 689 - 769 - 801 - 809 - 812 - 849 -
856 - 869 - 897 - 906 - 909 - 917 - 933 - 980

FDF 019 - 184 - 203 - 278 - 293 - 296 - 362 - 446 - 476 - 524a - 524b - 524c
- 524d - 541a - 541b - 630 - 722

GEMENGDE FRACTIES - CARTELS

+ MIX 017 - 025 - 045 - 054 - 059 - 064 - 066 - 074 - 082 - 094 - 095 - 097 -
107 - 108 - 109 - 116 - 121 - 125a - 125b - 125c - 130 - 148a - 148b -
151 - 154 - 164 - 166 - 169 - 176 - 183 - 186 - 188 - 218 - 219 - 233 -
249 - 253 - 262 - 276 - 277 - 286 - 287 - 325 - 348 - 353 - 354 - 356 -
389 - 399 - 402 - 403 - 405 - 406 - 408 - 411 - 421 - 425 - 430 - 438 -
449 - 453 - 454 - 457 - 459 - 462 - 465 - 478 - 486 - 500 - 540a - 540b -
549 - 566 - 568 - 569 - 574 - 575 - 579 - 580 - 582 - 583 - 584a - 584b
- 584c - 584d - 584e - 584f - 584g - 584h - 584i - 594 - 595a - 595b -
600 - 605 - 613 - 614 - 616 - 617 - 625 - 629 - 633 - 635 - 653 - 654 -
660 - 673 - 675 - 690a - 690b - 691 - 693 - 695 - 697 - 699 - 707 - 708
- 721 - 751 - 754 - 773 - 775 - 777 - 783 - 784 - 794 - 797 - 798 - 799 -
800 - 803 - 804 - 807 - 808 - 810 - 814 - 817 - 818 - 819 - 820 - 823 -
830 - 850 - 853 - 854 - 855 - 859 - 872 - 874 - 876 - 884 - 898 - 911 -
919 - 964 - 969 - 975 - 976 - 977 - 997 - 971 - 1012 - 1025 - 1033
1044 - 1090

KP - PC 020 - 145 - 217 - 272 - 434 - 496

VLD 002 - 015 - 043 - 044 - 067 - 076 - 090 - 110 - 111 - 119 - 126 - 132 -
135 - 136 - 137 - 141 - 155 - 187 - 204 - 252 - 317 - 355 - 396 - 436 -
464 - 493 - 550 - 588 - 590 - 615 - 628 - 668 - 701 - 835 - 846 - 887 -
934 - 946a - 946b - 1084 - 1088 - 1093

MR	016 - 030a - 030b - 072 - 075 - 079 - 089 - 210 - 250 - 423 - 481 - 556 - 564 - 571 - 674 - 676 - 677 - 678 - 679 - 681 - 682 - 686 - 687 - 692 - 776 - 832 - 838 - 839 - 844 - 868 - 895 - 924 - 925 - 926 - 942 - 1005 - 1006 - 1009 - 1010
VU	018a - 018b - 018c - 022 - 024 - 034 - 039 - 042a - 042b - 042c - 046 - 047 - 048 - 055 - 061a - 061b - 063 - 065 - 069 - 070 - 077 - 085 - 086 - 092 - 096 - 114 - 122 - 138 - 146 - 161 - 192 - 234 - 248 - 255 - 265 - 280 - 294 - 303 - 324 - 338 - 351 - 352a - 352b - 364 - 401 - 413 - 427 - 431 - 442 - 456 - 473 - 503 - 553 - 563 - 662 - 672 - 726 - 727 - 734 - 747 - 755 - 863 - 990
RW	168 - 195 - 829
RAD - UDRT	229 - 257 - 269
PDB	361
GROEN! - ECOLO	495 - 523a - 523b - 523c - 523d - 523e - 523f - 576 - 577 - 593 - 597 - 607 - 622 - 637 - 650 - 651 - 655 - 680 - 694 - 698a - 703 - 738a - 738b - 746 - 749 - 753 - 763 - 765 - 793 - 802 - 813 - 827 - 844 - 847 - 856 - 859 - 866 - 867 - 877 - 878 - 883 - 896 - 900 - 910 - 932 - 935 - 945b - 951 - 957 - 958 - 959 - 960 - 961 - 962 - 963 - 965 - 966 - 967 - 972 - 973 - 987 - 988 - 989 - 994 - 995 - 1037 - 970 - 974 - 979 - 998 - 1021 - 1022 - 1037 - 1073 - 1092
VLAAMS BELANG	592a - 592b - 592c - 592d - 592e - 592f - 592g - 592h - 599 - 606 - 643 - 661 - 700 - 705 - 706 - 717 a - 717 b - 718 - 719 - 720 - 733 - 760a - 760b - 780 - 781 - 782 - 860 - 947 - 948 - 953 - 954 - 968 - 999 - 1001 - 1072 - 1085 - 1095
VLAAMS NATIONALE GROEP LIJST WIT - GROUPE NATIONALISTE FLAMAND LISTE BLANCHE	764
USDW	673
KELMIS 2000	698b
LASNES+	857

LB SCHAARBEEK	1004
RENOUVEAU COMMUNAL	857
ALTERNATIVE	859
UPVA	879B
UNION GREZ-DOICEAU	991
FN	788 - 789 - 790 - 791- 873 - 881
MDL MONS	811
DROITE PATRIOTIQUE (DROITE NATIONALE + FN)	870
STAP4 DENTERGEM	1007

Annexe E

CUMULATIEF REGISTER VAN DE UITSPRAKEN
REGISTRE CUMULATIF DES DECISIONS
(1976 - 2005)
INSTELLINGEN EN DIENSTEN
INSTITUTIONS ET SERVICES

Abdij der Norbertijnen Grimbergen	701
ABVV-Jongeren Sint-Niklaas	745
Académie de musique Nivelles	584
Académie de Musique d'Ottignies – Louvain-la-Neuve	017
AC Lebbeke vzw	913
ACOD	014
ACW Zwalm	1067 - 1070 - 1081 - 1089a - 1089b - 1096
Administration communale de Flobecq	826
Agalev-fractie Oud-Heverlee	802
Agalev-fractie Zwalm	1037
Agence locale de l'emploi Binche	688
Agence locale de l'emploi Nivelles	584
Agence centrale de coördination de lecture publique de la Région de Bruxelles Capitale	897
Alden Biesen vzw	398
Algemeen Tiens Kulturcomité	152
Algemene Dienst voor Jeugdtoerisme Dworp	931

Algemene studentenraad KULeuven	395
Alternatief 11-julicomité Eeklo	767
Amicale des Pensionnés Socialistes de Buvy Braffe	181
Anders	1090
ANNSA Nivelles	584 - 789
Antenne Centre Ecaussines	673
ARC du conseil communal de Huy	693
ARC du conseil communal de Marchin	695
ARC-fractie Blegny	1025
Archeologische Vereniging Midden-Limburg	331
Asbl communale d'aide social Koekelberg	522e - 523e
Asbl Liège Cathédrale	955
Association des commerçants d'Ixelles Centre Flagey	933
Association des commerçants de la Porte de Namur	933
Associations des Parents Ecole interparoissiale mixte de Ans	224
Associations socio-culturelles de Genappes	639
Atelier Créatif d'Ophain asbl	031
Atelier Matsijs Herenthout	367
Atlan Atletiekclub Landen	241
Atletiekclub Waregemse Verstandhouding Waregem	665
Atletiekclub Wintac Genk	531
Auditoire Abel Dubois Mons asbl	597 - 808
Ballet Fric Stenuit	516
Ballet Royal de Wallonie asbl	030a
Basiseducatie	657 - 663 - 664 - 671

Bassin de Natation Lonchamp asbl	019
Bataille de Waterloo 1815 asbl	820 - 855 - 856 - 857 - 859
Bassin de natation Tubize asbl	029
Beheerscomité sportinstellingen Lokeren	716b
Begijnenvijvers Hechtel-Eksel	551a
Belastingdienst Grobbendonk	587a - 587b - 587c
Belgische Radio en Televisie	009 - 211 - 341 - 469 - 525 - 529 - 530
Belgisches Rundfunk- und Fernsehzentrum	361
Berthouderskring Sint-Katelijne-Waver vzw	161 - 400
Bibliotheekraad Wommel	990 - 992
Bibliotheekvereniging van het Willemsfonds vzw Gent	894 - 903
Bibliothèque publique Genappe	638
Bibliothèque Publique Communale Courcelles	496
Biegilde Sint-Ambrosius Kalmthout	150 - 509
Bijenteeltmuseum Kalmthout	510
Bloemenweelde Corso Gent	048
Bloso (Raad van bestuur)	947
Boem vzw	1099
Bond Beter Leefmilieu	328
Bonden van socialistische gepensioneerden van Koksijde en Oostduinkerke	732
Bond voor Vormings- en Ontwikkelingswerk (BVVO)	559 - 704 - 710
Broeders Maristen Pittem	946A
BRTN	543 - 700 - 705 - 706 - 719 - 720 - 780
BSC-CVB fractie Brussel	797 - 798 - 799 - 800

Brussels gewest	439
Burger fractie Merchtem	783
Buurtgezondheidscentrum De Restel Alken	267
Caisse d'épargne de la ville de Nivelles	584
Camping Holsteenbron vzw Zonhoven	668
Casita de la Soledad	1013 - 1014 - 1015 - 1016 - 1017 - 1026
CD&V-fractie Lommel	1019
Centravoc-CSKW Oost-Vlaanderen	343
Centre Communal des Sports et de la Culture asbl Mettet	803 - 874
Centre culturel Ans	967
Centre culturel "Charles De Koster" Pecq	924
Centre culturel d'Anderlecht	455
Centre culturel de Bossu	833
Centre Culturel de Flémalle	878
Centre culturel de Genappe (El'Grigndits)	817 - 818
Centre culturel communal Herve	409
Centre culturel de l'arrondissement de Huy	575 - 582 - 613 - 616
Centre culturel de Ittre	773
Centre culturel de Namur (Régional)	884
Centre culturel d'Uccle asbl	019
Centre culturel de Momignies	854
Centre culturel de Nivelles	584 - 791
Centre culturel et Sportif Héron	908
Centre culturel du Brabant Wallon	584 - 601 - 605
Centre culturel du Centre	870

Centre culturel "La Bourlette" Anderlues	1005 - 1009
Centre culturel régional de Verviers	650
Centre culturel du Centre	1006 - 1010
Centre culturel Nathen Grez-Doiceau	869
Centre culturel Roeux	965
Centre culturel Tubise	966
Centres culturels de la province de Liège	801
Centre d'Action Laïque - Viroinval	527
Centre d'Animation Permanente	278
Centre d'Art et de Culture Soignies	594
Centre de Contact asbl Bruxelles	800
Centre de lecture publique de la Communauté Française (CLPCF)	684
Centre de loisirs et d'information Ittre	766
Centre d'étude de la nature - Sivry	683
Centre de Création Artistique de Mons, A.S.B.L.	079
Centre de Lecture Publique de la Communauté Française de Liège	167 - 168
Centre de Loisirs et d'Informations Ittre	773
Centre de Lecture Publique de la Communauté Française	694
Centre de Santé et de Loisirs de Wellin	166
Centre Lyrique de la Communauté Française Opéra de Wallonie	906 - 909 - 917
Centre Lyrique de Wallonie, A.S.B.L.	016
Centre nivellois de la petite enfance	584
Centre Omnisport "Hortant-Moreau" Aiseau-Presles	513
Centre sportif Communal de St. Georges asbl	247 - 288
Centre sportif, Culturel et Touristique Neufchâteau	389

Centre sportif et Culturel Châtelet asbl	133 - 144
Centre sportif et Culturel Florenville	452
Centre sportif et Culturel de Musson	626
Centre sportif La Calamine	622
Chatelet le "Habaye-La-Neuve"	853
Chataignerie asbl	867
Chaufontaine Développement sc	423 - 424 - 425
Chiro-Kateje Oostende	550
Circusvereniging Rio - Antwerpen	739
Club "L'AVENIR" Grâce-Hollogne	900 - 932
Club J.S. Thieu	862
Clubs voor Rustenden uit de Middengroepen vzw	1065
College van burgemeester en schepenen Aalst	1039
Comité communal d'action Culturelle Koekelberg	522a - 522h - 523h - 524h - 618
Comité d'action laïque de Fléron, Beyne et environs	623
Comité de Jumelage Koekelberg	522c - 523c - 524c
Comité de jumelage et des fêtes Tubize	028 - 041
Comité de la campagne anti-pesticide Pont-à-Celles	499
Comité de patronage des Kermesses Bruxelles	798
Comité des fêtes Nivelles	595a
Comité des sports Nivelles	595b
Comité officiel des fêtes Koekelberg	522b - 523b - 524b
Commissariatgénéral pour les relations internationales (F)	382 - 388 - 392
Commissariaat-generaal voor Toerisme	035
Commissie kunstpatrimonium Lokeren	592a

Commissie stedelijk Museum Lokeren	592c
Commissie vormingscentra voor Werknemers	349
Commission administrative des musées Nivelles	433 - 584c
Commission administrative du Centre de Lecture Publique Estaimpuis	049
Commission administrative du Waux-Hall Nivelles	584
Commission culturelle Grâce-Hollogne	951
Commission communale de la jeunesse Liège	466
Commission communautaire de Bruxelles-Capitale	678 - 679 - 680 - 681 - 682
Commission de la Communauté Française	686 - 692
Commission consultative communale d'aménagement du Territoire Genappe	651
Commission consultative Grâce-Hollogne	896
Commission consultative des classes moyennes Koekelberg	522f - 523f
Commission consultative des sports Koekelberg	522d - 523d - 524d - 618
Commission consultative des sports Molenbeek-Saint-Jean	184
Commission culturelle Grâce Hollogne	951
Commission Française de la culture	544
Communauté Française	278 - 296 - 362 - 388 - 392 - 683 - 384
Communauté Française (COCOF)	687
Complexe sportif A. Herman Esneux	583 - 593
Confederatie Liberale Jeugdorganisaties	283
Connaissance et Vie	764
Collège de la Commission communautaire française Bruxelles	676 - 677 - 678 - 679 - 680 - 681 - 682 - 686 - 687
Conseil culturel de Ans	342
Conseil communal des sports Ans	342

Conseil Culturel Provincial de Jemeppe-sur-Sambre	157
Conseil de gestion Estaimpuis	049
Conseil de la Communauté Française	278 - 296 - 362 - 388 - 392
Conseil de l'assemblée de la commission communautaire française de Bruxelles-Capitale	676 - 677
Conseil de parents du Patro des filles de Ans	223
Conseil scolaire de l'athénée royal Nivelles	584
Conseil scolaire de l'athénée royal de Pont-à-Celles	075
Conseil socio-culturel Auderghem	534 - 539
Conseil socio-culturel d'Etterbeek	226 - 548
Conseil supérieur de l'audio visuel (GSA)	914
Conseil supérieur pour le secteur audiovisuel (Com. Franç.)	542
Contact- en cultuurcentrum Brussel	606 - 885
Coördinatiecentrum voor liberaal sociaal-cultureel beleid (clsb)	713 - 759a - 759B
CPAS Awans	458
CSC Gavere	585
CSC Herman Voskring Zottegem	252
CSC Koepel	714
CSC Humanior Schelderode-Merelbeke	127
CSC Vormingswerk Afdeling Assenede	246 - 736 - 748
CSC Vormingswerk Afdeling Baasrode	426
CSC Vormingswerk Afdeling Gavere	585
CSC Vormingswerk Afdeling Hasselt-St. Truiden	444
CSC Vormingswerk Afdeling Heuvelland	311
CSC Vormingswerk Afdeling Houthalen-Helchteren	037

CSC Vormingswerk Afdeling Landen	517
CSC Vormingswerk Afdeling Langemark-Poelkapelle	514
CSC Vormingswerk Afdeling Nazareth	261 - 279
CSC Vormingswerk Afdeling Ranst-Emblem-Oelegem	160 - 222
CSC Vormingswerk Afdeling Sint-Lievens-Houtem	573
CSC Vormingswerk Afdeling Zedelgem	258
CSN Neupré	809
Culture et Loisirs Herve	409
Culture et Sports asbl Blegny	629
Cultureel Centrum Buurthuis Egem-Pittem	865
Cultureel centrum De Borre Bierbeek	930
Cultureel Centrum De Spil Roeselaere	1043
Cultureel Centrum Dilsen-Stokkem	845 - 888b
Cultureel centrum Het Loo Tessenderloo	762
Cultureel Centrum Gildhof Tielt	617
Cultureel Centrum Opwijk	631
Cultureel Centrum - Overijse	481 - 604 - 608
Cultureel Centrum "Rix" Deurne	643
Cultureel Centrum Strombeek-Bever	126
Cultureel Centrum Tongeren	918
Cultureel Centrum Welkenraedt	876
Culturele Centrale Baasrode	426
Culturele Centrale Zedelgem	258
Culturele Infrastructuur Dilsen-Stokkem	890
Culturele Infrastructuur Westerlo	655

Culturele Raad van Aalter	477
Culturele Raad van Aarschot	080
Culturele Raad van Alken	332 - 333
Culturele Raad van Asse	969 - 978 - 982 - 983
Culturele Raad van Beersel	630
Culturele Raad van Beringen	111
Culturele Raad van Bierbeek	393 - 422
Culturele Raad van Bree	123
Culturele Raad van Boutersem	768
Culturele Raad van Deerlijk	833
Culturele Raad van Diksmuide	950
Culturele Raad van Dilsen-Stokkem	845 - 888b
Culturele Raad van Eeklo	006 - 725 - 740
Culturele Raad van Ekeren	163
Culturele Raad van Erpe-Mere	274
Culturele Raad van Evergem	062 - 063
Culturele Raad van Geraardsbergen	494
Culturele Raad van Knesselare	027 - 040
Culturele Raad van Koksijde	137
Culturele Raad van Kortrijk	640
Culturele Raad van Lokeren	592g
Culturele Raad van Maasmechelen	620
Culturele Raad van Mechelen	050
Culturele Raad van Merelbeke	118 - 120 - 127 - 129
Culturele Raad van Oosterzele	384

Culturele Raad van Opwijk	214
Culturele Raad van Schoten	576
Culturele Raad van Sint-Lievens-Houtem	573
Culturele Raad van Sint-Pieters-Leeuw	429
Culturele Raad van Staden	151
Culturele Raad van Tongeren	578
Culturele Raad van Ukkel	474
Culturele Raad van Vilvoorde	491
Culturele Raad van Voeren	507 - 899
Culturele Raad van Willebroek	386 - 390
Cultuurcentrum Begijnhof Diest	792
Cultuurcentrum Den Horik Asse	1042
Cultuurcentrum Sint-Niklaas	1038
Cultuur Hechtel-Eksel	323 - 976
Cultuurfunctionaris Willebroek	625
Cultuurraad Beersel	630
Cultuurraad Duffel	1001
Cultuurraad Oud-Heverlee	765
Cultuurraad Tielt-Winge	887
Cultuurraad Turnhout	954
Curieus Zwalm	1066 - 1094 - 1098
Davidsfonds Afdeling Ternat	320
De Meent vzw Beersel	590
De Nekker vzw (sportpark)	612 - 628
De Shelter vzw Antwerpen	953

Deeljeugdraad Antwerpen	667
Dilbeeks Erfgoed vzw	997
Ecole de musique Grez-Doiseau	249
Ecole Normale Nivelles	788 - 882
Ecole Industrielle et Commerciale Fontaine l'Evêque	475
Ecolo-fractie Ans	577
Ecolo-fractie Chastre	1073
Ecolo-fractie Eghezée	970
Ecolo-fractie La Louvière	998 - 1022
Ecolo-fractie Mons	974 - 1021
Ecolo-fractie provincieraad Namen	979
Ecolo-fractie Rebecq	813
Educatief Muziek Ateljee Beringen	892
Euregio Scheldemondraad	734
Europees Centrum voor Opera en Vocale Kunst vzw (ECOV)	836 - 842 - 880 - 905 - 915
Education Permanente asbl	278
Eekhoortje ('t) vzw Leuven	042c
Elcker-Ik	385
Elf-juli Komitee Tielst	414
Famille et Culture de Péruwelz	172
Fanfare Drumband Kempenland Nijlen	138
Federatie Vlaamse Vrouwen "Dulle Griet" Wemmel	521
Fédération du Tourisme de la province de Liège	554
Femmes Prévoyantes Socialistes Wiers	178
FeNeCC (Federatie van Nederlandstalige Culturele Centra van België)	319

(La) Ferme du Château asbl Gerpennes	421
Ferme Rose asbl Uccle	019
Festsaal der patronage St. Louis Kelmis	698a - 698b
Filatelieclub Geraardsbergen	494
Fondation Jacquemotte	387
Fonds voor de Derde Leeftijd Bredene	128
Fonds sportif Woluwe-Saint-Lambert	898
Football-club Helzold Heusden Zolder	359
Foyer Culturel de Braine-l'Alleud asbl	032 - 511 - 512
Foyer Culturel d'Etterbeek	552
Foyer Culturel de Hermale-sous-Huy	387
Foyer Culturel de Jodoigne asbl	023
Foyer Culturel de Sivry-Rance	454
Foyer Culturel de Tubise	759
Foyer Socio-culturel Rebecq	813
Fractie Autrement Chaumont-Gistoux	794
Fractie Gemeentebelangen Lichtervelde	1012
Francorchamps-Environnements asbl	988
Frans Masereelfonds Dendermonde	407
Frans Masereelfonds Gent	322
Frans Masereelfonds Ieper	340
Franse Cultuurcommissie	544
Franse Gemeenschap	683 - 684
Franse Gemeenschapsraad	278 - 296 - 362 - 388 - 392
Franstalige Gemeenschapscommissie	686 - 692

Frasnes-Info-Emploi	812
Freya Vreren	033
Gebuurtekring Oudeputstraat Oedelem	547
GECORO	981 - 985 - 986 - 993 - 1000 - 1008
Gemeentebestuur Flobecq	826
Gemeentebestuur Essen	910
Gemeentebestuur Grimbergen	1040
Gemeentebestuur Sint-Niklaas	1044
Gemeentebestuur Zulte	834 - 837 - 843
Gemeentelijk Cultureel Centrum Maasmechelen	690a - 690b
Gemeentelijk Cultureel Centrum Den Blank Overijse	604 - 608
Gemeentelijk Cultureel Centrum Heist-Op-Den-Berg	645
Gemeentelijk Informatieblad Tielst	415
Gemeentelijke jeugdraad Beveren	752
Gemeentelijke jeugdraad Lebbeke	860 - 921
Gemeentelijk Ontmoetingscentrum De Sok Diest	528 - 596
Gemeentelijk Sport- en Cultuurcentrum Langemark-Poelkapelle	353
Gemeentelijke Commissies van de gemeente Essen	570
Gemeentelijke Culturele Raad Anzegem	823
Gemeentelijke commissie voor cultuur Essen	563
Gemeentelijke Culturele Raad Maasmechelen	620
Gemeentelijke Culturele Raad Schoten	576
Gemeentelijke Culturele Raad Sint-Lievens-Houtem	567
Gemeentelijke Jeugdraad Lommel	519
Gemeentelijke Jeugdraad Temse	515

Gemeentelijke Raad voor Cultuur en Vrijtijdsbesteding Brasschaat	831 - 864
Gemeentelijke Raad voor Cultuurbeleid Huldenberg	912 - 920
Gemeentelijke raden Sint Laureins	588
Gemeentelijke Sporthal Zulte	436
Gemeentelijke sportraad Wuustwezel	929
Gemeentelijke v.z.w. Krankhoeve Bonheiden	598a
Gemeentelijke raadgevende culturele commissie Grâce-Hollogne	964 - 984
Gemeentelijke Welzijnsraad Opglabbeek	743
Gemeenteraadscommissie Essen	570
Gepensioneerdenbond Vrije Sociale Werken Opwijk	297
Gewestelijke VVV De Voerstreek	923
Gezinsbond Diksmuide	1076
Gezinsportfederatie Afdeling Torhout	237
Gouden Jaren vzw Londerzeel	785 - 786
Groene Beuk (De) Aalter	477
Groep Omega Peer	069 - 121 - 094 - 095
Grote Genoegen (Het) Bierbeek	393 - 422
Groupe Intérêts communaux Momignies	707
Groupe Perspective asbl Wiers	179
Hall polyvalent asbl Arlon	849
Hall polyvalent Thuin	911
Hall des sports de Pont-à-Celles	868
Harmonie Guy Duyck Evergem	440
Heemschut v.z.w.	406
Hemiksem	611

Hengis	387
Herenthoutse Kulturele Vriendenkring	275 - 345 - 368
Hernieuwenburg vzw Wielsbeke	821 - 822
Hobbyclub Heverlee Leuven	410
Hoge Raad voor de Audiovisuele sector (Fr.Gem)	542
Hoge Raad voor Volksontwikkeling	319 - 327 - 328 - 488
Hortent Moreaux asbl Aiseau-Presles	600
Holsteenbron Zonhoven	668
Houtlandse Kunstijsschaatsclub Katjarisu Torhout	312 - 227 - 350
Humanistische Jongeren Afdeling Baal	140
Humanistische Jongeren Afdeling Halle	113
Hmanistische Jongeren Algemeen Bestuur	1077
Humanistische Vereniging Kring Alleman Grimbergen	115
Humanistisch Verbond Merelbeke	118
Humanistisch Verbond Evergem	771
Humanistisch Vrijzinnig Vormingswerk Afdeling Aarschot	080
Humanistisch Vrijzinnig Vormingswerk Afdeling Borsbeek	572
Humanistisch Vrijzinnig Vormingswerk Algemeen Bestuur	1062
Humanistisch Vrijzinnig Vormingswerk, Oudervereniging voor de Moraal, Afdeling Tussen Nete en Schijn	627
ICP fractie Aiseau	675
I Fiamminghi Kamerorkest	889 - 902
Infor Jeunes asbl Jette	215
Infrastructure Sportive Blégny	403
Infrastructure Sportive Pepinster	402

Infrastructuur Sportive Perwez	453
Initiatief vzw Knokke-Heist	589
Institut Communal d'Enseignement Technique Fontaine l'Evêque	475
Instances et Associations Communales Koekelberg	522 - 618
Institut Technique de Promotion Sociale Soignies	594b
Intercommunaal Zwembad Bree	891a - 891b
Intercommunale de Musique Court-Saint-Etienne	601
Intercommunale Interleuven	018
Intercommunale Maatschappij Azuur	077
Intercommunale SV Olympos Dendermonde	055
Intersud Intercommunale	751
Intérêts Communaux Pepinster	402
Inter-Fréquence Huy	536 - 537
Interprovinciale Cultuurraad voor Vlaanderen	298
JEC Liège	376 - 378
J ECS Liège	377
JOC Liège	383
Jeugdatelier Dipsy Zulte	254
Jeugdatelier De Mazzel Waasmunster	260
Jeugdclub Het Kettle MJA-afdeling Grimbergen	330
Jeugdharmonie Beringen	852
Jeugdhuis 't Allemanneke Alken	316
Jeugdhuis Heiberg vzw Leuven	042
Jeugdhuis Soc. Cult. Raad Oudergem	533
Jeugd ontmoetingscentrum Stad Brugge	451

Jeugdraad Heverlee	008
Jeugdraad provincie Antwerpen	922
Jeugdraad Rumst	733
Jeugdraad van Kasterlee	317
Jeugdraad van Oostende	379 - 374
Jeugdraad Oud-Heverlee	763
Jeugdraad Pittem	946b
Jeugdraad van Sint-Laureins	615
Jeugdraad van Temse	515
Jeugdraad van Tielt-Winge	835
Jeugdverenigingen Antwerpen Erkenning	875
Jeunesse communiste Hermalle-Sous-Huy	387
Jogging Club Zwalm	1027
Joie de vivre - Levensvreugde Evere	689
Jong VLD Borsbeek	934
Jumelage Aiseau-Presles-Pomérols asbl	926
Kartelfractie Willebroek	625
Katholieke Arbeidersvrouwen vzw	1064a - 1064b
KAV Nederzwalm	1104
KBG Sint-Blasius-Boekel	1106
Kerkfabriek Diksmuide	1076
KLJ Diksmuide	1076
Koninklijke Fanfare Volksopbeuring Massemen	591
Koninklijke Muntshouwborg Brussel	540 - 541
Koninklijke Opera Gent vzw	040 - 044

Koninklijke Vereniging Toneelgezelschap De Dylezonen	050
Kortrijkse culturele instellingen	640
Krankhoeve vzw Bonheiden	082 - 093 - 598a
Kring L'Essor Intellectuel Molenbeek	134
Kristelijke Beweging van Gepensioneerden vzw	1063a - 1063b
Kristelijke Werknemersbeweging vzw	1059a - 1059b
Kulturele Kring Groot-Mechelen vzw	050
Kulturele Vriendenkring Herenthout	275 - 345 - 368
Kultuurcommissie Essen	563
Kultuur Lanaken vzw	561
Kultuurraad Opwijk	214
KVLV Diksmuide	1076
KVLV Munkzwalm	1105
KVLV Zwalm	1071
KWB Afdeling Zwalm	1103
Landbouwraad Denderleeuw	599
Landelijke Gilden Diksmuide	1076
L'Arche Genappe	642
La Vénérie asbl Watermael-Boitsfort (Watermaal-Bosvoorde)	571a
Leefmilieu Geraardsbergen	494
Leefmilieu Monumentenzorg Balegem-Oosterzele	290 - 335 - 366
Les Prés de Tilff asbl	564
L'Espoir asbl	387
Limburgse Raad voor Jeugdbeleid	394
Linkse Socialistische Vrouwen Dendermonde	420

Locale Ecolo de Chastre	1092
Lombeekkring vzw Roosdaal	346
Loterie Nationale	925
Maison communale de la jeunesse et de loisirs Grandeurop Fléron	670
Maison de la Culture Charleroi asbl	072 - 829
Maison de la culture Esneux asbl	579
Maison de la culture Huy	575 - 582
Maison des Ateliers	972
Maison des Jeunes Rixensart asbl	025
Maison des Sports Liège	987
Maison Stepman Koekelberg	522h
Manifestations Liégeoises asbl	844
Mechels Stadspoppentheater vzw	054 - 096
Mechelse Verenigingen voor Archeologie	050
Microbe (De), Mechelse Culturele en Artistieke Kring vzw	050
Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur	034
Ministerie van Verkeerswezen en Toerisme	035
Milieu-adviesraad Oudenburg	851
Mission locales de Bruxelles-ville asbl	797
Mundaneum Liège	973
Musée de la Porte Tubize	796
Musée de "Liberchies"	942
Musée de la radio Mons	597
Musée en plein air du Sart Tilman	877
Musées Nivelles	790

Museum Oudheidkunde Lokeren	592b
Mutualiteit der Jonge Arbeiders Wachtebeke	391
Mutuelle des Jeunes Travailleurs de Péruwelz	180
Nationaal Boerenkrijgmuseum Berlare	347 - 441
NJSV Temse	515
Nationalistische Studentenvereniging Leuven	395
Natuurcentrum Vogel-Asyl vzw	467
Nederlandse Gemeenschap	200 - 204
Nederlands Toneel Gent vzw	043 - 046
Neptunium asbl Schaarbeek	832 - 1004
OCMW Mortsel	1002
Office local de l'Emploi Nivelles	584
Office du Tourisme et de Loisirs de Grez-Doiceau	872 - 919
Office du Tourisme Mons	804
Omnisport Chaumont-Gistoux	794
Omnisport Hortent Moraux Aiseau-Presles	675
Omnisport Hall Rebecq	995
Ontmoetingscentrum Willebroek-Stad	099
Ontmoetingscentrum De Sok Deurne (Diest)	596
Oostendse Jeugdraad	374
Oostvlaamse centra voor Basiseducatie	747
Openbaar Kunstbezit	497
Openbare bibliotheek Bonheiden	598b
Openbare bibliotheek Dentergem	1007
Openbare bibliotheek Diepenbeek	607

Openbare bibliotheek Izegem	280 - 285 - 324 - 450 - 506
Openbare bibliotheek Galmaarden	508 - 520
Openbare bibliotheek Genappe	638
Openbare bibliotheek Het Centrum Sint-Niklaas	428
Openbare bibliotheek Lauwers-Van Ooteghem Vilvoorde	446 - 476
Openbare bibliotheek Lede	329
Openbare bibliotheek Linter	602
Openbare bibliotheek Merelbeke	624
Openbare bibliotheek Nevele	484
Openbare bibliotheek Ninove	648
Openbare bibliotheek Opwijk	603
Openbare bibliotheek Ronse	470
Openbare bibliotheek Tielt	617
Openbare bibliotheek Zulte	834
Orchestre Royal de Chambre de Wallonie et de la Communauté française	810
Orchis vzw	996
Osiris vzw Denderleeuw	943
Oudenburg Informatief	928
Oudervereniging Sint-Jan-Berchmansschool Landen	344
Oudervereniging voor de Moraal Geraardsbergen	494
Oudervereniging voor de Moraal De Pinte	213
PAC Jeunes Limbourg	284
PAC Nandrin	731
Palais des Beaux-Arts de Charleroi asbl	030b
Parc Communal Jemappes asbl	811

Parc Sportif des Trois Tilleuls asbl Watermael-Boitsfort	580
Patro Maria Gorretti Tilleur	196
Patro N.D. de Joie Saint-Nicolas	196
Patro Saint-Charles Saint-Nicolas	196
Peeraer J.	724
Perkse Culturele Kring Streven	071 - 117
Pioniersverbond van België, Afdeling Heverlee	008
Piscine La Tourette Mette	777
Plaine des Coquerées asbl	721
Pluralistische Organisatie voor Bibliotheekgebruik Leuven	545
POB Brecht	815 - 816
POB Dendermonde	828
POB Duffel	999
POB Landen	893
POB Lokeren	716a - 717a
POB Merchtem	814
POB Pittem	824 - 825
POB Vosselaar	850
POB Zulte	834 - 837 - 843
POB Zutendaal	691
Point de Rencontre asbl Rebecq	994
Polyvalente Hal Rotselaar	939a - 939b
Présence et Action Culturelles Rochefort	666
Programmeringscommissie Sint-Genesius-Rode	901
Provinciaal Centrum voor Sociaal-Cultureel Werk Limburg	001

Provinciaal Coördinatiecomité voor Openbaar Bibliotheekwerk	446 - 476
Provinciaal Vormingscentrum Oostmalle	243
Provinciale Adviescommissie Sociaal Cultureel Vormingswerk Oost-Vlaanderen	217 - 343 - 385
Provinciebestuur Antwerpen	948
Provinciebestuur Oost-Vlaanderen	728
PSC-fractie Ans	581
PSC-fractie Neupré	809
PSC-fractie provincieraad Namen	980
Putte Sportpromotie vzw	945a - 945b
PVV-Damesbond Sint-Lievens-Houtem	015
PVV-Gepensioneerdenvbond Sint-Lievens-Houtem	015
PVV-Jongeren Kasterlee	317
PVV-Volksbond Sint-Lievens-Houtem	015
PS Tubize	795 - 796
RCA Ans	819
RC-fractie Chiny	1033
Région Wallonne	439
Reithalle Bütgenbach	916
Relations interculturelles Liège	873
Renouveau communal Pepinster	566
Renouveau Quevry (fraction)	830
Réserve naturelle de Viesville (Pont-à-Celles)	776
Rijkssportcentrum Blankenberge	205
Radio Télévison Culture Liège	674
Région Wallone	439

RTBF	538 - 778 - 779
RW Charleroi	829
(de) Rand vzw Gent	546
Samara asbl Charleroi	935
Salle Omnisport Grossiaux à Bousval asbl	026
Schaerbeek Info asbl	636
Service d'aide aux familles Bruxelloises	799
Service des Colonies Scolaires Koekelberg	522i
Services Ucclois de la Jeunesse asbl	019
Service Ucclois du Troisième Age asbl	019
Sociaal-Culturele Raad Dendermonde	407 - 420 - 426
Sociaal-Culturele Raad Etterbeek	226 - 548
Sociaal-Culturele Raad Vorst	305
Sociale Hulp aan Gezinnen en Bejaarden vzw Koekelberg	522e - 523e
Sociale Werken van de Instituten van de BRT	530
Socialistisch Jeugdverbond vzw Brussel	259
Socialistische Jongeren Beringen	886
Socialistische Lotto- en Kaartklub Duffel	337
Socialistische Partij Mortsel	744
Socialistische Vooruitziende Vrouwen	040 - 120
Socio-Culturele Kring Herten Aas te Mechelen	050
Spa-Francorchamps Events asbl	749 - 769 - 793 - 989
Sparta Landen vzw	228
Speelhuis 't Oeterke Maaseik	685
Speelpleinwerking 't Motteke Alken	332

Sporta Fura Tervuren	760a - 760 b
Sport Eeklo	848
Sport vzw Hechtel-Eksel	610 - 975 - 977
Sportbeheer vzw Genk	723
Sport + Ecole asbl Fontaine-l'Evêque	487
Sport en Recreatie Meise vzw	084 - 086
Sport en recreatie Oudenburg	846
Sport et Jeunesse Estaimpuis	052
Sportinfrastructuur vzw Diepenbeek	607
Sportinstellingen Lokeren	717b
Sport-, Kunst- en Ontspanningscentrum Boudewijnpark Brugge	169
Sport-Ontspanning-Kultuur v.z.w. (SOK) Diest	528
Sportcomplex Kessel-Lo vzw	042b
Sportfederatie BGJG Afdeling Torhout	144
Sportinfrastructuur Blegny	403
Sportinfrastructuur Lebbeke	755 - 863
Sportinfrastructuur Pepinster	402
Sportinstellingen Lokeren	592e
Sportpark vzw Kuurne	155
Sportraad Lokeren	592e
Sports et Loisirs Grivegnée asbl	053
Sportvereniging Olympia vzw	805
Sportzentrum Kelmis	622
Stad Roeselare	1046
Stedelijke Academie voor Muziek en Woord Lokeren	592g

Stedelijke Bibliotheek Lokeren	592h
Stedelijke Culturele Infrastructuur Dilsen-Stokkem	927
Stedelijke Culturele Raad Eeklo	741
Stedelijke Culturele Raad Lokeren	592f
Stedelijke Culturele raad Tongeren	578 - 757
Stedelijke Jeugdraad Brugge	661
Stedelijke Jeugdraad Ninove	968
Stedelijke Jeugdraad Zottegem	840 - 841
Stedelijk motorcrossterrein Lommel	669
Stedelijke Openbare Bibliotheek Izegem	280 - 285 - 324
Stedelijk Zwem- en Recreatiecentrum De Noordzee Blankenberge	105
Stedelijke sportinfrastructuur Tielt	617
Stedelijke sportinfrastructuur Zottegem	609
Stedelijke Technische en Beroepsleergangen Lokeren	592d
Stuurgroep Jeugdwerkbeleidsplan Keerbergen	866
Summer Rock Festival Grâce-Hollogne	941
Syndicat d'Initiative de Beloeil	461
Syndicat d'initiative de la Botte du Hainaut Sivry-Rance	614
Syndicat d'initiative d'Ittre et autres	957 - 958 - 959 - 960 - 961 - 962 - 963
Syndicat d'Initiative de la Thudinie Lobbes	068
Syndicat d'initiative de Stoumont	779a - 779b
Syndicat d'initiative pour le travail indépendant de Watermael-Boitsfort	569
Tam Tam Tessenderloo	762
Tennisclub Grotenberge Zottegem	609 - 641 - 646 - 647

Télé Mons	597
Télévesdre vzw	566
TV Brussel vzw	718
Theatergroep La Mesangerie Diksmuide	266
Toneel- en Mimestudio Margriet te Mechelen	050
Toneelgezelschap Thaleia Merksem	321
Toneelkring Jeugdtonaal Tervuren	038
Tourisme sans frontières en Sud-Hainaut asbl	754
Tumkens (De) vzw Begijnendijk	045
TV-Com Ottignies	746 - 827
Unité (L') Guides 24ème Perron Montegné	197
Unité des Guides Catholiques de Belgique Ans-Sainte-Marie	225
VABS Diksmuide	1076
Vakantiepatronaat Blankenberge	106
Vakbel	497 - 696 - 712 - 761a - 761b
Val d'Uccle	019
Vallée de la Néthen Grez-Doiceau	991
Vaux-Hall (Nivelles)	784
Verbond der Vlaamse Academics Mechelen	050
Vereniging Aalsterse Vrouwen	149
Vereniging van Gidsen van het Bijenteeltmuseum Kalmthout	509 - 510
Vereniging van Handelaars en Zelfstandigen Koekelberg	522g
Vereniging voor Bibliotheekarchief- en Documentatiewezen vzw	756
Vereniging voor Cultuur en Toerisme Oud-Heverlee	802
Vereniging voor Cultuur en Toerisme Oud-Heverlee	672

Vereniging voor Vlaamse Vrouwen Schoten	518
Vereniging voor Vreemdelingenverkeer Blankenberge	105
Verenigingen van Christelijke Strekking Hemiksem	611
Vermeylenfonds Afdeling Knesselaere	013 - 027 - 093
Vermeylenfonds Afdeling Tielt	191
Vestjen vzw Dendermonde	407 - 420
Vie culturelle de Pecq	895
Vinkemolen (De) vzw Zwalm	1068 - 1101
Viva Socialistische Vrouwenvereniging	1061a - 1061b
Vlaams Belang Afdeling Jabbeke	1085
Vlaams Blok Jabbeke	1072
Vlaams Blok Jongeren Lokeren	781 - 782
Vlaamse Culturele Koepel vzw Antwerpen	715
Vlaams Instituut voor Amerikanistiek Mechelen	050
Vlaams Nationaal Jeugdverbond Oostende	379
Vlaamse federatie socialistische gepensioneerden Gavere	586
Vlaamse Gemeenschap	775
Vlaams Kruis Wevelgem	634b - 702
Vlaamse Tennisvereniging vzw	621
Vlabin vzw	774
Vlied vzw Gent	904 - 1079
Vlink vzw Gent	1080
VNJ Antwerpen	750 - 858
VNJ Lommel	519
Voetbalclub SK Buizegem Edegem	273

Voetbalclub Liberale Jonge Wacht Vilvoorde	102
Voetbalvereniging Helzold FC	359
Voetbalvereniging Sparta Landen	198 - 309
Volksbelangengroep Aalter	735
Volksdansgroep De Beiaard Mechelen	050
Volkshogeschool Elcker-Ik Gent	385
VU-fractie Lebbeke	755
Volksunie-fractie Sint-Niklaas	338
Volksunie-Jongeren Bierbeek	352
Volksuniversiteit Pedro de Gande vzw Mechelen	050
Voorpost vzw Deurne	619
Vorst-Nationaal vzw	568 - 574
Vrije Sociale Werken Asse	162
Vrijzinnige Koepel vzw	940
Vrijzinnige Koepel voor Niet-Confessionele en Humanistische Verenigingen en Instellingen	525 - 711 - 758a - 758b
Vrijzinnige Raad Geraardsberge	1088
VSOA Sektor BRT	341
VTB-VAB Afdeling Groot Peer	177
VVV De Voerstreek vzw	944
VVV Dendermonde	473
Waas Gemengd Koor Lokeren	871
Wauterbos Gemeentelijk Zwembad Sint-Genesius-Rode	064 - 174
Waux-Hall Nivelles	462
Wereldwinkel Alken	216 - 268
Werkgroep Iedereen Gelijk Brugge	1086

Werkgroep Isis Peer	158 - 938 - 952 - 1058 - 1074 - 1083 - 1091
Werkgroep Isis 2 Hechtel-Eksel	112 - 147
Werkgroep Natuur- en Leefmilieu Alken	333
Westrand Dilbeek	132
Wigo Pedagogisch Project Essen	861
Wijkcentrum De Shelter Antwerpen	937
Willemsfonds Afdeling Eeklo	236
Willemsfonds Afdeling Heuvelland	770
Willemsfonds Afdeling Herzele	153
Willemsfonds Afdeling Hoeilaart	301 - 565
Willemsfonds Afdeling Kapellen	264
Willemsfonds Afdeling Kruishoutem	142 - 295
Willemsfonds Afdeling Merelbeke	129
Willemsfonds Afdeling Sint-Lievens-Houtem	567
Willemsfonds Algemeen Bestuur	1060a - 1060b
Wolu TV asbl	847
Xarnego Literaire Vereniging Halle	1082
Zaterdagavondkoor Eeklo	772
Zomerzon vzw Antwerpen	535
Zwemclub Iloka Kapellen	561

Annexe F

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

27 janvier 2005

PROPOSITION DE LOI

**modifiant la loi du 16 juillet 1973,
en vue de scinder la Commission nationale
permanente du Pacte culturel**

(déposée par MM. Bart Laeremans,
Koen Bultinck et Ortwin Depoortere)

SOMMAIRE

1. Résumé	3
2. Développements	4
3. Proposition de loi	7
4. Annexe	10

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

27 januari 2005

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van de wet van 16 juli 1973
met het oog op de splitsing van
de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie**

(ingediend door de heren Bart Laeremans,
Koen Bultinck en Ortwin Depoortere)

INHOUD

1. Samenvatting	3
2. Toelichting	4
3. Wetsvoorstel	7
4. Bijlage	10

cdH	: Centre démocrate Humaniste		
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams		
ECOLO	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales		
FN	: Front National		
MR	: Mouvement Réformateur		
N-VA	: Nieuw - Vlaamse Alliantie		
PS	: Parti socialiste		
sp.a - spirit	: Socialistische Partij Anders - Sociaal progressief internationaal, regionalistisch integraal democratisch toekomstgericht.		
Vlaams Belang	: Vlaams Belang		
VLD	: Vlaamse Liberalen en Democraten		
Abréviations dans la numérotation des publications :		Afkortingen bij de nummering van de publicaties :	
DOC 51 0000/000	: Document parlementaire de la 51 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 51 0000/000	: Parlementair document van de 51 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA :	Questions et Réponses écrites	QRVA :	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV :	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV :	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV :	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV :	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV :	Compte Rendu intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV :	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zainkleurige kaft)
PLEN :	Séance plénière	PLEN :	Plenum
COM :	Réunion de commission	COM :	Commissievergadering
MOT :	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT :	moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)
Publications officielles éditées par la Chambre des représentants		Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers	
Commandes : Place de la Nation 2 1008 Bruxelles Tél. : 02/ 549 81 60 Fax : 02/549 82 74 www.laChambre.be		Bestellingen : Natteplein 2 1008 Brussel Tel. : 02/ 549 81 60 Fax : 02/549 82 74 www.deKamer.be e-mail : publicaties@deKamer.be	

RÉSUMÉ

Selon les auteurs de cette proposition de loi, le fonctionnement de la Commission nationale permanente du Pacte culturel ne s'inscrit pas dans la logique fédérale qui veut que les matières culturelles relèvent de la compétence des communautés. De même, la composition politique de la commission condamne à l'immobilisme. C'est pourquoi les auteurs proposent de scinder la commission nationale en trois commissions culturelles permanentes: une francophone, une germanophone et une néerlandophone. Les règles de fonctionnement de ces commissions sont fixées de façon autonome par les communautés.

SAMENVATTING

Volgens de indieners van dit wetsvoorstel beantwoordt de werking van de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie niet aan de huidige federale logica volgens welke de bevoegdheid voor culturele aangelegenheden de gemeenschappen toebehoort. Ook zorgt de politieke samenstelling van de commissie voor immobilisme. De indieners willen daarom de nationale commissie opsplitsen in een Franstalige, een Nederlandstalige en een Duitstalige vaste cultuurcommissie. De werkingsregels van deze commissies worden autonoom door de gemeenschappen vastgesteld.

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Les articles 11 et 131 de la Constitution protègent les droits et libertés des minorités politiques et philosophiques de ce pays. Et qui plus est, l'article 131 de la Constitution stipule que la loi arrête les mesures en vue de prévenir toute discrimination pour des raisons idéologiques et philosophiques.

La loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques (la «loi du Pacte culturel») en est l'émanation.

Cette loi, qui a désormais plus de 30 ans d'existence, est le fruit d'un accord signé le 24 février 1972 par les familles politiques qui siégeaient à l'époque à la Chambre des représentants. Ce «Pacte culturel» a été signé par les sociaux-chrétiens (PSC-CVP), les socialistes (PSB-BSP), les libéraux (PLP-PVV), les partis linguistiques et régionalistes francophones FDF et RW et les communistes (PC-KP). Le parti nationaliste flamand de l'époque, la Volksunie, n'a pas signé cet accord parce qu'il n'avait pu participer aux négociations relatives à ce pacte, mais il en partageait la ligne.

La société belge a subi, entre-temps, des modifications fondamentales de même que les rapports de force politiques. Non seulement la Volksunie n'existe même plus – un nouveau parti nationaliste flamand issu de la Volksunie étant actuellement le plus grand parti de Flandre et, en chiffres absolus, de l'ensemble du pays –, mais les autres formations politiques ont, elles aussi, connu des bouleversements fondamentaux. Le RW a pratiquement disparu et le FDF s'est associé au parti libéral francophone. Les partis communistes ont même cessé d'exister et d'autres partis évoluent au sein de cartels.

Par ailleurs, différentes réformes de l'État se sont succédé depuis 1972, entraînant une défédéralisation (partielle) de l'État national – nommé aujourd'hui État fédéral. Outre le domaine culturel, de nombreux autres secteurs ont été confiés aux communautés et aux régions, qui ont ainsi pu développer une dynamique propre, spécifique. Au niveau culturel, cette évolution a abouti à une émancipation totale des trois communautés, qui ont acquis une autonomie absolue. Ainsi, la Flandre a pris, sur le plan culturel, de nombreuses initiatives décrétales intégrant les principes fondamen-

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

De artikelen 11 en 131 van de Grondwet beschermen de rechten en de vrijheden van de politieke en de levensbeschouwelijke minderheden in dit land. In artikel 131 bepaalt de Grondwet zelfs dat de wet de regelen vaststelt ter voorkoming van elke discriminatie om ideologische redenen.

De wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt (de zgn. Cultuurpactwet), is daar de emanatie van.

Deze wet is inmiddels ruim 30 jaar oud en was het gevolg van een op 24 februari 1972 gesloten akkoord tussen de politieke families die toen in de Kamer van volksvertegenwoordigers vertegenwoordigd waren. Dit «Cultuurpact» werd ondertekend door de christen-democraten (CVP-PSC), de socialisten (BSP-PSB), de liberalen (PVV-PLP), de Franstalige taal- en regionalistische partijen FDF en RW en de communisten (KP-PC). De toenmalige Vlaams-nationalistische partij Volksunie ondertekende dit akkoord niet omdat zij niet mee had mogen onderhandelen over dit pact. Zij was het evenwel met de strekking ervan eens.

Ondertussen is de samenleving fundamenteel gewijzigd en geëvolueerd en zijn ook de politieke verhoudingen in dit land ingrijpend gewijzigd. Niet alleen bestaat de Volksunie zelfs niet meer, een nieuwe Vlaams-nationalistische partij – uit de Volksunie ontstaan – is momenteel de grootste partij van Vlaanderen en in absolute cijfers zelfs van het hele land. Maar ook binnen de andere politieke formaties zijn er fundamentele verschuivingen aan de orde geweest. Het RW is zo goed als verdwenen en het FDF zit in een samenwerkingsverband met de Franstalige liberale partij. De communistische partijen hebben zelfs opgehouden te bestaan en andere partijen zijn zich gaan profileren via kartelvorming.

Bovendien zijn er sinds 1972 nog diverse staats-hervormingen gevolgd die geleid hebben tot een (gedeeltelijke) defederalisering van de nationale staat – nu federale staat genoemd. Naast het culturele domein zijn nog tal van andere domeinen aan de bevoegdheden van de gemeenschappen en de gewesten toevertrouwd, waardoor een eigen, specifieke dynamiek is ontstaan. Op het culturele vlak heeft dit geleid tot een volledige emancipatie en een volstrekte autonomie van de drie gemeenschappen. Als gevolg hiervan is er op het culturele vlak in Vlaanderen heel wat decreetgevend

taux du Pacte culturel en matière de participation et d'avis – songeons par exemple au décret flamand récemment promulgué en matière de «*Lokaal Cultuurbeleid*». L'ouverture et le dialogue de la politique culturelle sont aujourd'hui ancrés dans notre tradition sociale; l'implication des utilisateurs est devenue une réalité.

La Flandre a d'ailleurs repris intégralement les dispositions de la loi du 16 juillet 1973 dans le décret du 28 janvier 1974 relatif au Pacte culturel. La loi fédérale a donc pratiquement perdu tout intérêt en la matière.

Mais la Commission nationale permanente du Pacte culturel n'a suivi cette évolution que dans une moindre mesure. Non seulement cette commission conserve un caractère fédéral (elle relève de la Chancellerie du premier ministre) et se compose de membres nommés sur base de critères politiques, mais elle est en outre emprisonnée dans un lourd carcan administratif que certains intéressés utilisent à des fins politiques au détriment de nouveaux courants idéologiques présents au sein de notre société.

À l'heure actuelle, les communautés désignent elles-mêmes leurs propres représentants au sein de la Commission nationale permanente du Pacte culturel, mais les décisions sont prises collégalement par les deux groupes linguistiques. De cette manière, les membres d'une communauté participent donc au processus décisionnel relatif aux groupes et aux plaintes relevant de l'autre communauté. Cette situation va à l'encontre de toute logique fédérale et porte atteinte à l'autonomie culturelle des communautés.

Il convient de même d'actualiser la législation relative au pacte culturel, dès lors qu'elle a par trop favorisé le cloisonnement. Il est hautement souhaitable que chaque communauté puisse organiser cette matière comme elle l'entend.

Les auteurs de la présente proposition de loi rappellent, à ce propos, l'allocution prononcée, le 1^{er} juillet 2003, par M. Norbert de Batselier, président du Parlement flamand, lors de la prestation de serment des nouveaux membres de la Commission nationale permanente du Pacte culturel. Il dit notamment ceci: «*En tant que Président du Parlement flamand, j'ai le plaisir de vous remettre en mémoire la résolution du parlement flamand, par laquelle celui-ci demande la scission de la Commission nationale du Pacte culturel en trois chambres communautaires.*». Il faisait allusion à la proposition de résolution du 26 janvier 1995 déposée par M. Marc van Peel et consorts. Le *Vlaams Blok*

werk geleverd waarbinnen de grondprincipes van het cultuurpact inzake participatie en adviesverstrekking – denken we maar aan het recente Vlaamse decreet Lokaal Cultuurbeleid – zijn overgenomen. Openheid en dialoog in het cultuurbeleid zijn nu verankerd in de traditie van onze samenleving en de betrokkenheid van de gebruikers is een feit.

Wat Vlaanderen betreft, werden de bepalingen van de wet van 16 juli 1973 overigens integraal overgenomen in het decreet van 28 januari 1974 betreffende het cultuurpact. De federale wet is derhalve grotendeels overbodig geworden.

Wat in al die jaren evenwel het minst is mee geëvolueerd, is de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie zelf. Niet alleen blijft zij federaal (zij ressorteert onder de Kanselarij van de eerste minister) en is zij politiek samengesteld, zij is tevens verworven tot een log administratief keurslijf dat politiek misbruikt wordt door sommige betrokkenen tegen bepaalde nieuwe ideologische stromingen in de samenleving.

Momenteel wijzen de gemeenschappen zelf hun eigen vertegenwoordigers aan in de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie, maar de beslissingen worden collegiaal door de beide taalgroepen genomen. Op die wijze beslissen dus mensen uit een andere gemeenschap mee over groepen en klachten die zich in de andere gemeenschap situeren. Dit gaat in tegen alle federale logica en de culturele autonomie van de gemeenschappen.

Ook de cultuurpactwetgeving zelf dient geactualiseerd te worden, omdat ze de verzuiling al te veel in de hand heeft gewerkt. Het is meer dan wenselijk dat elke gemeenschap dit naar eigen inzichten kan doen.

Ter zake herinneren de indieners van dit voorstel aan de toespraak van de heer Norbert De Batselier, voorzitter van het Vlaams parlement, uitgesproken op 1 juli 2003 naar aanleiding van de eedaflegging van de nieuwe leden van de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie. Hierin zei hij onder meer: «*Als Voorzitter van het Vlaams Parlement herinner ik u graag aan de resolutie van het Vlaams Parlement, waarin deze vraagt dat de Nationale Cultuurpactcommissie zou worden opgesplitst in drie gemeenschapskamers.*». Hij verwees hier naar het voorstel van resolutie van 26 januari 1995 van de heer Marc van Peel c.s. Ook het Vlaams Blok diende op 1 maart 1996 een voorstel van resolutie in

a, lui aussi, déposé, le 1^{er} mars 1996, une proposition de résolution ayant la même teneur en ce qui concerne la scission de la Commission nationale permanente du Pacte culturel. M. De Bastelier a, par ailleurs, souligné que «*Le Pacte culturel est en effet une matière fédérale, ce qui en fait un anachronisme dans notre fédération, la culture relevant des compétences exclusives des communautés. Il va dès lors sans dire que la compétence relative au Pacte culturel doit être transférée aux communautés. En Flandre, un cadre décretaal prenant davantage en compte les dynamiques d'aujourd'hui peut se substituer à l'ancien cadre légal empreint de cloisonnement désuet et de politisation.*».

L'article 131 de la Constitution empêchant malheureusement le transfert de la législation relative au Pacte culturel aux communautés, nous sommes contraints de nous borner à proposer la scission de la Commission nationale permanente du Pacte culturel en une commission culturelle permanente francophone (pour la Communauté française), néerlandophone (Communauté flamande en Flandre et à Bruxelles) et germanophone.

Pour le surplus, l'arrêté royal du 16 novembre 1976 fixant le règlement d'ordre intérieur de la Commission nationale permanente du Pacte culturel et l'arrêté royal du 3 juin 1976 fixant le statut des présidents et des membres de la Commission nationale permanente du Pacte culturel et organisant le fonctionnement de celle-ci sont abrogés. C'est aux communautés qu'il revient de fixer, en tout autonomie, ces règles de fonctionnement.

dat op het vlak van de splitsing van de Vaste Nationale cultuurpactcommissie van een zelfde strekking was. Daarnaast stelde De Batselier ook nog: «*Het cultuurpact is immers een federale materie, en daarmee een anachronisme in onze federatie waar de bevoegdheid over cultuur een exclusieve gemeenschapsaangelegenheid is. Het spreekt dus voor zich dat de bevoegdheid inzake het cultuurpact moet worden overgedragen naar de gemeenschappen. In Vlaanderen kan dan het oude wettelijk kader met de verouderde verzuiling en de politisering plaats maken voor een decretaal kader dat rekening houdt met meer eigen-tijdse dynamieken.*».

Artikel 131 van de Grondwet verhindert momenteel jammer genoeg de overdracht van de cultuurpactwetgeving naar de gemeenschappen, zodat we ons in huidig wetsvoorstel noodgedwongen dienen te beperken tot de splitsing van de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie in een Franstalige (Franse Gemeenschap in Wallonië en Brussel), een Nederlandstalige (Vlaamse Gemeenschap in Vlaanderen en Brussel) en een Duitstalige Vaste Cultuurcommissie.

Voor het overige worden het koninklijk besluit van 16 november 1976 tot vaststelling van het huishoudelijk reglement van de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie en het koninklijk besluit van 3 juni 1976 tot regeling van de rechtstoestand van de voorzitters en van de leden van de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie en tot regeling van de werking ervan opgeheven. Deze werkingsregels moeten autonoom door de gemeenschappen geregeld worden.

Bart LAEREMANS (Vlaams Belang)
Koen BULTINCK (Vlaams Belang)
Ortwin DEPOORTERE (Vlaams Belang)

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

Dans l'intitulé «Chapitre X – De la commission nationale permanente du pacte culturel» de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, les mots «De la commission nationale permanente du pacte culturel» sont remplacés par les mots «Des commissions culturelles permanentes».

Art. 3

L'article 21 de la même loi est remplacé par la disposition suivante:

«Art. 21. — Au sein de chaque communauté est instituée une commission culturelle permanente, qui a pour tâche de contrôler l'observance des dispositions de la présente loi. À cette fin, les commissions culturelles permanentes reçoivent toute plainte contre les infractions aux dispositions de la présente loi, introduite par toute partie qui justifie d'un intérêt ou qui estime avoir subi un préjudice quelconque.»

Art. 4

L'article 22 de la même loi est remplacé par la disposition suivante:

«Art. 22. — Les commissions culturelles permanentes francophone et néerlandophone se composent chacune de treize membres effectifs et d'autant de membres suppléants. La commission culturelle permanente germanophone se compose de cinq membres effectifs et d'autant de membres suppléants. Ces membres sont élus respectivement par le parlement de la Communauté française, le Parlement flamand et le Parlement de la Communauté germanophone.

La clé de répartition utilisée pour composer les commissions culturelles permanentes est le système D'Hondt.

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Dit voorstel regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

In het opschrift «Hoofdstuk X – De Vaste Nationale Cultuurpactcommissie» van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt worden de woorden «De Vaste Nationale Cultuurpactcommissie» vervangen door de woorden «De vaste cultuurcommissies».

Art. 3

Artikel 21 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:

«Art. 21. — Binnen elke gemeenschap wordt een vaste cultuurcommissie ingesteld die tot taak heeft de naleving van de bepalingen van deze wet te controleren. Te dien einde ontvangen de vaste cultuurcommissies alle klachten tegen inbreuken op deze wet, ingediend door elke partij die van een belang doet blijken of die van oordeel is dat zij enig nadeel heeft geleden.»

Art. 4

Artikel 22 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:

«Art. 22. — De Nederlandstalige en de Franstalige vaste cultuurcommissie bestaan elk uit 13 vaste leden en evenveel plaatsvervangende leden. De Duitstalige vaste cultuurcommissie bestaat uit 5 vaste leden en evenveel plaatsvervangende leden. De leden worden gekozen door respectievelijk het Vlaams Parlement, het Parlement van de Franse Gemeenschap en het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap.

Bij de samenstelling van de vaste cultuurcommissies wordt als verdeelsleutel het systeem D'Hondt gehanteerd.

La durée du mandat des membres des commissions culturelles permanentes est de cinq ans. Les partis non représentés dans les commissions culturelles permanentes peuvent désigner un membre avec une voix consultative, à condition d'être représentés au parlement de la Communauté française par quatre membres au moins, au parlement flamand par cinq membres au moins et au parlement de la Communauté germanophone par un membre au moins. La désignation est faite par les groupes politiques de ces parlements. Il y a incompatibilité entre la qualité de membre des commissions culturelles permanentes et l'exercice de tout mandat politique électif. Les crédits nécessaires au fonctionnement des commissions culturelles permanentes sont inscrits aux budgets des communautés respectives. Les commissions culturelles permanentes sont assistées par des fonctionnaires appartenant aux communautés respectives.»

Art. 5

L'article 23 de la même loi est remplacé par la disposition suivante:

«Art. 23. — § 1^{er}. Le mandat des membres des commissions culturelles permanentes expire trois mois après le renouvellement du Parlement de la Communauté française, du Parlement flamand et du Parlement de la Communauté germanophone. Chaque commission culturelle permanente nomme en son sein un président à la majorité absolue des voix. Les commissions culturelles permanentes nomment en leur sein autant de vice-présidents qu'il y a de groupes politiques.

§ 2. Les nouvelles commissions culturelles permanentes sont constituées au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur de la présente loi.»

Art. 6

Aux articles 24 et 25, le mot «commission» est chaque fois remplacé par les mots «commission culturelle permanente».

Art. 7

L'article 26 de la même loi est remplacé par la disposition suivante:

«Art. 26. — Les commissions culturelles permanentes adressent un rapport annuel sur leurs activités à

De duur van het mandaat van de leden van de vaste cultuurcommissies is vijf jaar. De partijen die in de vaste cultuurcommissies niet vertegenwoordigd zijn, mogen een lid met adviserende stem aanwijzen, op voorwaarde dat zij vertegenwoordigd zijn in het Vlaams Parlement met minstens vijf leden, in het parlement van de Franse Gemeenschap met minstens vier leden of in het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap met minstens één lid. De aanwijzing gebeurt door de politieke fracties uit deze parlementen. Er is onverenigbaarheid tussen het lidmaatschap van de vaste cultuurcommissies en de uitoefening van een politiek kiesmandaat. De kredieten die nodig zijn voor de werking van de vaste cultuurcommissies worden ingeschreven op de begrotingen van de respectievelijke gemeenschappen. De vaste cultuurcommissies worden bijgestaan door ambtenaren die tot de respectievelijke gemeenschappen behoren.»

Art. 5

Artikel 23 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:

«Art. 23. — § 1. Het mandaat van de leden van de vaste cultuurcommissies verstrijkt drie maanden na de hernieuwing van het Vlaams Parlement, het Parlement van de Franse Gemeenschap en het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap. Elke vaste cultuurcommissie benoemt onder haar leden een voorzitter bij volstreekte meerderheid der stemmen. De vaste cultuurcommissies benoemen onder hun leden evenveel ondervoorzitters als er politieke fracties zijn.

§ 2. De nieuwe vaste cultuurcommissies worden ten laatste drie maanden na de inwerkingtreding van deze wet samengesteld.»

Art. 6

In de artikelen 24 en 25 wordt het woord «commissie» telkens vervangen door de woorden «vaste cultuurcommissie».

Art. 7

Artikel 26 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:

«Art. 26. — De vaste cultuurcommissies brengen een jaarverslag uit over hun activiteiten bij hun res-

leurs parlements ou conseils communautaires respectifs, et ce, au plus tard le 1^{er} mai de l'année suivante.».

Art. 8

Il est inséré un article 26*bis*, libellé comme suit:

«Art. 26*bis*. — Le statut juridique des présidents et des membres ainsi que le fonctionnement des commissions culturelles permanentes sont réglés par les parlements communautaires par voie de décrets.».

Art. 9

L'arrêté royal du 16 novembre 1976 fixant le règlement d'ordre intérieur de la Commission nationale permanente du Pacte culturel et l'arrêté royal du 3 juin 1976 fixant le statut des présidents et des membres de la Commission nationale permanente du Pacte culturel et organisant le fonctionnement de celle-ci sont abrogés.

Art. 10

La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier de l'année qui suit celle au cours de laquelle elle aura été publiée au *Moniteur belge*.

18 novembre 2004

pectievelijke parlementen of gemeenschapsraden en dit ten laatste op 1 mei van het volgende jaar.».

Art. 8

Er wordt een artikel 26*bis* ingevoegd, luidend als volgt:

«Art. 26*bis*. — De rechtstoestand van de voorzitters en de leden alsook de werking van de vaste cultuurcommissies worden door de gemeenschapsparlementen geregeld bij decreet.».

Art. 9

Het koninklijk besluit van 16 november 1976 tot vaststelling van het huishoudelijk reglement van de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie en het koninklijk besluit van 3 juni 1976 tot regeling van de rechtstoestand van de voorzitters en van de leden van de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie en tot regeling van de werking ervan worden opgeheven.

Art. 10

Deze wet treedt in werking op 1 januari van het jaar na dat waarin hij is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

18 november 2004

Bart LAEREMANS (Vlaams Belang)
Koen BULTINCK (Vlaams Belang)
Ortwin DEPOORTERE (Vlaams Belang)

TEXTE DE BASE

16 juillet 1973

Loi garantissant la protection des tendances
idéologiques et philosophiques

CHAPITRE X

De la commission nationale permanente
du pacte culturel

Art. 21

Une commission nationale du Pacte culturel est instituée, qui a pour tâche de contrôler l'observance des dispositions de la présente loi.

A cette fin, la commission reçoit toute plainte contre les infractions aux dispositions de cette loi, introduite par toute partie qui fait preuve d'intérêt ou qui estime avoir subi un préjudice quelconque.

Art. 22

La commission se compose de vingt-six membres effectifs et de vingt-six membres suppléants dont treize membres effectifs néerlandophones et treize membres effectifs francophones, ainsi que treize membres suppléants néerlandophones et treize membres suppléants francophones.

Les membres effectifs et suppléants francophones sont élus par le Conseil culturel de la Communauté culturelle française; les membres effectifs et suppléants néerlandophones sont élus par le Conseil culturel de la Communauté culturelle néerlandaise et ce selon la représentation proportionnelle des groupes politiques composant les conseils.

La commission compte en outre deux membres effectifs et deux membres suppléants désignés par le Conseil de la communauté culturelle allemande. Ils ont voix délibérative lorsque la commission est saisie d'une plainte intéressant la région de langue allemande.

La durée du mandat des membres de la commission est de quatre ans.

TEXTE DE BASE ADAPTE A LA PROPOSITION

16 juillet 1973

Loi garantissant la protection des tendances
idéologiques et philosophiques

CHAPITRE X

Des commissions culturelles permanentes.¹

Art. 21

Au sein de chaque communauté est instituée une commission culturelle permanente, qui a pour tâche de contrôler l'observance des dispositions de la présente loi.

À cette fin, les commissions culturelles permanentes reçoivent toute plainte contre les infractions aux dispositions de la présente loi, introduite par toute partie qui justifie d'un intérêt ou qui estime avoir subi un préjudice quelconque.²

Art. 22

Les commissions culturelles permanentes francophone et néerlandophone se composent chacune de treize membres effectifs et d'autant de membres suppléants. La commission culturelle permanente germanophone se compose de cinq membres effectifs et d'autant de membres suppléants. Ces membres sont élus respectivement par le Parlement de la Communauté française, le Parlement flamand et le Parlement de la Communauté germanophone.

La clé de répartition utilisée pour composer les commissions culturelles permanentes est le système D'Hondt.

La durée du mandat des membres des commissions culturelles permanentes est de cinq ans. Les partis non représentés dans les commissions culturelles permanentes peuvent désigner un membre avec une voix consultative, à condition d'être représentés au parlement de la Communauté française par quatre membres au moins, au Parlement flamand par cinq membres au moins et au Parlement de la Communauté germanophone par un membre au moins. La désignation est faite par les

¹ Art. 2; remplacement.

² Art. 3; remplacement.

BASISTEKST

16 juli 1973

Wet waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt

HOOFDSTUK X**De vaste nationale cultuurpactcommissie****Art. 21**

Een Vaste Nationale Cultuurpactcommissie wordt ingesteld die tot taak heeft de naleving van de bepalingen van deze wet te controleren.

Te dien einde ontvangt de commissie alle klachten tegen inbreuken op deze wet, ingediend door elke partij die van een belang doet blijken of die van oordeel is dat zij enig nadeel heeft geleden.

Art. 22

De commissie bestaat uit zesentwintig vaste leden en zesentwintig plaatsvervangende leden waarvan dertien Nederlandstalige plaatsvervangende leden en dertien Franstalige plaatsvervangende leden.

De Franstalige vaste en plaatsvervangende leden worden gekozen door de Cultuurraad voor de Franse Cultuurgemeenschap; de Nederlandstalige vaste en plaatsvervangende leden worden gekozen door de Cultuurraad voor de Nederlandse cultuurgemeenschap overeenkomstig de evenredige vertegenwoordiging van de politieke fracties waaruit deze Cultuurraden bestaan.

De commissie omvat bovendien twee vaste en twee plaatsvervangende leden aangewezen door de Raad van de Duitse Cultuurgemeenschap. Wanneer een klacht, die betrekking heeft op het Duitse taalgebied, aanhangig is bij de Commissie, hebben bedoelde leden medebeslissende stem.

De duur van het mandaat van de leden van de commissie is vier jaar.

BASISTEKST AANGEPAST AAN HET VOORSTEL

16 juli 1973

Wet waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt

HOOFDSTUK X**De vaste cultuurcommissies¹****Art. 21**

Binnen elke gemeenschap wordt een vaste cultuurcommissie ingesteld die tot taak heeft de naleving van de bepalingen van deze wet te controleren.

Te dien einde ontvangen de vaste cultuurcommissies alle klachten tegen inbreuken op deze wet, ingediend door elke partij die van een belang doet blijken of die van oordeel is dat zij enig nadeel heeft geleden.²

Art. 22

De Nederlandstalige en de Franstalige vaste cultuurcommissie bestaan elk uit 13 vaste leden en evenveel plaatsvervangende leden. De Duitstalige vaste cultuurcommissie bestaat uit 5 vaste leden en evenveel plaatsvervangende leden. De leden worden gekozen door respectievelijk het Vlaams Parlement, het Parlement van de Franse Gemeenschap en het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap.

Bij de samenstelling van de vaste cultuurcommissies wordt als verdeelsleutel het systeem D'Hondt gehanteerd.

De duur van het mandaat van de leden van de vaste cultuurcommissies is vijf jaar. De partijen die in de vaste cultuurcommissies niet vertegenwoordigd zijn, mogen een lid met adviserende stem aanwijzen, op voorwaarde dat zij vertegenwoordigd zijn in het Vlaams Parlement met minstens vijf leden, in het Parlement van de Franse Gemeenschap met minstens vier leden of in het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap met minstens één lid. De aanwijzing gebeurt door de politieke fracties uit deze

¹ Art. 2: vervanging.

² Art. 3: vervanging.

Les partis non représentés dans la commission peuvent désigner un membre avec une voix consultative, soit francophone, soit néerlandophone, soit germanophone, à condition d'être représentés dans le Conseil culturel de la communauté concernée. La désignation est faite par groupe politique du conseil culturel concerné.

Il y a incompatibilité entre les fonctions de membre de la commission et l'exercice de tout mandat politique électif.

Les crédits nécessaires au fonctionnement de la commission sont inscrits pour moitié à chacun des budgets des ministères de la Culture néerlandaise et de la Culture française.

La commission est assistée par des agents de l'État mis à sa disposition par le gouvernement.

Art. 23

Le mandat des membres de la commission expire trois mois après le renouvellement des Chambres législatives.

La commission nomme en son sein deux présidents, à la majorité absolue des voix des membres néerlandophones, d'une part, et des membres francophones, d'autre part.

La commission nomme en son sein autant de vice-présidents qu'il y a de groupes politiques, d'une part pour les membres néerlandophones et de l'autre pour les membres francophones.

Art. 24

§ 1^{er}. La commission instruit les plaintes dont elle est saisie. Elle entend la partie plaignante et l'autorité visée par la plainte; elle peut faire sur place toutes constatations et se faire communiquer tous renseignements et documents qu'elle juge nécessaires pour l'examen de l'affaire, et entendre tous témoins. Elle s'efforce d'obtenir une conciliation.

*groupes politiques de ces parlements. Il y a incompatibilité entre la qualité de membre des commissions culturelles permanentes et l'exercice de tout mandat politique électif. Les crédits nécessaires au fonctionnement des commissions culturelles permanentes sont inscrits aux budgets des communautés respectives. Les commissions culturelles permanentes sont assistées par des fonctionnaires appartenant aux communautés respectives.*³

Art. 23

§ 1^{er}. Le mandat des membres des commissions culturelles permanentes expire trois mois après le renouvellement du Parlement de la Communauté française, du Parlement flamand et du Parlement de la Communauté germanophone. Chaque commission culturelle permanente nomme en son sein un président à la majorité absolue des voix. Les commissions culturelles permanentes nomment en leur sein autant de vice-présidents qu'il y a de groupes politiques.

*§ 2. Les nouvelles commissions culturelles permanentes sont constituées au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur de la présente loi.*⁴

Art. 24

§ 1^{er}. La *commission culturelle permanente*⁵ instruit les plaintes dont elle est saisie. Elle entend la partie plaignante et l'autorité visée par la plainte; elle peut faire sur place toutes constatations et se faire communiquer tous renseignements et documents qu'elle juge nécessaires pour l'examen de l'affaire, et entendre tous témoins. Elle s'efforce d'obtenir une conciliation.

³ Art. 4: remplacement.

⁴ Art. 5: remplacement.

⁵ Art. 6: remplacement.

De partijen, die in de commissie niet vertegenwoordigd zijn, mogen een Nederlandstalig, een Franstalig of een Duitstalig lid met adviserende stem aanwijzen, op voorwaarde dat zij vertegenwoordigd zijn in de Cultuurraad van de betrokken gemeenschap. De aanwijzing wordt gedaan door de politieke fractie van de betrokken Cultuurraad.

Er is onverenigbaarheid tussen het lidmaatschap van de commissie en de uitoefening van een politiek kiesmandaat.

De kredieten, die nodig zijn voor de werking van de commissie, worden voor de helft uitgetrokken op elk van de begrotingen van de Ministeries van Nederlandse Cultuur en van Franse Cultuur.

De commissie wordt bijgestaan door rijksambtenaren die door de regering te harer beschikking worden gesteld.

Art. 23

Het mandaat van de leden van de commissie verstrijkt drie maanden na de hernieuwing van de Wetgevende Kamers.

De commissie benoemt onder haar leden twee voorzitters bij volstreekte meerderheid der stemmen van de Nederlandstalige leden enerzijds en van de Franstalige leden anderzijds.

De commissie benoemt onder haar leden evenveel ondervoorzitters als er politieke fracties zijn enerzijds bij de Nederlandstalige leden en anderzijds bij de Franstalige leden.

Art. 24

§ 1. De commissie onderzoekt de klachten die bij haar aanhangig worden gemaakt. Zij hoort de klagende partij en de door de klacht bedoelde overheid; zij kan ter plaatse alle bevindingen doen, alle inlichtingen inwinnen, zich documenten laten voorleggen die zij noodzakelijk acht voor het onderzoek van de zaak, en getuigen horen. Zij tracht een verzoening te bekomen.

parlementen. Er is onverenigbaarheid tussen het lidmaatschap van de vaste cultuurcommissies en de uitoefening van een politiek kiesmandaat. De kredieten die nodig zijn voor de werking van de vaste cultuurcommissies worden ingeschreven op de begrotingen van de respectievelijke gemeenschappen. De vaste cultuurcommissies worden bijgestaan door ambtenaren die tot de respectievelijke gemeenschappen behoren.³

Art. 23

§ 1. Het mandaat van de leden van de vaste cultuurcommissies verstrijkt drie maanden na de hernieuwing van het Vlaams Parlement, het Parlement van de Franse Gemeenschap en het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap. Elke vaste cultuurcommissie benoemt onder haar leden een voorzitter bij volstreekte meerderheid der stemmen. De vaste cultuurcommissies benoemen onder hun leden evenveel ondervoorzitters als er politieke fracties zijn.

§ 2. De nieuwe vaste cultuurcommissies worden ten laatste drie maanden na de inwerkingtreding van deze wet samengesteld.⁴

Art. 24

§ 1. De *vaste cultuurcommissie*⁵ onderzoekt de klachten die bij haar aanhangig worden gemaakt. Zij hoort de klagende partij en de door de klacht bedoelde overheid; zij kan ter plaatse alle bevindingen doen, alle inlichtingen inwinnen, zich documenten laten voorleggen die zij noodzakelijk acht voor het onderzoek van de zaak, en getuigen horen. Zij tracht een verzoening te bekomen.

³ Art. 4: vervanging.

⁴ Art. 5: vervanging.

⁵ Art. 6: vervanging.

§ 2. À défaut de conciliation, la commission émet, en séance publique, un avis motivé sur le fondement de la plainte, accompagné le cas échéant d'une recommandation à l'autorité intéressée, lui demandant soit de constater la nullité de la décision prise, soit de prendre toute mesure nécessaire pour assurer le respect des dispositions de la présente loi.

Cet avis est émis dans les soixante jours de la réception de la plainte; ce délai ne court pas durant les mois de juillet et d'août.

L'avis est notifié à la partie plaignante, à l'autorité à charge de laquelle plainte avait été déposée, ainsi qu'éventuellement aux autorités investies d'un pouvoir de tutelle et, dans tous les cas au ministre de la Culture compétent.

Art. 25

La plainte doit être introduite auprès de la commission dans les soixante jours à compter de la date où la décision contestée de l'autorité publique a été rendue publique ou signifiée. Ce délai prend cours à partir du jour où la partie plaignante aura eu connaissance de la décision, lorsque celle-ci n'a été ni rendue publique, ni signifiée.

Lorsque la partie plaignante dispose d'un recours en annulation devant la section d'administration du Conseil d'État quant aux faits faisant l'objet de sa plainte, le délai imparti pour le dépôt de sa requête en annulation est suspendu.

La partie plaignante dispose d'un nouveau délai de soixante jours pour saisir le Conseil d'État, prenant cours à l'expiration du mois qui suit la notification de l'avis de la commission ou à l'expiration du délai dans lequel l'avis aurait dû être donné.

Art. 26

La commission permanente adresse annuellement un rapport sur ses activités aux Chambres législatives et aux Conseils culturels.

§ 2. À défaut de conciliation, la **commission culturelle permanente**⁶ émet, en séance publique, un avis motivé sur le fondement de la plainte, accompagné le cas échéant d'une recommandation à l'autorité intéressée, lui demandant soit de constater la nullité de la décision prise, soit de prendre toute mesure nécessaire pour assurer le respect des dispositions de la présente loi.

Cet avis est émis dans les soixante jours de la réception de la plainte; ce délai ne court pas durant les mois de juillet et d'août.

L'avis est notifié à la partie plaignante, à l'autorité à charge de laquelle plainte avait été déposée, ainsi qu'éventuellement aux autorités investies d'un pouvoir de tutelle et, dans tous les cas au ministre de la Culture compétent.

Art. 25

La plainte doit être introduite auprès de la **commission culturelle permanente**⁷ dans les soixante jours à compter de la date où la décision contestée de l'autorité publique a été rendue publique ou signifiée. Ce délai prend cours à partir du jour où la partie plaignante aura eu connaissance de la décision, lorsque celle-ci n'a été ni rendue publique, ni signifiée.

Lorsque la partie plaignante dispose d'un recours en annulation devant la section d'administration du Conseil d'État quant aux faits faisant l'objet de sa plainte, le délai imparti pour le dépôt de sa requête en annulation est suspendu.

La partie plaignante dispose d'un nouveau délai de soixante jours pour saisir le Conseil d'État, prenant cours à l'expiration du mois qui suit la notification de l'avis de la **commission culturelle permanente**⁸ ou à l'expiration du délai dans lequel l'avis aurait dû être donné.

Art. 26

Les commissions culturelles permanentes adressent un rapport annuel sur leurs activités à leurs parlements ou conseils communautaires respectifs, et ce, au plus tard le 1^{er} mai de l'année suivante.⁹

⁶ Art. 6: remplacement.

⁷ Art. 6: remplacement.

⁸ Art. 6: remplacement.

⁹ Art. 7: remplacement.

§ 2. Bij gebrek aan verzoening brengt de commissie in openbare vergadering een met redenen omkleed advies uit over de gegrondheid van de klacht, waarbij zij eventueel een aanbeveling ten behoeve van de betrokken overheid voegt, waarin zij vraagt hetzij de nietigheid van de genomen beslissing vast te stellen, hetzij alle nodige maatregelen te nemen om de naleving van de bepalingen van deze wet te verzekeren.

Het advies wordt uitgebracht binnen zestig dagen na de ontvangst van de klacht. Deze termijn loopt niet tijdens de maanden juli en augustus.

Dit advies wordt betekend aan de klagende partij alsmede aan de overheid waartegen klacht werd ingediend, eventueel aan de voorgijverheid en in alle gevallen aan de bevoegde minister van Cultuur.

Art. 25

De klacht dient bij de commissie te worden ingediend binnen zestig dagen na de datum waarop de bestreden beslissing van de overheid bekend wordt gemaakt of betekend. Deze termijn begint te lopen op de dag waarop de klagende partij kennis kreeg van de beslissing, indien deze niet bekend werd gemaakt, noch betekend.

Wanneer voor de klagende partij beroep tot nietigverklaring bij de afdeling administratie van de Raad van State openstaat in verband met de feiten waarover de klacht handelt, wordt de voor de indiening van haar verzoek om nietigverklaring opgelegde termijn opgeschort.

De klagende partij beschikt over een nieuwe termijn van zestig dagen om haar zaak bij de Raad van State aanhangig te maken, welke termijn ingaat bij het verstrijken van de maand die volgt op de betekening van het advies van de commissie of bij het verstrijken van de termijn tijdens welke het advies had moeten worden uitgebracht.

Art. 26

De vaste commissie brengt een jaarverslag over haar activiteiten uit bij de Wetgevende Kamers en bij de Cultuurraden.

§ 2. Bij gebrek aan verzoening brengt de **vaste cultuurcommissie**⁶ in openbare vergadering een met redenen omkleed advies uit over de gegrondheid van de klacht, waarbij zij eventueel een aanbeveling ten behoeve van de betrokken overheid voegt, waarin zij vraagt hetzij de nietigheid van de genomen beslissing vast te stellen, hetzij alle nodige maatregelen te nemen om de naleving van de bepalingen van deze wet te verzekeren.

Het advies wordt uitgebracht binnen zestig dagen na de ontvangst van de klacht. Deze termijn loopt niet tijdens de maanden juli en augustus.

Dit advies wordt betekend aan de klagende partij alsmede aan de overheid waartegen klacht werd ingediend, eventueel aan de voorgijverheid en in alle gevallen aan de bevoegde minister van Cultuur.

Art. 25

De klacht dient bij de **vaste cultuurcommissie**⁷ te worden ingediend binnen zestig dagen na de datum waarop de bestreden beslissing van de overheid bekend wordt gemaakt of betekend. Deze termijn begint te lopen op de dag waarop de klagende partij kennis kreeg van de beslissing, indien deze niet bekend werd gemaakt, noch betekend.

Wanneer voor de klagende partij beroep tot nietigverklaring bij de afdeling administratie van de Raad van State openstaat in verband met de feiten waarover de klacht handelt, wordt de voor de indiening van haar verzoek om nietigverklaring opgelegde termijn opgeschort.

De klagende partij beschikt over een nieuwe termijn van zestig dagen om haar zaak bij de Raad van State aanhangig te maken, welke termijn ingaat bij het verstrijken van de maand die volgt op de betekening van het advies van de **vaste cultuurcommissie**⁸ of bij het verstrijken van de termijn tijdens welke het advies had moeten worden uitgebracht.

Art. 26

De vaste cultuurcommissies brengen een jaarverslag uit over hun activiteiten bij hun respectievelijke parlementen of gemeenschapsraden en dit ten laatste op 1 mei van het volgende jaar.⁹

⁶ Art. 6: vervanging.

⁷ Art. 6: vervanging.

⁸ Art. 6: vervanging.

⁹ Art. 7: vervanging.

Annexe G

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

11 avril 2005

PROPOSITION DE LOI

**modifiant la loi du 16 juillet 1973,
en vue de scinder la Commission nationale
permanente du Pacte culturel**

**AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT
N° 38.161/AG**

Document précédent :

Doc 51 **1572/ (2004/2005)** :
001 : Proposition de loi de MM. Laeremans, Bullinck et Depoortere.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

11 april 2005

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van de wet van 16 juli 1973
met het oog op de splitsing van
de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie**

**ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE
NR. 38.161/AV**

Voorgaand document :

Doc 51 **1572/ (2004/2005)** :
001 : Wetsvoorstel van de heren Laeremans, Bullinck en Depoortere.

cdH	: Centre démocrate Humaniste		
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams		
ECOLO	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales		
FN	: Front National		
MR	: Mouvement Réformateur		
N-VA	: Nieuw - Vlaamse Alliantie		
PS	: Parti socialiste		
sp.a - spirit	: Socialistische Partij Anders - Sociaal progressief internationaal, regionalistisch integraal democratisch toekomstgericht.		
Vlaams Belang	: Vlaams Belang		
VLD	: Vlaamse Liberalen en Democraten		
Abréviations dans la numérotation des publications :		Afkortingen bij de nummering van de publicaties :	
DOC 51 0000/000	: Document parlementaire de la 51e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 51 0000/000	: Parlementair document van de 51e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA :	Questions et Réponses écrites	QRVA :	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV :	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV :	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV :	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV :	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV :	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV :	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toezpraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN :	Séance plénière	PLEN :	Plenum
COM :	Réunion de commission	COM :	Commissievergadering
MOT :	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT :	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)
Publications officielles éditées par la Chambre des représentants		Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers	
Commandes : Place de la Nation 2 1008 Bruxelles Tél. : 02/549 81 60 Fax : 02/549 82 74 www.laChambre.be		Bestellingen : Natieplein 2 1008 Brussel Tel. : 02/ 549 81 60 Fax : 02/549 82 74 www.deKamer.be e-mail : publicaties@deKamer.be	

Le CONSEIL D'ÉTAT, assemblée générale de la section de législation, saisi par le Président de la Chambre des représentants, le 23 février 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours prorogé à quarante-cinq jours⁽¹⁾, sur une proposition de loi «modifiant la loi du 16 juillet 1973, en vue de scinder la Commission nationale permanente du Pacte culturel» (Doc. parl., Chambre, session 20042005, n° 51 1572/001), a donné le 24 mars 2005 l'avis suivant:

⁽¹⁾ Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État qui dispose que le délai de trente jours est prorogé à quarante-cinq jours dans le cas où l'avis est donné par l'assemblée générale en application de l'article 85.

La portée de la proposition de loi

1. La proposition de loi à l'examen tend à modifier, dans la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, les dispositions relatives à l'organe chargé de veiller à son respect.

Elle vise à scinder la Commission nationale permanente du pacte culturel en trois «commissions culturelles permanentes» qui seraient instituées «au sein de chaque communauté» (article 21 proposé de la loi). Les membres de ces commissions seraient élus respectivement par chaque Parlement de Communauté selon «le système D'Hondt», ce que l'on doit comprendre comme visant un système de représentation proportionnelle des groupes politiques au sein de chaque Parlement (article 22, alinéas 1^{er} et 2, proposé de la loi). Des membres pourvus de voix consultative seraient désignés par les partis représentés au sein des Parlements concernés mais non représentés dans les commissions respectives (article 22, alinéa 3, proposé de la loi). Les budgets de chaque communauté pourvoiraient au fonctionnement des commissions (*ibidem*), qui seraient assistées par des fonctionnaires communautaires (*ibidem*). Le mandat des membres des commissions expirerait trois mois après le renouvellement de chacun de ces Parlements (article 23 proposé de la loi), auquel chaque commission serait tenu d'adresser un rapport annuel (article 26 proposé de la loi). Le statut des présidents et des membres ainsi que le fonctionnement des commissions seraient réglés par un décret de chaque communauté plutôt que par les arrêtés royaux des 3 juin 1976 et 16 novembre 1976, que la proposition envisage d'abroger (article 26 bis proposé de la loi et article 9 de la proposition).

De RAAD VAN STATE, algemene vergadering van de afdeling wetgeving, op 23 februari 2005 door de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot vijfenveertig dagen⁽¹⁾, van advies te dienen over een voorstel van wet «tot wijziging van de wet van 16 juli 1973 met het oog op de splitsing van de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie» (Part. St., Kamer, zitting 2004-2005, nr. 51 1572/001), heeft op 24 maart 2005 het volgende advies gegeven:

⁽¹⁾ Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State waarin wordt bepaald dat de termijn van dertig dagen verlengd wordt tot vijfenveertig dagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de algemene vergadering met toepassing van artikel 85.

Strekking van het wetsvoorstel

1. Het onderzochte wetsvoorstel strekt ertoe in de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt, de bepalingen te wijzigen die het orgaan betreffen dat tot taak heeft de naleving ervan te controleren.

Het wetsvoorstel beoogt de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie te splitsen in drie «vaste cultuurcommissies», die worden ingesteld «binnen elke gemeenschap» (voorgestelde artikel 21 van de wet). De leden van die commissies zouden respectievelijk door ieder gemeenschapsparlement worden gekozen volgens «het systeem-D'Hondt», wat aldus moet worden begrepen dat de politieke fracties binnen ieder parlement evenredig zijn vertegenwoordigd (voorgestelde artikel 22, eerste en tweede lid, van de wet). Partijen die in de betrokken parlementen vertegenwoordigd zijn, doch niet in de respectieve commissies, zouden leden met adviserende stem kunnen aanwijzen (voorgestelde artikel 22, derde lid, van de wet). De begrotingen van iedere gemeenschap zouden voorzien in de werking van de commissies (*ibidem*), die worden bijgestaan door ambtenaren die onder de gemeenschappen ressorteren (*ibidem*). Het mandaat van de leden van de commissies zou verstrijken drie maanden na de vernieuwing van elk van die parlementen (voorgestelde artikel 23 van de wet), en iedere commissie moet bij elk van die parlementen een jaarverslag uitbrengen (voorgestelde artikel 26 van de wet). De rechtspositie van de voorzitters en de leden, alsmede de werkwijze van de commissies zouden worden geregeld bij een decreet van iedere gemeenschap, in plaats van bij de koninklijke besluiten van 3 juni 1976 en 16 november 1976, die het voorstel beoogt op te heffen (voorgestelde artikel 26 bis van de wet en artikel 9 van het voorstel).

La compétence du législateur fédéral

2. La loi précitée du 16 juillet 1973 a été adoptée en exécution des articles 59bis, § 7, et 59ter, § 7, devenus l'article 131 de la Constitution⁽¹⁾, aux termes duquel:

«La loi arrête les mesures en vue de prévenir toute discrimination pour des raisons idéologiques et philosophiques»⁽²⁾.

Comme l'a exprimé la section de législation du Conseil d'État dans plusieurs avis, l'article 131 de la Constitution confie au législateur fédéral le pouvoir de prendre les mesures nécessaires à la protection des minorités idéologiques et philosophiques existant au sein de chacune des communautés⁽³⁾. Il lui en fait même une obligation, dont l'exercice restreint les compétences des communautés⁽⁴⁾.

Les communautés peuvent également adopter, en exécution de l'article 11, deuxième phrase, de la Constitution, des décrets destinés à garantir les droits et les libertés des minorités idéologiques et philosophiques⁽⁵⁾. La compétence fédérale en la matière n'est donc pas exclusive.

Il n'en reste pas moins que, lorsque le législateur compétent intervient, il est tenu de respecter le système global de répartition des compétences qui préside aux relations entre l'autorité fédérale, les communautés et les régions.

⁽¹⁾ Avis 19.962/8 du 8 juin 1990 sur une proposition de décret, devenue le décret de la Communauté flamande du 27 mars 1991, «houdende het statuut van de Belgische Radio en Televisie, Omroep van de Vlaamse Gemeenschap» (VI. Parl., St., 1989-1990, n° 349/2); avis n° 19.045/8 du 18 septembre 1990 sur un avant-projet de décret, devenu le décret de la Communauté flamande du 24 juillet 1991, «houdende organisatie van het overleg en inspraak gemeentelijk cultuurbeleid» (VI. Parl., St., 1990-1991, n° 522/1).

⁽²⁾ Cette disposition est placée au sein de la sous-section première («Des compétences des communautés») de la section II («Des compétences») du chapitre IV («Des communautés et des régions») du titre III («Des pouvoirs») de la Constitution.

⁽³⁾ Avis n° 13.019/2 du 13 février 1978 sur deux amendements à une proposition de décret de la Communauté culturelle française garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques (Parl. Comm. fr., Doc., 1977-1978, n° 16); avis précités nos 19.962/8 du 8 juin 1990 et 19.045/8 du 18 septembre 1990.

⁽⁴⁾ *Ibidem*.

⁽⁵⁾ L'article 11 de la Constitution est rédigé comme suit: «La jouissance des droits et libertés reconnus aux Belges doit être assurée sans discrimination. A cette fin, la loi et le décret garantissent notamment les droits et libertés des minorités idéologiques et philosophiques».

⁽⁶⁾ Ces décrets, qui peuvent avoir une portée générale, ne sont admissibles que s'ils sont compatibles avec les lois adoptées en exécution de l'article 131 de la Constitution, notamment avec la loi précitée du 16 juillet 1973 (avis n° 13.019/2 du 13 février 1978 précité).

Bevoegdheid van de federale wetgever

2. De voornoemde wet van 16 juli 1973 is aangenomen ter uitvoering van de artikelen 59bis, § 7, en 59ter, § 7, die artikel 131 van de Grondwet⁽¹⁾ zijn geworden, dat als volgt luidt:

«De wet stelt de regelen vast ter voorkoming van elke discriminatie om ideologische en filosofische redenen»⁽²⁾.

Zoals de afdeling Wetgeving van de Raad van State in verscheidene adviezen heeft gesteld, draagt artikel 131 van de Grondwet de federale wetgever de bevoegdheid op om de nodige maatregelen te treffen voor de bescherming van de ideologische en filosofische minderheden die bestaan binnen elk van de gemeenschappen⁽³⁾. Dat artikel legt hem zelfs de verplichting daartoe op, waardoor de bevoegdheden van de gemeenschappen worden beperkt⁽⁴⁾.

De gemeenschappen kunnen ter uitvoering van artikel 11, tweede zin, van de Grondwet eveneens decreten aannemen die de rechten en vrijheden van de ideologische en filosofische minderheden moeten waarborgen⁽⁵⁾. De federale bevoegdheid ter zake is dus niet exclusief.

Wanneer de bevoegde wetgever een regeling uitvaardigt, dient hij niettemin het algehele systeem van verdeling van de bevoegdheden in acht te nemen dat aan de betrekkingen tussen de federale overheid, de gemeenschappen en de gewesten ten grondslag ligt.

⁽¹⁾ Advies 19.962/8 van 8 juni 1990 over een voorstel van decreet dat het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 27 maart 1991 houdende het statuut van de Belgische Radio en Televisie, Omroep van de Vlaamse Gemeenschap is geworden (VI. Parl., St., 1989-1990, nr. 349/2); advies nr. 19.045/8 van 18 september 1990 over een voorontwerp van decreet dat het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 24 juli 1991 houdende organisatie van het overleg en inspraak gemeentelijk cultuurbeleid is geworden (VI. Parl., St., 1990-1991, nr. 522/1).

⁽²⁾ Deze bepaling is opgenomen in titel III («De machten»), hoofdstuk IV («De gemeenschappen en de gewesten»), afdeling II («De bevoegdheden»), onderafdeling I («De gemeenschapsbevoegdheden») van de Grondwet.

⁽³⁾ Advies nr. 13.019/2 van 13 februari 1978 over twee amendementen op een voorstel van decreet van de Franse Cultuurgemeenschap «garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques» (Parl. Comm. fr., Doc., 1977-1978, n° 16); voornoemde adviezen nr. 19.962/8 van 8 juni 1990 en nr. 19.045/8 van 18 september 1990.

⁽⁴⁾ *Ibidem*.

⁽⁵⁾ Artikel 11 van de Grondwet luidt als volgt: «Het genot van de rechten en vrijheden aan de Belgen toegekend moet zonder discriminatie verzekerd worden. Te dien einde waarborgen de wet en het decreet inzonderheid de rechten en vrijheden van de ideologische en filosofische minderheden.»

⁽⁶⁾ Die decreten, die een algemene strekking kunnen hebben, zijn alleen aanvaardbaar indien ze zich verdragen met de wetten aangenomen ter uitvoering van artikel 131 van de Grondwet, inzonderheid met de voornoemde wet van 16 juli 1973 (voornoemd advies nr. 13.019/2 van 13 februari 1978).

3. La proposition à l'examen suscite à cet égard l'objection fondamentale suivante.

S'il n'est en principe pas interdit, en soi, que le législateur fédéral institue plusieurs organes dont la compétence serait délimitée en fonction de la région linguistique concernée, encore est-il requis que ces organes soient revêtus d'un statut dont les éléments se situent dans le prolongement de la compétence exercée: lorsque le législateur fédéral crée des institutions, celles-ci doivent revêtir un caractère fédéral.

Or, tel n'est pas le cas des trois commissions culturelles permanentes instaurées par la proposition à l'examen.

En effet, selon celle-ci, les commissions sont instituées «au sein de chaque communauté»⁽⁷⁾, elles sont élues par chaque Parlement de communauté⁽⁸⁾, les membres disposant d'une voix consultative au sein des commissions culturelles permanentes sont désignés par les groupes politiques de ces Parlements en fonction de leur représentation au sein de ceux-ci⁽⁹⁾, les crédits de fonctionnement de ces commissions sont inscrits au budget des communautés respectives⁽¹⁰⁾, elles sont assistées par des fonctionnaires communautaires⁽¹¹⁾, la durée du mandat de leurs membres est fonction de la législature des Parlements de communauté⁽¹²⁾, elles sont tenues d'envoyer un rapport annuel au seul Parlement de communauté dont elles relèvent⁽¹³⁾ et enfin le statut des présidents et des membres ainsi que le fonctionnement des commissions sont réglés par un décret de chaque communauté.

Ce sont donc des organes à caractère communautaire marqué qui seraient ainsi instaurés par la législature fédérale, ce qui n'est pas admissible⁽¹⁴⁾.

⁽⁷⁾ Article 3 de la proposition, article 21 proposé.

⁽⁸⁾ Article 4 de la proposition, article 22, alinéa 1^{er}, proposé.

⁽⁹⁾ Il est vrai que l'article 22 actuellement en vigueur de la loi précitée du 16 juillet 1973 prévoit lui aussi l'élection des membres de la Commission nationale permanente du pacte culturel par «le Conseil culturel de la Communauté culturelle française», «le Conseil culturel de la Communauté culturelle néerlandaise» et «le Conseil de la Communauté culturelle allemande» et que la règle de la représentation proportionnelle des groupes politiques des conseils culturels des Communautés culturelles française et néerlandaise y figure également. Indépendamment même du fait que cette loi est issue d'une proposition de loi non soumise à la consultation de la section de législation du Conseil d'État, on peut relever que le contexte juridique et institutionnel de la période au cours de laquelle cette loi a été adoptée, notamment quant aux règles de composition des Conseils culturels, diffère de celui qui gouverne aujourd'hui l'autonomie des Parlements des communautés par rapport aux Chambres du Parlement fédéral. En toute hypothèse, l'article 22 de la loi précitée du 16 juillet 1973, quelles que soient les éventuelles difficultés qu'il pourrait soulever quant à sa régularité, ne saurait en aucun cas être invoqué au titre de précédent.

⁽¹⁰⁾ Article 4 de la proposition, article 22, alinéa 3, proposé.

⁽¹¹⁾ *Ibidem*.

⁽¹²⁾ *Ibidem*.

⁽¹³⁾ Article 5 de la proposition, article 23, § 1^{er}, proposé.

⁽¹⁴⁾ Article 7 de la proposition, article 26 proposé.

⁽¹⁵⁾ En ce sens: avis n° 18.831/1 du 13 avril 1989 sur une proposition de loi modifiant la loi du 12 août 1981 portant création d'une personne juridique de droit public dénommée «Palais des Beaux-Arts» (Chambre, Doc. parl., 1988-1989, n° 630/2).

3. Het onderzochte voorstel doet in dit verband het volgende fundamentele bezwaar rijzen.

Het is op zich weliswaar in principe niet verboden dat de federale wetgever verscheidene organen instelt waarvan de bevoegdheid afgebakend wordt naargelang van het betrokken taalgebied, maar die organen moeten een statuut hebben waarvan de bestanddelen in het verlengde liggen van de uitgeoefende bevoegdheid: wanneer de federale wetgever instellingen opricht, dan moeten deze een federaal karakter hebben.

Dat is echter niet het geval met de drie vaste cultuurcommissies ingesteld bij het onderzochte voorstel.

Het voorstel schrijft immers voor dat de commissies worden ingesteld «binnen elke gemeenschap»⁽⁷⁾, dat de leden ervan door ieder gemeenschapsparlement worden gekozen⁽⁸⁾, dat de leden die in de vaste cultuurcommissies een adviserende stem hebben, worden aangewezen door de politieke fracties van die parlementen, op basis van hun vertegenwoordiging binnen die parlementen⁽⁹⁾, dat de werkingskredieten van die commissies uitgetrokken worden op de begroting van de respectieve gemeenschappen⁽¹⁰⁾, dat de commissies worden bijgestaan door gemeenschapsambtenaren⁽¹¹⁾, dat de duur van het mandaat van de leden ervan afhangt van de zittingsduur van de gemeenschapsparlementen⁽¹²⁾, dat ze alleen bij het gemeenschapsparlement waaronder ze ressorteren een jaarverslag hoeven uit te brengen⁽¹³⁾, en ten slotte dat de rechtspositie van de voorzitters en de leden, alsmede de werkwijze van de commissies geregeld worden bij een decreet van iedere gemeenschap.

Het zijn dus organen met een uitgesproken gemeenschapskarakter die zouden worden ingevoerd door de federale wetgever, wat onaanvaardbaar is⁽¹⁴⁾.

⁽⁷⁾ Artikel 3 van het voorstel, voorgestelde artikel 21.

⁽⁸⁾ Artikel 4 van het voorstel, voorgestelde artikel 22, eerste lid.

⁽⁹⁾ Het thans van kracht zijnde artikel 22 van de voornoemde wet van 16 juli 1973 schrijft eveneens voor dat de leden van de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie gekozen worden door «de Cultuurraad voor de Nederlandse Cultuurgemeenschap», «de Cultuurraad voor de Franse Cultuurgemeenschap» en «de Raad van de Duitse Cultuurgemeenschap» en bevat eveneens de regel van de evenredige vertegenwoordiging van de politieke fracties van de cultuurraden van de Nederlandse en de Franse Cultuurgemeenschap. Ongeacht het feit dat die wet is ontstaan uit een wetsvoorstel dat niet om advies is voorgelegd aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State, valt op te merken dat de juridische en institutionele context van de periode waarin die wet is aangenomen, inzonderheid wat de regels inzake de samenstelling van de cultuurraden betreft, verschilt van de huidige context, waarin de gemeenschapsparlementen zich autonoom opstellen ten opzichte van de Kamers van het federale parlement. Artikel 22 van de voornoemde wet van 16 juli 1973 kan hoe dan ook niet worden aangevoerd als een precedent, ongeacht de eventuele moeilijkheden die dat artikel kan doen rijzen op het stuk van de regelmatigheid ervan.

⁽¹⁰⁾ Artikel 4 van het voorstel, voorgestelde artikel 22, derde lid.

⁽¹¹⁾ *Ibidem*.

⁽¹²⁾ *Ibidem*.

⁽¹³⁾ Artikel 5 van het voorstel, voorgestelde artikel 23, § 1.

⁽¹⁴⁾ Artikel 7 van het voorstel, voorgestelde artikel 26.

⁽¹⁵⁾ Vgl. in deze zin: advies nr. 18.831/1 van 13 april 1989 over een wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 12 augustus 1981 houdende oprichting van een publiekrechtelijke rechtspersoon genaamd «Paleis voor Schone Kunsten» (Kamer, Gedr. St., 1988-1989, nr. 630/2).

4. Ceci étant, si le législateur fédéral entendait modifier la composition actuelle de la commission nationale permanente du pacte culturel, il pourrait prévoir une représentation des communautés au sein de cette commission ou des organes qui la remplaceraient. Le règlement de ces questions ne pourrait toutefois s'envisager que dans le respect des principes qui gouvernent aujourd'hui la représentation des communautés et régions dans les institutions fédérales.

Sur ce point, le Conseil d'État, section de législation, a admis que la représentation des entités fédérées au sein d'organes fédéraux soit prévue par des lois fédérales mais à la condition que cette représentation soit purement facultative, ce qui implique que les représentants visés ne disposent pas d'une voix délibérative et qu'il soit mentionné que la circonstance qu'il ne soit pas proposé de représentants ou que ces derniers n'assistent pas aux réunions des organes ne puisse avoir de répercussion sur le fonctionnement de ceux-ci ni sur la validité des actes qu'ils posent ⁽¹⁶⁾.

Un pareil mécanisme ne peut concerner qu'une représentation par définition partielle des entités fédérées au sein d'organes fédéraux et non, comme dans la proposition à l'examen, une composition entièrement assurée par des personnes représentant les entités fédérées. Il est en toute hypothèse incompatible, par son caractère facultatif, avec un système de contrôle par des instances pourvues de membres dont la présence est obligatoire et disposant d'une voix délibérative, tel qu'il est envisagé par la proposition.

L'autre mécanisme auquel il est autorisé de recourir, lorsque la représentation des entités fédérées au sein d'organes fédéraux présente un caractère cette fois obligatoire, est celui prévu par l'article 92^{ter}, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ⁽¹⁷⁾, aux termes duquel:

«Le Roi règle, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, pris de l'accord des gouvernements compétents, la représentation des communautés et des régions, selon le cas, dans les

4. Aldus zou de federale wetgever, indien hij de huidige samenstelling van de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie zou willen wijzigen, kunnen voorzien in een vertegenwoordiging van de gemeenschappen in deze commissie of in de organen die haar zouden vervangen. Deze kwesties zouden evenwel slechts kunnen worden geregeld met inachtneming van de principes die thans gelden voor de vertegenwoordiging van de gemeenschappen en gewesten in de federale instellingen.

Wat dit betreft, heeft de Raad van State, afdeling Wetgeving, aanvaard dat de vertegenwoordiging van de deeleniteiten in federale organen vastgelegd wordt in federale wetten, maar op voorwaarde dat deze vertegenwoordiging louter facultatief is, wat impliceert dat de betrokken vertegenwoordigers niet stemgerechtigd zijn en dat aangegeven wordt dat de omstandigheid dat geen vertegenwoordigers worden voorgesteld of de omstandigheid dat laatstgenoemden de vergaderingen van de organen niet bijwonen, geen gevolgen kan hebben voor de werking van deze organen of voor de geldigheid van de handelingen die deze organen stellen ⁽¹⁶⁾.

Een dergelijk mechanisme kan alleen gelden voor een - per definitie - gedeeltelijke vertegenwoordiging van de deeleniteiten in federale organen en niet, zoals in het onderzochte voorstel, voor een samenstelling die volledig bestaat uit personen die de deeleniteiten vertegenwoordigen. Dit mechanisme is door zijn facultatieve aard in ieder geval onverenigbaar met een systeem van controle door instanties die beschikken over leden wier aanwezigheid verplicht is en die stemgerechtigd zijn, zoals het opgezet is in het wetsvoorstel.

Het andere mechanisme waarop een beroep mag worden gedaan wanneer de vertegenwoordiging van de deeleniteiten in federale organen ditmaal verplicht is, is vastgelegd in artikel 92^{ter}, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen ⁽¹⁷⁾, dat het volgende bepaalt:

«Bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, genomen na akkoord van de bevoegde Regeringen, regelt de Koning de vertegenwoordiging van de Gemeenschappen en de Gewesten,

⁽¹⁶⁾ En ce sens, notamment les avis nos 32.166/2/V, du 12 septembre 2001, sur un avant-projet devenu la loi du 22 mars 2002 portant modification de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (Chambre, Doc. parl., 2000/2001, n° 1422/1); 33.170/1, du 23 mai 2002, sur un avant-projet devenu la loi du 16 décembre 2002 portant création de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes (Chambre, Doc. parl., 2001-2002, n° 1919/1); 34.985/2, du 2 avril 2003, sur un avant-projet devenu le décret de la Région wallonne du 4 décembre 2003 relatif à la création de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (Doc., Parl. wal., 2002-2003, n° 538/1; 36.479/1, du 24 février 2004, sur un avant-projet devenu la loi du 13 août 2004 relative à l'autorisation d'implantations commerciales (Chambre, Doc. parl., 2003-2004, n° 1035/1).

⁽¹⁷⁾ En ce sens, l'avis n° 18.831/1, précité, du 13 avril 1989.

⁽¹⁶⁾ Vgl. in deze zin, inzonderheid de adviezen nrs. 32.166/2/V van 12 september 2001 over een voorontwerp dat de wet van 22 maart 2002 tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 over de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven is geworden (Kamer, Gedr. St., 2000/2001, nr. 1422/1); 33.170/1 van 23 mei 2002 over een voorontwerp dat de wet van 16 december 2002 houdende oprichting van het Instituut van de gelijkheid van vrouwen en mannen geworden is (Kamer, Gedr. St., 2001-2002, nr. 1919/1); 34.985/2 van 2 april 2003 over een voorontwerp dat het decreet van het Waals Gewest van 4 december 2003 betreffende de oprichting van het «Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique» (Waals Instituut voor evaluatie, toekomstverwachting en statistiek) geworden is (Gedr. St., Waals Parlement, 2002-2003, nr. 538/1); 36.479/1 van 24 februari 2004 over een voorontwerp dat de wet van 13 augustus 2004 betreffende de vergunning van handelsvestigingen geworden is (Kamer, Gedr. St., 2003-2004, nr. 1035/1).

⁽¹⁷⁾ Zie in deze zin het voormelde advies 18.831/1 van 13 april 1989.

organes de gestion ou de décision des institutions et organismes nationaux, notamment consultatifs et de contrôle, qu'il désigne»⁽¹⁸⁾.

La proposition n'a pas été conçue de manière à tenir compte de la nécessité de l'adoption d'un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, pris de l'accord des Gouvernements de communautés. Au demeurant, un pareil arrêté royal ne pourrait régler que les cas éventuels de «représentation», c'est-à-dire de présence par nature partielle des membres désignés par les entités fédérées au sein d'organes fédéraux, et non leur présence complète et exclusive.

Le législateur fédéral ne peut donc, comme l'article 22 proposé l'envisage, imposer aux Parlements de communauté d'intervenir dans la désignation des membres des commissions culturelles permanentes⁽¹⁹⁾.

5. En conclusion, en tant qu'elle institue des organes de contrôle dont le statut est dépourvu de caractère fédéral et qu'elle impose aux Parlements de communauté des obligations quant au fonctionnement de ces organes, la proposition à l'examen viole l'article 131 de la Constitution et excède les compétences fédérales.

Il n'est donc pas nécessaire d'examiner si la scission envisagée de la Commission nationale permanente du pacte culturel assurerait avec une effectivité suffisante la protection des minorités idéologiques et philosophiques qu'exige l'article 131 de la Constitution et peut dès lors s'inscrire dans le prolongement de cette disposition.

L'assemblée générale de la section de législation était composée de

Madame

M.-L. WILLOT-THOMAS, président de chambre,
président,

Messieurs

M. VAN DAMME,
Y. KREINS,
D. ALBRECHT
J. SMETS,
P. LIENARDY,
P. VANDERNOOT,

Madame

M. BAGUET,

naargelang van het geval, in de beneers of beslissingsorganen van de nationale instellingen en organismen, onder meer met een adviserende en controlerende taak, die Hij aanduidt»⁽¹⁸⁾.

Het wetsvoorstel is niet zo opgevat dat rekening wordt gehouden met de noodzaak om na overleg in de Ministerraad een koninklijk besluit vast te stellen, uitgevaardigd met goedvinden van de Gemeenschapsregeringen. Overigens zou een dergelijk koninklijk besluit alleen de eventuele gevallen van «vertegenwoordiging» kunnen regelen, namelijk waarbij de door de deelentiteiten aangewezen leden uit de aard der zaak gedeeltelijk aanwezig zijn in federale organen, en niet hun volledige en uitsluitende aanwezigheid.

De federale wetgever kan dus niet, zoals in het voorgestelde artikel 22 beoogd wordt, de gemeenschapsparlementen verplichten de leden van de vaste cultuurcommissies aan te stellen⁽¹⁹⁾.

5. Kortom, het onderzochte voorstel is in strijd met artikel 131 van de Grondwet en overschrijdt de federale bevoegdheden, doordat het controleorganen opricht die niet van federale signatuur zijn en aan de gemeenschapsparlementen verplichtingen oplegt inzake werkwijze van deze organen.

Er hoeft dus niet te worden onderzocht of de beoogde splitsing van de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie doeltreffend genoeg zou zijn voor de bescherming van de ideologische en filosofische minderheden die wordt opgelegd bij artikel 131 van de Grondwet en of ze derhalve past in het kader van deze bepaling.

De algemene vergadering van de afdeling wetgeving was samengesteld uit

Mevrouw

M.-L. WILLOT-THOMAS, kamervoorzitter,
voorzitter,

de Heren

M. VAN DAMME,
Y. KREINS,
D. ALBRECHT
J. SMETS,
P. LIENARDY,
P. VANDERNOOT,

Mevrouw

M. BAGUET,

⁽¹⁸⁾ Voir les avis cités à la note n° 16. L'article 92ter de la loi spéciale précitée du 8 août 1980 est rendu applicable à la Communauté germanophone par l'article 55bis de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone.

⁽¹⁹⁾ Il est renvoyé à la note infrapaginale n° 9.

⁽¹⁸⁾ Zie de adviezen vermeld in voetnoot nr. 16. Artikel 92ter van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980 wordt op de Duitstalige Gemeenschap van toepassing verklaard bij artikel 55bis van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap.

⁽¹⁹⁾ Er wordt verwezen naar voetnoot nr. 9.

Messieurs

B. SEUTIN, présidents de chambre,
conseillers d'État,

J. VELAERS,
M. RIGAUX,
J.-C. SCHOLSEM, assessesurs de la section de
législation,

Madame

D. LANGBEEN,

Monsieur

M. FAUCONIER, greffier en chef,
greffier assumé,

Les rapports ont été rédigés par MM. X. DELGRANGE et W. PAS, auditeurs. La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

D. LANGBEEN

M.-L. WILLOT-THOMAS

de Heren

B. SEUTIN, kamervoorzitters,
staatsraden,

J. VELAERS,
M. RIGAUX,
J.-C. SCHOLSEM, assessoren van de
afdeling wetgeving,

Mevrouw

D. LANGBEEN,

de Heer

M. FAUCONIER, hoofdgriffier,
toegevoegd griffier.

De verslagen werden uitgebracht door de HH. X. DELGRANGE en W. PAS, auditeurs. De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

D. LANGBEEN

M.-L. WILLOT-THOMAS

Annexe H**SESSION DE 2004-2005**

25 AVRIL 2005

Proposition de loi modifiant la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques

(Déposée par Mme Anne-Marie Lizin)

DÉVELOPPEMENTS

Aux termes de l'article 23, alinéa 1^{er}, de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, le mandat des membres de la Commission nationale permanente du pacte culturel expire trois mois après le renouvellement des Chambres législatives.

Toutefois, les membres sont nommés par les parlements de communauté dont le renouvellement, dans l'état actuel de la législation, ne coïncide pas nécessairement avec le renouvellement des Chambres législatives fédérales. Il peut en résulter que la composition politique de la Commission nationale permanente du pacte culturel n'est plus proportionnelle à la composition politique des parlements de communauté.

La présente proposition de loi vise à laisser expirer le mandat des membres de la Commission nationale permanente du pacte culturel six mois après le renouvellement des parlements de communauté.

COMMENTAIRE DES ARTICLES**Article premier**

Aux termes de l'article 131 de la Constitution, la loi arrête les mesures en vue de prévenir toute discrimination pour des raisons idéologiques et philosophiques. Cela s'est fait par la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques.

ZITTING 2004-2005

25 APRIL 2005

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt

(Ingediend door mevrouw Anne-Marie Lizin)

TOELICHTING

Het mandaat van de leden van de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie verstrijkt volgens artikel 23, eerste lid, van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt, drie maanden na de vernieuwing van de Wetgevende Kamers.

De leden worden echter benoemd door de gemeenschapsparlementen, waarvan de vernieuwing, in de huidige stand van de wetgeving, niet noodzakelijk samenvalt met de vernieuwing van de Wetgevende Kamers. Daardoor kan het gebeuren dat de politieke samenstelling van de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie niet evenredig is met de politieke samenstelling van de gemeenschapsparlementen.

Dit wetsvoorstel beoogt het mandaat van de leden van de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie zes maanden na de vernieuwing van de gemeenschapsparlementen te laten verstrijken.

TOELICHTING BIJ DE ARTIKELEN**Artikel 1**

Volgens artikel 131 van de Grondwet stelt de wet de regelen vast ter voorkoming van elke discriminatie om ideologische en filosofische redenen. Dit gebeurde bij de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt.

En vertu de l'article 77, alinéa 1^{er}, 3^o, de la Constitution, la Chambre des représentants et le Sénat sont compétents sur un pied d'égalité pour les lois visées à l'article 131.

Article 2

L'article 22 de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques dispose que la durée du mandat des membres de la Commission nationale permanente du pacte culturel est de quatre ans. Ce délai doit être porté à cinq ans, leur mandat expirant dorénavant six mois après le renouvellement intégral des parlements de communauté, qui sont renouvelés tous les cinq ans. Les mots «le renouvellement intégral» s'entendent dans leur signification courante, c'est-à-dire les élections.

Article 3

L'article 23 de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques stipule que le mandat des membres de la Commission nationale permanente du pacte culturel expire trois mois après le renouvellement des Chambres législatives. L'article 3 de la présente proposition de loi modifie cette disposition de sorte que le mandat expire après le renouvellement intégral des parlements de communauté.

En outre, la proposition dispose que les mandats expireront six mois après le renouvellement intégral. En effet, il n'est plus indiqué de laisser expirer les mandats trois mois après le renouvellement intégral. Comme, dans l'état actuel des choses, le renouvellement intégral des parlements de communauté a toujours lieu début juin, les mandats expireraient début septembre, ce qui n'est pas une période adéquate pour faire élire ou désigner de nouveaux membres par les parlements de communauté. En imposant un délai de six mois, les mandats expireront en principe en décembre.

Article 4

La proposition contient des dispositions transitoires.

En effet, l'intention est de laisser s'expirer le mandat des membres actuels de la Commission nationale permanente du pacte culturel six mois après le renouvellement prochain des parlements de communauté. Il convient de le mentionner explicitement, comme il en résultera que la durée du mandat des membres actuels surpassera le délai légal de cinq ans.

Anne-Marie LIZIN.

Luidens artikel 77, eerste lid, 3^o, van de Grondwet, zijn de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat gelijkelijk bevoegd voor de wetten bedoeld in artikel 131.

Artikel 2

Artikel 22 van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt, bepaalt dat de duur van het mandaat van de leden van de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie vier jaar bedraagt. Die termijn moet op vijf jaar worden gebracht, aangezien hun mandaat voortaan zes maanden na de algehele vernieuwing van de gemeenschapsparlementen zal verstrijken en die parlementen om de vijf jaar worden vernieuwd. Met de woorden «de algehele vernieuwing» worden, zoals gebruikelijk, de verkiezingen bedoeld.

Artikel 3

Artikel 23 van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt, bepaalt dat het mandaat van de leden van de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie drie maanden na de vernieuwing van de Wetgevende Kamers verstrijkt. Artikel 3 van dit wetsvoorstel wijzigt die bepaling, zodat het mandaat verstrijkt na de algehele vernieuwing van de gemeenschapsparlementen.

Bovendien wordt bepaald dat de mandaten pas zes maanden na de algehele vernieuwing zullen verstrijken. Het is immers niet langer opportuun de mandaten drie maanden na de algehele vernieuwing te laten verstrijken. Aangezien, in de huidige stand van zaken, de algehele vernieuwing van de gemeenschapsparlementen steeds begin juni plaatsvindt, zouden de mandaten begin september verstrijken, wat geen gunstige periode is om de gemeenschapsparlementen nieuwe leden te laten verkiezen of aanwijzen. Door de termijn te verlengen tot zes maanden, zullen de mandaten veelal in december verstrijken.

Artikel 4

Het wetsvoorstel bevat een overgangsregeling.

Het is immers de bedoeling dat het mandaat van de huidige leden van de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie pas zes maanden na de eerstvolgende vernieuwing van de gemeenschapsparlementen verstrijkt. Dit moet uitdrukkelijk worden bepaald, want het mandaat van de huidige leden zal daardoor langer duren dan de wettelijke termijn van vijf jaar.

PROPOSITION DE LOI

Article premier

La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution

Art. 2

À l'article 22, alinéa 4, de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, le mot « quatre » est remplacé par le mot « cinq ».

Art. 3

À l'article 23, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots « trois mois après le renouvellement des Chambres législatives » sont remplacés par les mots « six mois après le renouvellement intégral des parlements de communauté ».

Art. 4

Le mandat des membres de la Commission permanente nationale du pacte culturel qui sont en fonction au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, expire six mois après le prochain renouvellement intégral des parlements de communauté.

24 mars 2005.

Anne-Marie LIZIN.

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2

In artikel 22, vierde lid, van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt, wordt het woord « vier » vervangen door het woord « vijf ».

Art. 3

In artikel 23, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden « drie maanden na de hernieuwing van de Wetgevende Kamers » vervangen door de woorden « zes maanden na de algehele vernieuwing van de gemeenschapsparlementen ».

Art. 4

Het mandaat van de leden van de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie die in functie zijn op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet, verstrijkt zes maanden na de eerstvolgende algehele vernieuwing van de gemeenschapsparlementen.

24 maart 2005.

Annexe I**PARLEMENT FLAMAND**

Séance 2005-2006
12 octobre 2005

PROPOSITION DE DECRET

- de Messieurs Rob Verreycken et Erik Arckens –

**modifiant et complétant le décret du 28 janvier 1974 relatif au Pacte culturel et
visant l'instauration d'une Commission flamande du Pacte culturel¹**

DEVELOPPEMENTS

Mesdames et Messieurs,

L'article 11 de la Constitution protège les droits et libertés des minorités idéologiques et philosophiques dans ce pays. Il prévoit que cette protection s'opère à deux niveaux, sans attribuer à l'un d'eux une compétence exclusive : la loi et le décret garantissent notamment les droits et libertés des minorités idéologiques et philosophiques, ainsi s'énonce la Constitution.

A l'échelon fédéral, l'article 11 de la Constitution est mis en œuvre par la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques (la loi dite « du Pacte culturel »). Au niveau communautaire, ledit article de la Constitution trouve son exécution dans le décret du 28 janvier 1974 relatif au Pacte culturel. Les deux textes prévoient la création d'une seule et même Commission nationale permanente du Pacte culturel ; dans le décret flamand de 1974, il s'agit du chapitre X.

La loi fédérale de 1973, qui a entre-temps plus de 30 ans, est le fruit d'un accord conclu le 24 février 1972 entre les familles politiques représentées alors à la Chambre des Représentants.

Dans l'intervalle, la société a subi de profondes mutations et évolutions. Les diverses réformes de l'Etat ont conduit à une défédéralisation (partielle) de l'Etat national, désormais appelé Etat fédéral. Outre le secteur culturel, de nombreux autres domaines sont passés dans l'escarcelle communautaire et régionale. S'agissant de

¹ Traduction

la culture, il en a résulté une émancipation complète et une autonomie totale des trois Communautés. La Flandre a ainsi élaboré de multiples décrets en la matière reprenant les principes fondamentaux du Pacte culturel en ce qui concerne la participation et la délivrance d'avis (il suffit de songer au récent décret flamand relatif à la politique culturelle locale). L'ouverture et le dialogue en matière de politique culturelle sont à présent ancrés dans la tradition de notre société et l'implication des utilisateurs est acquise.

Cependant, ce qui a le moins évolué au cours de toutes ces années, c'est la Commission nationale permanente du Pacte culturelle elle-même. A l'heure actuelle, les Communautés désignent leurs propres représentants au sein de la Commission du Pacte culturel, mais les décisions sont prises conjointement par les deux groupes linguistiques. Les membres issus d'une Communauté se prononcent donc également sur les plaintes émanant de l'autre Communauté, ce qui s'inscrit en porte-à-faux avec la logique fédérale et l'autonomie culturelle des Communautés.

Il est un fait que ces dernières années, même les desiderata flamands les plus logiques se heurtent à un refus wallon irrationnel. Les auteurs de la présente proposition sont, dès lors, d'avis que le Parlement flamand élu à part entière, en tant qu'émanation du peuple flamand, doit mettre tout en œuvre pour changer la situation actuelle où les plaintes déposées par des Flamands sont traitées par une commission composée pour moitié de Wallons.

Cette possibilité est offerte par l'article 11 de la Constitution. Comme mentionné ci-dessus, l'article dont question stipule que la protection intervient à deux niveaux, sans qu'une compétence exclusive soit conférée à l'un d'eux : « la loi et le décret garantissent notamment les droits et libertés des minorités idéologiques et philosophiques », ainsi s'énonce la Constitution. La Flandre est, par conséquent, parfaitement compétente pour promulguer un décret garantissant ces droits et libertés au même titre que la loi fédérale. Ceci s'est fait par le biais du décret du 28 janvier 1974.

Aujourd'hui, le chapitre X du décret flamand prévoit la création d'une Commission nationale permanente du Pacte culturel en tous points identique. Il est toutefois parfaitement envisageable que le pouvoir décrétoal flamand modifie sa vision des choses. Il aurait donc la possibilité de créer un autre organe de contrôle. Les auteurs de la présente proposition souhaitent une Commission flamande du Pacte culturel, qui soit exclusivement composée de Flamands et qui prenne uniquement connaissance des plaintes relevant des compétences flamandes.

Il en découlerait la coexistence de la Commission nationale permanente du Pacte culturel fédérale et d'une Commission flamande du Pacte culturel. Si les partis flamands omettent ensuite de désigner leurs représentants au sein de la Commission nationale permanente du Pacte culturel fédérale, celle-ci cessera de fonctionner par la force des choses et la justice et la logique seront rétablies. Cela signifie que des Flamands désireux d'introduire une plainte sur la politique culturelle flamande - une compétence entièrement flamande - pourront s'adresser à la Commission flamande du Pacte culturel, composée de Flamands.

On aurait tort de dire que la création de cette Commission flamande du Pacte culturel serait impossible par décret en raison de l'article 131 de la Constitution, qui dispose : « La loi arrête les mesures en vue de prévenir toute discrimination pour des raisons idéologiques et philosophiques. » Il est en effet clair qu'en l'espèce, le mot « loi » doit être lu dans son sens matériel et non formel ; tant une loi fédérale qu'un décret doivent être considérés comme une « loi » au sens de l'article 131 de la Constitution. Une autre interprétation impliquerait que les articles 11 et 131 sont contradictoires ; les articles doivent être lus dans le sens d'une concordance, plutôt que dans celui d'une contradiction. En outre, la Commission nationale permanente du Pacte culturel a également été instaurée par décret, un décret qui n'a du reste jamais été cassé ; il est donc établi que le décret de 1974 est une « loi » au sens de l'article 131 de la Constitution, faute de quoi il serait anticonstitutionnel pour cause d'excès de compétence, ce qui n'est pas le cas. Pareille position n'a d'ailleurs jamais non plus été exprimée par la Commission nationale permanente du Pacte culturel elle-même, qui a toujours aussi fonctionné sans problème sur la base du décret de 1974.

Rob VERREYCKEN
Erik ARCKENS

Annexe J

Marginet

Ik heb het persoonlijk meegemaakt dat de politiek niet wist hoe men mijn klacht moest aanpakken. Ook de advocaten wisten dit niet. We hebben de dader uiteindelijk kunnen vatten. Daarmee was mijn persoonlijk probleem opgelost maar er was amper een juridische procedure voorhanden.

Nu krijgen we te maken met ongeveer hetzelfde probleem. U zegt dat het niet anders is in aard en vorm dan andere pestproblemen. Dat durf ik niet zeggen. We moeten vooruitziend zijn. Het gaat om een nieuw probleem dat gangmakend is en waarschijnlijk ook zwaar onderschat. Of het gevaarlijker is, weet ik niet, misschien heeft de heer Roegiers gelijk. Het is in elk geval een belangrijk probleem. We zouden beter vooruitziend zijn dan dat we achteraf veel moeten gaan genezen.

De voorzitter: Het incident is gesloten.

Vraag om uitleg van de heer Rob Verreycken tot de heer Bert Anciaux, Vlaams minister van Cultuur, Jeugd, Sport en Brussel, over de Cultuurpactwetgeving en de mogelijke defederalisering van de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie

De voorzitter: Aan de orde is de vraag om uitleg van de heer Verreycken tot de heer Anciaux, Vlaams minister van Cultuur, Jeugd, Sport en Brussel, over de Cultuurpactwetgeving en de mogelijke defederalisering van de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie.

De heer Verreycken heeft het woord.

De heer Rob Verreycken: Mijnheer de minister, ik leg u een vraag voor met betrekking tot de situatie bij de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie. Sedert 1974 kennen we de Cultuurpactwet, in Vlaanderen bijna letterlijk vertaald in het Cultuurpactdecreet waardoor de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen wordt gewaarborgd.

Die wetteksten bevatten vooral een aantal maatregelen op het culturele domein. Ze zeggen bijvoorbeeld dat alle ideologische strekkingen moeten worden betrokken bij de voorbereiding en uitvoering van het cultuurbeleid en dat alle overheden die

een infrastructuur ter beschikking stellen – vaak zijn dat de gemeentelijke cultuurcentra – zich moeten onthouden van ideologische discriminatie.

Het toezicht op de naleving van die bepalingen berust nog steeds bij de Nationale Cultuurpactcommissie. Deze instelling heeft de hele evolutie van de staatsvorming sedert 1974 een beetje gemist. We hebben uiteraard de federalisering gekend waardoor cultuur nu de volledige bevoegdheid is van de gemeenschappen. De VNCC is niet mee geëvolueerd waardoor Vlamingen moeten oordelen over Franstalige dossiers en omgekeerd, namelijk dat de Franstalige leden, de helft van de commissie, mee oordelen over alle mogelijke Vlaamse klachtendossiers. Mijn persoonlijke motivatie om dit hier ter sprake te brengen, is uiteraard mede het feit dat in de afgelopen jaren alle klachten, die afkomstig waren van het toenmalige Vlaams Blok, per definitie door de Franstaligen werden afgekeurd, hoe goed die ook waren gestoffeerd. Dat is uiteraard een juridische aberratie waardoor zo'n instelling zichzelf een beetje belachelijk maakt. Maar ik neem aan dat dit voor u niet voldoende overtuigingskracht heeft.

Er zijn nog andere dossiers. Ik herinner me een klacht van een cultuurvereniging uit een faciliteitengemeente. Het overwegend Franstalige gemeentebestuur ging in de fout. De administratie gaf een volledig positief advies. De Franstaligen in de Cultuurpactcommissie vormden onmiddellijk een blok. Ze wezen de klacht af met het argument dat ze van een Vlaamse cultuurvereniging in een overwegend Franstalige gemeente kwam. Doordat er toevallig één Vlaming afwezig was, werd die klacht gewoon afgewezen. Dit bewijst opnieuw dat de VNCC een relik is uit het verleden. Er moet dringend iets veranderen.

Die hervorming is niet alleen een bekommernis van mijn fractie. In de toenmalige Vlaamse Raad werd in 1995 een voorstel van resolutie behandeld door de heren Van Peel van CD&V, Hancké van sp.a, Denys van de VLD, Lauwers van spirit en Geysels van Groen! Daarin werd de opsplitsing gevraagd van de Cultuurpactcommissie in drie gemeenschapskamers. De Nederlandstalige en de Franstalige kamer zouden gezamenlijk vergaderen over dossiers uit het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad. Dat lijkt me een logische en terechte vraag.

Deze redenering werd nog eens bevestigd in een toespraak van de heer De Batselier op 1 juli 2003

Verreycken

bij de eedaflegging van de leden van de VNCC. 'Het hele Cultuurpact moet grondig worden gewijzigd. Het Cultuurpact is immers een federale materie en daarmee een anachronisme in onze federatie waar de bevoegdheid over Cultuur een exclusieve gemeenschapsaangelegenheid is. Het spreekt dus voor zich dat de bevoegdheid inzake het Cultuurpact moet worden overgedragen aan de gemeenschappen. In Vlaanderen kan dan het oude wettelijk kader met de verouderde verzuiling en de politisering plaats maken voor een decretaal kader dat rekening houdt met meer eigentijdse dynamieken.' Ook de voorzitter van ons parlement vindt de hervorming van de VNCC noodzakelijk. Hij vermeldt een bijkomend element, namelijk de depolitisering. Op dit moment is de VNCC volledig samengesteld uit mensen die rechtstreeks worden afgevaardigd door de partijen. Ik vraag me af of ook dat niet grondig moet worden herzien.

Mijnheer de minister, bent u niet van oordeel dat de samenstelling van de VNCC in strijd is met de huidige situatie waarin Vlaanderen volledig bevoegd is voor Cultuur? Vindt u het opportuun dat Franstaligen nog steeds mee oordelen over Vlaamse klachtendossiers en vice versa? Meent u niet dat er dringend werk moet worden gemaakt van de resolutie van 1995? Zijn daar al stappen ondernomen? Staat de regionalisering op de agenda van het Forum voor Institutionele Hervormingen dat binnenkort van start gaat? Zo niet, kunt u daar nog voor zorgen?

Ten slotte, het is niet meer dan logisch dat de federale instelling wordt gesplitst in twee afdelingen die apart hun werk doen. Mocht er een absolute onwil bestaan op het federale niveau of aan Waalse kant, dan kan het Vlaams Parlement een Vlaamse Cultuurpactcommissie oprichten met dezelfde bevoegdheid en taken, uitsluitend samengesteld uit Vlamingen. Dan zal bij gebrek aan werk de VNCC uiteraard stilletjes uitdoven. We hebben daarvoor een Cultuurpactdecreet.

De voorzitter: De heer Vanackere heeft het woord.

De heer Steven Vanackere: Dames en heren, ik zou graag 1 euro krijgen elke keer wanneer iemand het woord regionalisering gebruikt terwijl hij communautarisering bedoelt, wanneer iemand over gemeenschappen spreekt als het over gewesten gaat

en wanneer iemand over de Walen spreekt terwijl hij de Franstaligen bedoelt. Ik zou hier vandaag ook weeral enkele euro's verdiend hebben. Ik zou dat geld dan graag aan een goed doel schenken. Ik roep u allen met een knipoog op om een ernstige inspanning te leveren om deze termen correct te gebruiken.

De Cultuurpactcommissie is een aangelegenheid die de gemeenschappen aanbelangt. In dat geval kan er geen sprake zijn van regionalisering. Het is beter dat u het woord defederaliseren gebruikt als u de termen niet goed uit elkaar kunt houden. Regionaliseren kan echter niet de bedoeling zijn vermits uw fractie, naar ik vermoed, Brussel niet wil loslaten.

U hebt verwezen naar de resolutie van de heer Van Peel die trouwens is goedgekeurd in maart 1995. Het betreft een aangelegenheid waarbij iedereen binnen de Vlaamse Raad aan hetzelfde zeel trekt, niet omwille van de redenen die u daarvoor naar voren schuift en die een intentieproces inhouden van het niet correct behandelen van een aantal beroepen. In het kader van de homogenisering van de bevoegdheidspakketten, moeten de instrumenten die waken over de juiste toepassing van de Vlaamse bevoegdheden ook in handen komen van de Vlaamse Gemeenschap.

Het aanklaarten van die aangelegenheid binnen het forum lijkt me een goede optie. Ook mijn fractie vraagt zich af wat de minister vooropstelt als mogelijkheid om die resolutie van de Vlaamse Raad uit te voeren. Misschien zijn er ook nog andere creatieve oplossingen.

De voorzitter: Minister Anciaux heeft het woord.

Minister Bert Anciaux: Ik ben voorstander van een defederalisering van de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie en bijgevolg van een verdere regionalisering van de cultuurpactwetgeving.

Ik wil echter een aantal nuances aanbrengen. Ik heb namelijk een zeer groot respect voor de doelstellingen die het Cultuurpact al sinds enkele decennia beoogt. Naar aanleiding van de oprichting in 1970 van de gemeenschappen, werden in de Grondwet waarborgen ter bescherming van de ideologische en filosofische minderheden op gemeenschapsvlak opgenomen. Het Cultuurpact dat in dit verband werd afgesloten, institutionaliseerde het respect

Anciaux

dat de diverse strekkingen tegenover elkaar wilden opbrengen. Doordat deze bescherming werd doorgetrokken tot de betrokkenheid bij het cultuurbeleid en het ter beschikking stellen van infrastructuur, ontstond een sterke democratisering en een groot maatschappelijk draagvlak voor cultuur. Dit was een voorbode van een krachtig participatiedenken.

De verwezenlijkingen van dit akkoord zijn dan ook groot en zullen een blijvende invloed hebben op het cultuurbeleid, ook van de volgende decennia. Ik ben er zelfs van overtuigd dat het Cultuurpact er mee voor gezorgd heeft dat het cultuurbeleid in Vlaanderen een beleid is dat van het particulier initiatief nog steeds het alfa en omega maakt.

De discussie over de cultuurpactwetgeving mag geenszins worden verengd tot een wegwerpgebaar. Dit zou afbreuk doen aan de historische verdiensten en aan de belangrijke, nog steeds actuele doelstellingen. Een echt democratische maatschappij organiseert de verschillende debatten en spanningsvelden immers op een constructieve manier. Een actief pluralisme gedooft niet alleen de mening van anderen, maar gaat er zelfs van uit dat de confrontatie van verschillende meningen een verrijking is. Het Cultuurpact heeft er mee voor gezorgd dat verschillende meningen aan bod konden komen, ongeacht of het om een grote meerderheid of kleine minderheid van de gebruikers ging.

De grondtoon waarop dit wordt georganiseerd, wordt mee gekleurd door de rechten van de mens: het recht om zich te verenigen, het recht op inspraak, en noem maar op. In die zin kon ik me absoluut vinden in het feit dat klachten van het Vlaams Blok door de cultuurpactcommissie steevast onontvankelijk werden verklaard. De rechtbank heeft deze houding vorig jaar zelfs bevestigd.

Dit heeft volgens mij niet veel te maken met het feit of dit nu federale dan wel Vlaamse materie zou zijn. Uw uitspraak als zou, door de huidige toepassing 'de Vlaamse oppositie rechteloos worden verklaard voor wat betreft de voorbereiding en uitvoering van het cultuurbeleid', is omwille van twee redenen opvallend. Enerzijds beperkt u de oppositie tot uw eigen partij, terwijl de realiteit gelukkig op alle bestuursniveaus veel genuanceerder is dan

dat. Anderzijds gaat u er in uw selectieve verontwaardiging blijkbaar nog altijd van uit dat voor de concrete invulling van de cultuurpactwetgeving vooral aftandse weegschalen van politieke evenwichten moeten worden gehanteerd. Ik kan u verzekeren dat dit vooral niet werkt om een positief en gedragen cultuurbeleid tot stand te brengen.

Ik blijf volop achter de principes van het Cultuurpact staan. Zowel in de samenspraak bij de beleidsvoorbereiding, in de subsidiëring van activiteiten als in het beheer van instellingen moet op een zo breed mogelijke manier de culturele diversiteit worden weerspiegeld. Vandaag vertaalt zich dat echter niet enkel in ideologische en filosofische stromingen. Ik hoop dat we met de democratische partijen weldra een gesprek kunnen aangaan over een actualisering van het Cultuurpact tot een intercultureel pact.

Binnen deze context van respect voor elkaar en een sterk geloof in een verrijking van de samenleving door uitwisseling over alle culturele grenzen heen, ben ik voorstander van een communautarisering van de cultuurpactwetgeving en bijgevolg van de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie. Voortbouwend op de maatschappelijke evolutie in de onderscheiden gemeenschappen zou het immers goed zijn om aan die gemeenschappen de bevoegdheid te geven, zodat zij door middel van hun decreetgeving de relevante bepalingen van de cultuurpactwetgeving kunnen opheffen, aanvullen, wijzigen, vervangen of behouden.

Ik hoop dat dit in het kader van de eerstvolgende gesprekken over de institutionele hervormingen aan bod kan komen. Dit moet gebeuren in alle sereniteit, en dus niet, bijvoorbeeld, door op eigen houtje een parallelle commissie in het leven te roepen, met alle juridische gevolgen van dien. Ik wil wel onderzoeken of er mogelijkheden zijn. Een positief en offensief cultuurbeleid dat goed is voor alle mensen, is te belangrijk om het op te offeren aan veeleer corporatistische spelletjes van wie dan ook.

De voorzitter: De heer Verreycken heeft het woord.

De heer Rob Verreycken: Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, geachte collega's, bij dit soort vragen en antwoorden moeten we natuurlijk even de uitwisseling van politieke vijandigheden terzijde schuiven om door te dringen tot de kern van de zaak.

Verreycken

Mijnheer de minister, ik neem akte van uw verwijzing naar de uitspraak in Gent. Dat was een strafrechtelijke uitspraak over een discussie, die absoluut nog niet is afgesloten. Ik verwijs naar de bijdrage van professor Velaers over de vraag of een voorstel inzake het vreemdelingenbeleid onmiddellijk moet worden gekwalificeerd als een misdrijf wegens aanzetten tot haat. Dat is absoluut niet het geval.

Wat de cultuurpactcommissie betreft, bevinden we ons in een totaal andere tak van het recht, namelijk het administratief recht. De cultuurpactcommissie valt hierbij onder het gezag van de Raad van State. Het hoogste rechtscollege in het strafrecht is het Hof van Cassatie.

In dit soort dossiers heeft de Raad van State destijds trouwens herhaaldelijk gezegd dat de automatische afwijzing van klachten van het Vlaams Blok niet door de beugel kon omdat daardoor het bestaan van de cultuurpactwet wordt ontkend. Dit is dus een heel andere discussie.

Mijnheer de minister, ik heb u horen zeggen dat de kern van de zaak is dat we moeten overgaan naar een systeem van opsplitsing van de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie. U zegt dat het nuttig zou zijn dit aan bod te laten komen op het Forum. Ik hou u aan die uitspraak. Eerstdaags zullen we daarover een voorstel van resolutie indienen.

Mijnheer Vanackere, ook u steunt de defederalisering van de commissie. Ik verwelkom uw steun. Ik zal dat voorstel opstellen. Ik zal me echter niet haasten. Als tussen nu en de volgende 14 dagen de meerderheid een voorstel indient op basis van die van 1995 om de regering nog eens te herinneren aan het engagement als ze naar het Forum gaat, ben ik tevreden. Ik zal me dus niet haasten. Ik geef u de voorrang. Bij de stemming in de plenaire vergadering zullen we uw voorstel dan uiteraard ondersteunen. Het Vlaams Parlement zou dan unaniem kunnen bevestigen wat in 1995 reeds werd gevraagd, namelijk dat de cultuurpactcommissie eindelijk eens wordt aangepast aan de realiteit.

De voorzitter: Het incident is gesloten.

Vraag om uitleg van de heer Johan Deckmyn tot de heer Bert Anciaux, Vlaams minister van Cultuur, Jeugd, Sport en Brussel, over het erkennen van de Gentse Feesten als festival

De voorzitter: Aan de orde is de vraag om uitleg van de heer Deckmyn tot de heer Anciaux, Vlaams minister van Cultuur, Jeugd, Sport en Brussel, over het erkennen van de Gentse Feesten als festival.

Ik had de mogelijkheid om deze vraag niet te agenderen omdat ze gebaseerd is op een uitlating van mij in de Gentse gemeenteraad. Ik heb besloten om ze toch toe te laten omdat u er mij anders van zou verdenken niet objectief te zijn.

De vraag staat trouwens in een verkeerde context. Er is nooit gevraagd om de Gentse Feesten te subsidiëren. Er is gevraagd om de feesten als festival te erkennen zodat ze in aanmerking kunnen komen voor het Rampenfonds. De verslagen van de Gentse gemeenteraad daarover kunt u in die stad lezen.

De heer Deckmyn heeft het woord.

De heer Johan Deckmyn: Mijnheer de voorzitter, ik dank u voor deze inleiding. Tijdens de zitting van de Gentse gemeenteraad van 21 december 2004 kwam tijdens de bespreking van de beleidsnota over de Gentse Feesten de suggestie aan bod die u net verduidelijkte. U suggereerde om de Gentse Feesten te laten erkennen als festival om zo meer financiële ademruimte te krijgen, waardoor het succes van de feesten in de toekomst kan worden gevrijwaard. Er zouden daaromtrent al informele contacten geweest zijn. U begrijpt dat ik bijzonder benieuwd ben of er mogelijkheden zijn om de Gentse Feesten vanuit de Vlaamse overheid meer middelen te bieden. De feesten zijn tot ver buiten onze grenzen gekend en dragen bij tot een grotere culturele uitstraling voor Vlaanderen.

Mijnheer de minister, wat is uw standpunt? Is hiervoor genoeg budgettaire ruimte aanwezig?

De voorzitter: De heer Vanackere heeft het woord.

De heer Steven Vanackere: Mijnheer de voorzitter, ik begrijp dat u niet kon zeggen dat deze vraag beter in de Gentse gemeenteraad thuishoort. Misschien mogen we onze collega's aanmoedigen om erop toe te zien dat vragen van louter particulier

Annexe K

Vraag om uitleg van de heer Johan Verstreken tot de heer Bert Anciaux, Vlaams minister van Cultuur, Jeugd, Sport en Brussel, over de verkoop van een ontmoetingscentrum in Stuivekenskerke tegen het advies van de Nationale Cultuurpactcommissie in

De voorzitter: Aan de orde is de vraag om uitleg van de heer Verstreken tot de heer Anciaux, Vlaams minister van Cultuur, Jeugd, Sport en Brussel, over de verkoop van een ontmoetingscentrum in Stuivekenskerke tegen het advies van de Nationale Cultuurpactcommissie in.

De heer Verstreken heeft het woord.

De heer Johan Verstreken: Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, Stuivekenskerke is een mooie landelijke gemeente langs de IJzer en een deelgemeente van Diksmuide. Op 15 juli 2004 werd er bij de Nationale Cultuurpactcommissie een klacht ingediend tegen de beslissing van de gemeenteraad van Diksmuide van 28 juni 2004 om het ontmoetingscentrum 'Reigersvliet' te verkopen. De gemeente besliste om de zaal te verkopen omdat ze te weinig werd gebruikt. De plaatselijke verenigingen gingen daarmee niet akkoord en vreesden dat de verkoop de doodsteek zou betekenen voor het verenigingsleven. Er is immers geen alternatieve infrastructuur voorhanden en de stad is ook niet in staat om binnen een redelijke termijn een alternatief aan te bieden. Dit betekent dat de plaatselijke verenigingen zouden moeten uitwijken naar zalen in andere deelgemeenten.

De klacht werd door de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie ontvankelijk en gegrond verklaard met algemeenheid van stemmen. Door het feit dat er door de verkoop van het ontmoetingscentrum geen alternatief is voor de verenigingen worden de plaatselijke verenigingen gediscrimineerd ten opzichte van verenigingen in andere deelgemeenten. De vaste Nationale Cultuurpactcommissie heeft daarom aanbevolen dat het stadsbestuur zo vlug mogelijk een degelijk en aanvaardbaar alternatief inzake infrastructuur creëert voor het plaatselijke verenigingsleven van Stuivekenskerke, en dat het stadsbestuur de commissie op de hoogte houdt van de initiatieven van de vorderingen in deze aanleggenheid.

In het inspectieverslag stond een voorbeeld van een alternatief in Nieuwkapelle. Ook daar werd de infrastructuur te koop aangeboden, maar een echtpaar heeft er een loods gerenoveerd en ter beschikking gesteld van het verenigingsleven. De stad betaalt een kleine bijdrage voor de kosten. In Stuivekenskerke is er geen dergelijke alternatieve oplossing.

De inspecteurs hebben een bezoek gebracht aan de kleine vergaderruimte en aan de infrastructuur in Pervijze. Er werd aanvankelijk gedacht aan 't Stuivekotje in Stuivekenskerke als alternatief, maar dat blijkt te klein te zijn. Volgens het verslag is dit dan ook geen oplossing. Pervijze, een andere deelgemeente, biedt ook geen alternatief. Er zijn ook andere problemen, zoals met betrekking tot vervoer.

De plaatselijke verenigingen worden op een ongelijke manier behandeld ten opzichte van die in andere deelgemeenten en dat betekent dat de rechtsgelijkheid tussen de verschillende verenigingen is geschonden.

Mijnheer de minister, u hebt een afschrift gekregen van het advies van de cultuurpactcommissie. In welke mate zult u toezien op de aanbevelingen van de Nationale Cultuurpactcommissie? Wat zult u ondernemen naar de stad Diksmuide?

De voorzitter: Minister Anciaux heeft het woord.

Minister Bert Anciaux: Mijnheer de voorzitter, dames en heren, de infrastructuur van het Diksmuidse cultuurcentrum bestaat uit de stadsschouwburg en het bijhuis in Woumen, maar ook uit de andere ontmoetingscentra in de deelgemeenten, waaronder voor de verkoop ook de zaal Reigersvliet in Stuivekenskerke.

Er is echter een verschil tussen de infrastructuur van de werking van het cultuurcentrum en de infrastructuur opgesomd in de aanvraag tot subsidiëring. De culturele infrastructuur 'zaal Reigersvliet' in Stuivekenskerke maakt geen deel uit van het cultuurcentrum dat gesubsidieerd wordt op basis van het decreet van 13 juli 2001 houdende het stimuleren van een kwalitatief en integraal lokaal cultuurbeleid. In de subsidies die men verkreeg op basis van het vroegere decreet was de zaal Reigersvliet wel opgenomen. In het cultuurbeleidsplan 2002-2007 van de stad Diksmuide staat vermeld dat het gemeentebestuur opteert voor de verkoop van het ontmoetingscentrum. Vermoedelijk heeft men daarom ook gekozen de zaal niet meer op te nemen in de subsidieaanvraag, wat geen probleem was om de minimale normen te kunnen verantwoorden. Daarom heeft de verkoop van de zaal door het stadsbestuur geen invloed op de subsidiëring van het cultuurcentrum.

U weet dat ik er in het algemeen van uitga dat cultuur de zuurstof is van het gemeenschapsleven en een identiteit geeft aan de wijken, en u kent mijn pleidooi om de bevolking van diverse wijken en deelgemeenten blijvend intensief te betrekken bij het gemeentelijk cultureel leven. Het meest ideale is een cultureel tweerichtingsverkeer – beter nog een veelrichtingsverkeer – waarbij mensen uit de deelgemeenten naar het stadscentrum komen om cultuur op te snuiven, maar waarbij ook inwoners uit het centrum in de

Anciaux

deelgemeenten aan cultuur participeren. Ik heb er vertrouwen in dat dit ook een beleids optie is en blijft van vele lokale besturen, waaronder ook het stadsbestuur van Diksmuide.

Ik wens me echter niet uit te spreken over de situatie in de deelgemeente Stuivekenskerke, omdat dit een lokale aangelegenheid is waarin het lokale bestuur zijn eigen bevoegdheid en verantwoordelijkheid heeft.

De Vaste Nationale Cultuurpactcommissie is een ombudscollege dat slechts bevoegd is om advies te verstrekken nadat is gebleken dat het geschil niet kan worden bijgelegd door middel van verzoening. Om dit advies kracht bij te zetten, voegt de commissie hieraan aanbevelingen toe die zowel aan de betrokken overheid, als aan de voogdijoverheid worden gericht. Het is evenwel een niet-bindende uitspraak. In vele gevallen houdt de betrokken overheid echter rekening met het gezaghebbend advies. De commissie staat bovendien gekend als standvastig in verschillende dossiers. Ook in dit geval zal de cultuurpactcommissie vermoedelijk opvolgen of haar advies wordt gerespecteerd. De commissie is er al dikwijls in geslaagd om via bemiddeling of standvastige aanbeveling overheden te overtuigen om besluiten bij te sturen, zonder dat dit hoefde te leiden tot een bijkomende juridisering.

Indien de desbetreffende overheid het advies toch niet opvolgt, kunnen de belanghebbenden opnieuw klacht indienen bij de cultuurpactcommissie of, in de mate dat de termijnen niet zijn verstreken, de zaak aanhangig maken bij de Raad van State. Wanneer de belanghebbenden zich immers met hun klacht eveneens tot de Raad van State kunnen wenden – zoals in dit geval – dan wordt de indieningstermijn opgeschort door een regelmatig ingediende klacht bij de cultuurpactcommissie. De cultuurpactcommissie moet hiervoor wel binnen de zestig dagen een advies uitbrengen. Wanneer de belanghebbenden uiteindelijk beslissen hun klacht toch bij de Raad Van State in te dienen, dan wordt het advies van de commissie als formeel stuk opgenomen in de behandeling van de klacht. Natuurlijk ligt het dan nog bij de Raad Van State zelf of die het eens is met de aanbeveling of niet.

Inzake Reigersvliet heb ik vernomen dat het gemeentebestuur overweegt een tent aan te kopen

die gebruikt kan worden door de verenigingen uit Stuivekenskerke. Of dit een aanvaardbaar alternatief is, is niet aan mij om te beoordelen.

De voorzitter: De heer Verstreken heeft het woord.

De heer Johan Verstreken: Mijnheer de minister, het klopt dat er in Diksmuide een stadsschouwburg is en dat er goede culturele activiteiten doorgaan. Reigersvliet maakt geen deel meer uit van het cultuurcentrum dat aan de minimale normen voldoet. Ik hoor een kleine contradictie in wat u zegt. U zegt enerzijds dat cultuur zuurstof geeft aan wijken en gemeenten. Anderzijds zegt u dat u niet wil ingaan op een lokale aangelegenheid. Dat is een beetje tegenstrijdig.

U zegt dat de cultuurpactcommissie een gezaghebbend adviesorgaan is. Ik hoop dat het stadsbestuur dan ook rekening zal houden met het advies. De lokale verenigingen kunnen naar de Raad van State gaan, maar dat is een heel dure aangelegenheid.

Minister Bert Anciaux: De advocaat is misschien duur, maar niet de procedure bij de Raad van State.

De voorzitter: De procedure kost ongeveer 200 euro.

De heer Johan Verstreken: U lachte zelf met uw slotzin over de aankoop van een tent. Dat is ook lachwekkend. Een tent kan nog in de zomer, maar in de winter is dat uitgesloten. Het sociaal en socio-cultureel aspect is ook belangrijk. Een tent is volgens mij absoluut geen alternatief. De alternatieven die er wel waren, zijn door het stadsbestuur genegeerd. Ik heb ook gehoord dat er een zware waarborg voor de tent moet worden betaald plus de huur. Dit is geen correcte oplossing.

De voorzitter: Minister Anciaux heeft het woord.

Minister Bert Anciaux: Waarde collega, wat wilt u dat ik zeg? Ik heb geen poot om op te staan om formeel iets te doen in dit dossier. Er is geen vuiltje aan de lucht omdat dit niets te maken heeft met de subsidiëring van het lokaal cultuurbeleid of met de voorwaarden daartoe.

Ik heb ook mijn vragen bij die tent, maar ik kan de plaatselijke situatie niet helemaal inschatten. Ik onthoud mij dan ook over het feit of dit een val-

Anciaux

bel alternatief is. Het feit dat ik dit zeg, geeft een appreciatie weer. Ik hoop dat elke deelgemeente aan bod komt in de programmatie en het cultuur-aanbod. Meer kan ik niet zeggen.

De voorzitter: De heer Verstreken heeft het woord.

De heer Johan Verstreken: Ik neem daar akte van. Morele druk kan natuurlijk ook helpen.

Minister Bert Anciaux: Gemeenten zijn partners en er wordt vaak gezegd dat we moeten stoppen met de betutteling.

De voorzitter: De heer Caron heeft het woord.

De heer Bart Caron: Mijnheer de minister, Stuivekenskerke is een van mijn geliefde dorpen. Er staan acht huizen in het centrum. Er is een kerk die niet meer wordt gebruikt en er is een heel belangrijke vorm van plattelandstoerisme in de Viconiahoeve. Daar zijn vergaderzalen aan en zelfs een kleine feestzaal. Stuivekenskerke is vooral bekend omwille van de vroege waarnemingen van de bruine kiekendief en de zwaluwen. Ik stel voor dat de verenigingen, het stadsbestuur, de kerkfabriek en de eigenaars van de Viconiahoeve rond de tafel gaan zitten om een valabele oplossing uit te werken. We moeten dit niet in het Vlaams Parlement doen. Reigersvliet is trouwens een cafézaaltje. Er kunnen creatieve oplossingen worden gevonden, maar de lokale verantwoordelijkheid speelt daarin.

De voorzitter: De heer Verstreken heeft het woord.

De heer Johan Verstreken: Het is duidelijk dat communicatie erg moeilijk verloopt en dat is jammer. Ik betreurt dat het stadsbestuur een advies van de cultuurpactcommissie naast zich neerlegt. Er zijn inderdaad niet zoveel inwoners, maar Reigersvliet was het kloppend hart. De andere zalen zijn commerciële zaken en het stadsbestuur is niet bereid om financieel bij te springen.

De voorzitter: Ik stel voor dat we een werkbezoek organiseren aan Stuivekenskerke onder de titel 'Mars op Stuivekenskerke'.

Het incident is gesloten.

– *Het incident wordt gesloten om 11.05 uur.*
